

# La Responsabilité Contractuelle dans le Code Libanais des Obligations et des Contrats

Etude de Droit Comparé

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le 11 Mars 1937 à 14 heures*

PAR

Marie-Madeleine DUFORT

---

JURY DE LA THÈSE

*Président : M. NIBOYET, professeur*

*Suffragants* { *MM. ESMEIN, professeur*  
*SOLUS, professeur*

---

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

*Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C<sup>e</sup> et Ancienne Librairie F. Pichon réunies*

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

*Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée*

20, RUE SOUFFLOT (5<sup>e</sup> ARR<sup>t</sup>)

---

1937

Tous droits réservés



**THÈSE POUR LE DOCTORAT**

***La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.***

# La Responsabilité Contractuelle dans le Code Libanais des Obligations et des Contrats

Etude de Droit Comparé

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

*Présentée et soutenue le 11 Mars 1937 à 14 heures*

PAR

Marie-Madeleine DUFORT

---

JURY DE LA THÈSE

*Président : M. NIBOYET, professeur*

*Suffragants* { *MM. ESMEIN, professeur*  
*SOLUS, professeur*

---

PARIS

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT & DE JURISPRUDENCE

*Ancienne Librairie Chevalier-Marescq et C<sup>e</sup> et Ancienne Librairie F. Pichon réunies*

R. PICHON ET R. DURAND-AUZIAS, ADMINISTRATEURS

*Librairie du Conseil d'Etat et de la Société de Législation comparée*

20, RUE SOUFFLOT (5<sup>e</sup> ARR<sup>t</sup>)

---

1937

Tous droits réservés



# La responsabilité contractuelle dans le code libanais des obligations et des contrats

---

## INTRODUCTION

Dès le début du siècle et surtout dans les années qui ont suivi la guerre, la nécessité s'est fait sentir dans bon nombre de pays d'adapter sur une base nouvelle la législation existante. « Dans l'Extrême-Orient, comme dans le proche Orient, dans le monde musulman comme dans le monde chinois, nous assistons à une transplantation progressive — mais à une transplantation après inventaire et sélection — du fond général du droit européo-américain ». Ainsi s'exprime M. E. Lambert dans son introduction aux Codes soviétiques.

Le Code des obligations et des contrats voté au Liban, en 1932, est une illustration récente de cette tendance et de l'extension de notre droit moderne européen. A ce titre, il est intéressant de le situer dans le mouvement législatif contemporain.

Jusqu'au vote du Code des obligations et des contrats en 1932, le Liban était régi en ce qui concerne les obligations par l'ancien Code civil ottoman de 1869, ou Medjellé. C'était un code d'inspiration essentiellement religieuse, conformément à la définition même qu'il donne du droit dans son article 1<sup>er</sup>. « C'est « la connaissance des préceptes du *charah* ou loi « sacrée par rapport à leur application aux actions

« humaines ». Le Medjellé transpose donc, dans les matières de droit civil qu'il examine, pour leur donner force de loi, les principes de la religion musulmane, principalement ceux consacrés par les docteurs du rite hanéfite. Dans ce Code civil, de conception spéciale, bien différent dans son esprit de nos Codes européens, nous trouvons peu de textes permettant d'établir une théorie générale de l'obligation. En matière de responsabilité notamment, on n'y rencontre guère que des solutions d'espèces dispersées dans divers textes sur les contrats spéciaux.

Pour remédier à cette insuffisance de principes directeurs, l'Empire Ottoman avait étendu dès 1880 la notion de l'autonomie de la volonté par l'article 64 du Code de procédure civile : « Les dispositions « de toute convention ou engagement font la loi des « parties pourvu qu'elles ne soient pas prohibées par « la loi et les règlements, qu'elles ne soient pas contraires aux bonnes mœurs et à l'ordre public, « qu'elles ne tendent pas à modifier l'état et la capacité ». L'application de cet article n'allait pas sans difficultés. Le Medjellé contenait peu de prohibitions formelles; d'autre part, la notion de bonnes mœurs et d'ordre public étant toujours délicate à préciser, c'était laisser une trop grande liberté aux parties et risquer d'aboutir à des solutions arbitraires.

Les dispositions mêmes du Code civil ottoman apparurent rapidement surannées. Le droit pour être vivant doit pouvoir répondre aux nécessités du moment. L'évolution et la transformation rapide de la vie sociale à notre époque ont créé des situations nouvelles auxquelles doivent correspondre des principes nouveaux. Ce besoin de solutions neuves se fait déjà sentir dans nos législations modernes, à plus forte raison dans le vieux Code ottoman : « A l'heure actuelle, une législation ne peut demeurer figée dans

des formules invariables depuis 1.000 ans », remarque M. Ch. Cardahi.

Aussi la Turquie a-t-elle, après la guerre, renouvelé sa législation. En 1926, le Medjellé fut remplacé par un Code civil et un Code des obligations et des contrats d'inspiration européenne, copiés sur les Codes suisses (1).

Les mêmes considérations devaient amener le Gouvernement libanais à l'examen d'un projet de Code moderne. Au Liban, la transformation allait se trouver moins radicale et facilitée par suite de la pénétration des idées françaises accueillies de longue date dans le pays. Le Gouvernement ne s'occupa que du droit des obligations et des contrats ; sans doute il y a ici une raison spéciale : la difficulté très grande qu'il y aurait à unifier les autres questions du droit civil régies par la loi religieuse. Il n'en reste pas moins que le Code libanais est un nouvel exemple de la tendance législative moderne à détacher la matière des obligations des autres parties du droit civil à la suite du Code fédéral des obligations, des Codes marocain et tunisien, du projet de Code franco-italien des obligations et des contrats, du Code polonais.

Dans ce droit des obligations la présence de magistrats français, après l'installation du mandat de la France et l'organisation des tribunaux mixtes, devait exercer une influence certaine. Grâce à eux et grâce aussi à la collaboration des magistrats indigènes imbus pour la plupart de notre culture occidentale et française, les Tribunaux libanais avaient fini par admettre, chaque fois que cela était possible, les

(1) Cf. Exposé des motifs du nouveau code civil turc. *Gazette des Tribunaux libano-syriens*, 2<sup>e</sup> année, fasc. 3, p. 475.

solutions les plus accréditées de notre jurisprudence et les théories de nos jurisconsultes (2).

Un avant-projet du Code libanais avait été rédigé par M. Ropers, juge au Tribunal de la Seine. En 1928, le Gouvernement confia ce projet à M. Josserand pour le refondre. M. Josserand porta surtout ses soins sur la théorie générale des obligations. Enfin le projet fut soumis à un Comité consultatif de législation (3) qui s'efforça de le faire concorder avec les autres lois en vigueur dans le pays : Code de commerce, Code pénal, Code de procédure civile. Le Code a été voté le 9 mars 1932 et est entré en vigueur le 11 octobre 1934.

Jetons un coup d'œil rapide sur les caractères essentiels du Code libanais tant au point de vue de la forme que du fond.

C'est un Code assez long : il comprend 1.107 articles. Les rédacteurs semblent avoir eu le souci de régler dans le détail certaines situations juridiques qui avaient donné lieu à controverse en droit français et dans les législations européennes ; d'où la longueur de certains articles, par exemple : les articles 131 et suivants consacrés à la responsabilité du fait des choses inanimées. Ces longs développe-

(2) La Syrie, bien que placée dans les mêmes conditions et soumise à cette époque au même régime, n'a pas encore changé sa législation. Le Medjellé y est toujours en vigueur. Cela peut s'expliquer par ce fait que la population est essentiellement musulmane et conservatrice. Le nouveau gouvernement songera sans doute à doter son pays de lois plus conformes aux besoins sociaux.

(3) Composition du Comité consultatif de législation :

Président : M. DEIS, premier Président des chambres mixtes de cassation.

MM. PEUGH, Procureur général près cassation, statuant en matière étrangère.

CARDAHI, Président de la Cour de Cassation.

MAZAS, Directeur de l'Ecole française de droit.

SAMI BEY EL SOLH, Président de la Cour criminelle.

C. ARCACHE, Avocat du Gouvernement.

C. EDDÉ, Avocat du Gouvernement.

ment ôtent sans doute au Code libanais la concision du Code suisse ou du projet franco-italien dont il s'inspire par ailleurs, mais ils étaient presque nécessaires. Le Code apporte en effet des innovations importantes ; il fallait donc, pour éviter des divergences d'interprétation, les expliquer en détail. C'est un peu la méthode du Code civil allemand ; mais le Code libanais est écrit dans une langue moins technique et d'une lecture plus aisée. Le but du législateur a pu ainsi être atteint : mettre le Code à la portée d'un public quelque peu dérouté par sa nouveauté.

Le plan général est le suivant :

PREMIÈRE PARTIE. — Des obligations en général :

L. I. — Différentes catégories d'obligations.

L. II. — Des sources des obligations et des conditions mises à leur validité :

— actes illicites ;

— enrichissement illégitime ;

— actes juridiques :

actes unilatéraux, gestion d'affaires, contrat.

L. III. — Effet des obligations.

L. IV. — Transmission de l'obligation.

L. V. — Extinction de l'obligation.

L. VI. — De la preuve dans le droit des obligations.

L. VII. — Règles d'interprétation des actes juridiques.

DEUXIÈME PARTIE. — Règles spéciales à certains contrats.

C'est, on le voit, un plan logique assez voisin de celui du Code des obligations suisse et du projet franco-italien. Ce plan présente même sur le projet franco-italien la supériorité d'étudier les modalités

de l'obligation au début ; comme lui, il ne traite de la preuve qu'à la fin. Le Code libanais, de même que le Code turc, ne comprend pas le droit commercial à la différence du Code des obligations suisse.

Le Code libanais fait œuvre nouvelle dans le droit local surtout pour toute la théorie générale de l'obligation. Il est un premier pas vers l'unité de la législation libanaise ; le Medjellé différerait vraiment trop des autres Codes : Code de commerce, Code pénal, Code de procédure, assez anciens, il est vrai, mais tout de même d'inspiration française. En même temps que le Code des obligations un nouveau Code de procédure civile a été voté. A l'heure actuelle, un projet de Code de commerce et de Code maritime est à l'étude.

Le Code des obligations consacre, dans la plupart des cas, les théories les plus modernes adoptées également dans les récentes législations européennes. Le Comité consultatif de législation a cherché à se rapprocher le plus possible du projet du Code franco-italien des obligations ; mais nous trouvons aussi très nette l'empreinte personnelle de M. Josserand et l'influence de notre jurisprudence française (4).

Quelques exemples permettront de juger l'esprit du Code et de voir combien il donne une large place aux problèmes nouveaux et à leurs solutions, d'après le dernier état du droit. Nous trouvons, dans les articles 182 et suivants, des dispositions sur le contrat par correspondance et par téléphone.

L'article 213 consacre, comme le droit suisse, la

(4) Le Liban a adopté pour la rédaction de son code la méthode européenne ; on peut rappeler à ce sujet la méthode de la commission algérienne pour la codification du droit qui avait cherché dans les divers rites du droit musulman les solutions compatibles avec les besoins de la vie moderne.

lésion subie par un majeur sous certaines conditions.

La responsabilité, à raison du fait des choses inanimées (article 131), est celle de notre jurisprudence sur l'article 1384, paragraphe 1<sup>er</sup>.

L'article 122 admet, dans certains cas, la responsabilité d'une personne privée de discernement.

L'article 124 est la consécration de la théorie de l'abus du droit.

Cependant le Code ne pouvait faire table rase de toutes les coutumes locales pratiquées depuis des siècles. Il fallait maintenir certaines de ces anciennes institutions. C'est ainsi que nous retrouvons dans les articles 281 et suivants les dispositions du droit musulman sur les transports de dette.

Le Code réglemeute également le selem ou vente à livrer avec avance de prix, vente du droit musulman (articles 487 et suivants) et reconnaît la validité des contrats ruraux spéciaux : le Mozaraa, le Moussakat et le Mougharasat (article 623).

Dans ce vaste domaine de la théorie générale de l'obligation formulée par le Code libanais, théorie qui par son caractère abstrait est celle qui peut présenter le plus de points communs chez des peuples divers, nous nous sommes limités à l'étude de la responsabilité contractuelle.

Cette question nous a paru présenter un double intérêt :

1° AU POINT DE VUE PUREMENT LOCAL. — Le Code apporte en cette matière certains principes généraux sinon inconnus du droit antérieur, du moins non formulés par lui : principe de la responsabilité pour faute, la notion précise d'impossibilité d'exécution, certaines précisions sur les clauses de non-responsabilité, la responsabilité pour autrui, l'étendue du dommage, l'évaluation conventionnelle des

dommages-intérêts, le système des astreintes, etc... Cela ne veut pas dire que les solutions données soient toujours différentes de celles du passé ; car il est des questions, surtout pour la responsabilité dans les contrats spéciaux, pour lesquelles le Medjellé admettait les solutions de nos droits modernes.

Le Code étant très récent, la jurisprudence fait évidemment défaut ; cependant nous pourrons trouver quelques décisions utiles dans la jurisprudence locale antérieure.

2° AU POINT DE VUE DU DROIT COMPARÉ : principalement de notre droit français et européen.

Dans la théorie générale de l'obligation, une place prépondérante est accordée de nos jours par les législateurs, la doctrine et la jurisprudence de tous les pays à la question de la responsabilité, qu'il s'agisse de son fondement, de son étendue, de son caractère délictuel ou contractuel.

On sait que, sur cette dernière question, les juristes sont loin d'être d'accord pour savoir s'il ne faut pas substituer à l'ancienne dualité de responsabilité une responsabilité unique résultant de tout manquement à toute obligation quelle qu'elle soit : obligation légale, délictuelle ou conventionnelle. Nous verrons que le Code libanais maintient une réglementation différente pour les deux ordres de responsabilité et c'est un premier point intéressant.

La responsabilité contractuelle est la responsabilité encourue à la suite de l'inexécution d'un contrat ou plus généralement d'une convention. Avec elle, nous touchons une des questions essentielles de toute la matière des obligations. Car en pratique, les difficultés dans l'exécution des contrats n'apparaissent que le jour où l'une des parties est défaillante, soit qu'elle ne veuille, soit qu'elle ne puisse exécuter.

Le développement constant des relations sociales et, par suite, l'extension de plus en plus grande que prennent les rapports contractuels à notre époque, ont amené les législateurs à se soucier de leur stabilité. Les parties sont libres de convenir de ce qui leur plaît ; mais, une fois leur accord passé, il ne faut pas qu'elles puissent impunément y manquer. La sécurité des relations sociales exige, plus que jamais, que les contractants soient responsables de leur prestation promise et non fournie alors qu'elles pouvaient exécuter, au moins quand l'inexécution a causé un dommage à l'autre partie. Bon nombre d'auteurs, partant de cette idée, vont même jusqu'à dire que les contractants doivent répondre du risque créé par eux.

En s'en tenant à l'idée de faute, il faut préciser ce qu'est la faute contractuelle et quelle est son étendue, puis sous quelle forme et dans quelle mesure sera due la réparation, etc... Sur tous ces points controversés le Code libanais prend parti ; on pourrait penser de prime abord qu'il s'agit là d'un droit particulier, mais lorsqu'on en a vu l'esprit moderne et, peut-on dire, européen, on comprend qu'il ne soit pas inutile de connaître ses solutions et de les comparer aux nôtres et à celles des divers Codes nouveaux.

Pour cette comparaison, la première place sera naturellement donnée au droit français, base même du nouveau droit libanais.

Nous nous arrêterons également aux Codes tunisien et marocain des obligations de 1907 et 1913, par suite de la similitude des situations, législation d'inspiration européenne succédant à une législation musulmane :

— au projet de Code franco-italien des obligations et des contrats dont le texte a été arrêté en 1927 par une Commission de juristes italiens et français,

projet dont les rédacteurs du Code libanais ont tenu à s'inspirer ;

— au Code suisse des obligations révisé en 1911, Code adopté textuellement par la Turquie, en 1926, pour remplacer le Medjellé ;

— au droit allemand, auquel il est bon de faire appel en matière d'obligation.

Enfin sur certains points, nous examinerons aussi le droit belge, parce que, partant de textes identiques à ceux du droit français, il en donne des interprétations différentes, et le Code des obligations de la République de Pologne de 1933 qui apporte bien souvent des innovations intéressantes.

Le Code libanais régleme la responsabilité contractuelle dans le livre : « Des effets de l'obligation », suivant en cela la méthode de la plupart des Codes modernes.

— Le Titre I<sup>er</sup> envisage l'exécution en nature : articles 249 à 252.

— Le Titre II, l'exécution indirecte sous forme de dommages-intérêts, en réglementant :

Dans un I<sup>er</sup> *Chapitre* : les conditions requises pour qu'il y ait lieu à dommages-intérêts : la demeure du débiteur (articles 253 à 259).

Dans un *Chapitre II* : la détermination des dommages-intérêts (articles 259 à 268) :

— détermination judiciaire ;

— détermination légale ;

— détermination conventionnelle.

Nous trouverons également au titre de l'Extinction des obligations un *Chapitre* consacré à l'impossibilité d'exécution (articles 341, 342 et 343). Enfin, dans la partie spéciale réservée aux divers contrats, de nombreux textes fixent ou précisent pour chacun des contractants la responsabilité.

Il aurait été très intéressant de pouvoir tirer des

travaux préparatoires certains éclaircissements sur la volonté du législateur ; malheureusement il nous a été impossible de trouver aucun renseignement à ce sujet.

Quant à la législation antérieure, différente ainsi que nous l'avons dit, elle nous fournira plutôt des points de comparaison que des précédents.

Pour étudier la théorie de la responsabilité contractuelle dans le Code libanais, nous adopterons le plan suivant :

*Première partie.* — La détermination de la faute contractuelle par la recherche de l'étendue de la responsabilité.

*Deuxième partie.* — La mise en œuvre de la responsabilité contractuelle.

*Troisième partie.* — Les effets et les sanctions de la responsabilité contractuelle.



## PREMIERE PARTIE

# La détermination de la faute contractuelle par la recherche de l'étendue de la responsabilité

La responsabilité contractuelle est la responsabilité encourue par le débiteur qui n'exécute pas l'obligation à laquelle il s'était engagé par un contrat. La question première et principale qui se pose alors consiste à déterminer dans quelle mesure le débiteur défaillant doit être tenu. Doit-il répondre du fait même de l'inexécution ou seulement de l'inexécution fautive ? Autrement dit, la responsabilité contractuelle est-elle basée sur la faute ? (Ch. 1<sup>re</sup>).

Avant de préciser quelle est dans le Code libanais la notion même de cette faute contractuelle, nous examinerons l'étendue de la responsabilité imposée par le législateur dans les divers contrats spéciaux. (Ch. II).

De ces textes, nous essayerons de tirer une théorie d'ensemble en recherchant comment ils sont une application des textes généraux ou une exception à ces textes (Ch. III).



## CHAPITRE I<sup>er</sup>

### PRINCIPE DE LA RESPONSABILITE CONTRACTUELLE : LA FAUTE

Les textes généraux, qui vont être à la base de notre étude et qu'il faut dès maintenant examiner, sont les suivants :

— *L'article 253* qui fixe les conditions des dommages-intérêts : « Pour qu'il y ait lieu à dommages-intérêts, il faut :

« 1° Qu'un dommage ait été causé ;

« 2° Que ce dommage soit imputable au débiteur ;

« 3° Que le débiteur, sauf exception, ait été mis en demeure ».

— *L'article 254* : « En matière contractuelle, le débiteur répond de l'inexécution de l'obligation, à moins qu'il ne démontre que l'exécution en est devenue impossible dans les conditions prévues à l'article 341 (qui vise l'impossibilité d'exécution) ».

*L'article 255* : « Dans certains contrats et à titre exceptionnel, la responsabilité du débiteur n'est pas engagée par la seule inexécution de la convention ; elle est subordonnée à la commission d'une faute dont la preuve incombe au créancier et dont le degré de gravité est spécifié par la loi ».

Les textes sont formels : le débiteur répond du fait même de l'inexécution à moins qu'il ne démontre qu'elle n'est due ni à son fait, ni à sa faute (article 342).

On pourrait croire à première vue que le Code, par cet article 254, entend consacrer une responsabilité du débiteur en dehors de toute faute de sa part, puisque du moment qu'il n'exécute pas il doit être tenu. L'article 1147 du Code civil français reconnaît, dans des termes à peu près identiques, la responsabilité contractuelle. Cependant il laisse place pour la majorité de la doctrine à une responsabilité basée sur la faute (1).

L'interprétation de ce texte a donné lieu, il est vrai, à de nombreuses théories ; c'est qu'en droit français la question se complique par la présence de l'article 1137. Ce dernier vise l'étendue des obligations et impose au débiteur, sauf exception, la conduite d'un bon père de famille. D'où, dit-on, il y a contradiction entre ces deux textes, l'article 1137 exigeant pour que le débiteur encoure une responsabilité qu'il commette une faute légère, l'article 1147 lui imposant cette responsabilité par le fait même qu'il n'exécute pas.

Il n'est pas inutile de rappeler ici rapidement les principaux systèmes imaginés par les auteurs pour concilier ces deux textes ; sans doute, en droit libanais, la question ne se pose pas dans les mêmes termes, puisqu'il n'y a pas de texte semblable à l'article 1137 ; mais l'examen des solutions du droit français ne pourra qu'éclairer la matière et nous aider dans l'interprétation des textes.

M. Demogue distingue deux catégories d'obligations : les obligations de moyen et les obligations de

(1) Voir aussi les articles 263 du Code des obligations du Maroc et 277 du Code des obligations de Tunisie.

résultat. Lorsque le débiteur s'est engagé par le contrat à fournir un résultat certain il doit être responsable dès qu'il ne le fournit pas, sans que le créancier ait à établir une faute précise à sa charge. S'agit-il au contraire d'une obligation de moyen, le débiteur a seulement promis de faire ce qui était en son pouvoir pour assurer l'exécution. Il ne doit être responsable que si le créancier peut lui reprocher une faute dans sa conduite.

MM. Mazeaud proposent une distinction voisine (2). Pour eux, du moment qu'il y a inexécution, il y a faute du débiteur. Le tout est de savoir quand il y a inexécution. Il faut distinguer pour cela les obligations. Si le débiteur est tenu d'une obligation nettement déterminée, l'inexécution, donc la faute, se constate automatiquement. Au contraire, quand le débiteur n'est tenu que d'une obligation générale de prudence et de diligence, pour savoir s'il y a inexécution, il faudra apprécier la conduite du débiteur d'après l'article 1137 ; il n'y aura en définitive inexécution qu'en cas de faute.

Pour M. Esmein (3), dans tous les cas où il s'agit de responsabilité contractuelle, le débiteur est présumé en faute ; c'est-à-dire que pour se libérer il devra établir qu'il a apporté tous les soins requis pour l'exécution, dans la mesure fixée par l'article 1137. C'est seulement s'il s'agit de la garantie de certains risques, que le débiteur sera tenu en dehors d'une faute précise ; il ne pourra alors être exonéré que par la preuve d'un événement étranger à lui.

Pour tous ces auteurs, la responsabilité du débi-

(2) H. et L. MAZEAUD : *Traité théorique et pratique de la responsabilité*.

(3) P. ESMEIN : *Le fondement de la responsabilité contractuelle rapprochée de la responsabilité délictuelle*. *Revue trim. de droit civil*, 1933, p. 627.

teur repose donc sur une faute qu'il a commis dans l'exécution de son obligation.

M. Josserand, au contraire, voit dans l'article 1147 la consécration de la responsabilité du débiteur, même pour son fait non fautif ; cependant la nécessité d'une faute réapparaît lorsqu'il s'agit d'une obligation portant sur la conservation d'un corps certain ou lorsque l'inexécution est elle-même discutée. On pourrait penser, étant donné le rôle de M. Josserand dans la rédaction du Code libanais, que ce dernier entend consacrer sa théorie dans ses articles 254 et 255.

Il semble plutôt que le Code maintient le principe traditionnel de la faute contractuelle à la base de la responsabilité du débiteur. Cela ressort d'abord de l'article 253, paragraphe 3 : « Il faut que le dommage soit imputable au débiteur » ; puis aussi de l'article 255 aux termes duquel, contrairement au principe de l'article 254, le débiteur ne va pas répondre du fait même de l'inexécution ; dans des cas exceptionnels, sa responsabilité ne sera engagée qu'à la suite d'une faute prouvée par le créancier. N'est-ce pas dire qu'en principe cette faute doit exister, mais qu'elle est présumée par le fait de l'inexécution ?

On peut donc admettre que le débiteur défaillant est présumé en faute sauf les cas exceptionnels visés par l'article 255 ; nous aurons plus loin à déterminer la portée exacte de ce texte pour préciser dans quelle mesure il fait échec à la présomption de faute.

Les législations contemporaines continuent, elles aussi, à fonder la responsabilité dans le contrat sur la faute dans l'exécution.

C'est l'article 96 du projet franco-italien qui reproduit la formule même de l'article 1147 du Code civil français ; les rédacteurs, pour éviter des discus-

sions semblables à celles du droit français, ont eu soin de placer la disposition semblable à celle de l'article 1137 aussitôt après dans l'article 97, lui donnant ainsi une portée générale quant à l'étendue des obligations.

Le Code des obligations suisse reconnaît également une présomption de faute à l'encontre du débiteur défaillant (article 97) : « Lorsque le créancier ne peut obtenir l'exécution de l'obligation ou ne peut l'obtenir qu'imparfaitement, le débiteur est tenu de réparer le dommage en résultant, à moins qu'il ne prouve qu'aucune faute ne lui est imputable ».

L'article 276 du Code civil allemand rend le débiteur responsable « de son fait intentionnel et de sa négligence ».

Enfin le nouveau Code polonais s'exprime ainsi dans son article 239 : « Le débiteur est responsable envers le créancier de tout préjudice résultant de l'inexécution ou de la mauvaise exécution de l'obligation, à moins qu'il ne prouve que l'inexécution ou la mauvaise exécution provient de circonstances dont il n'est pas responsable ».



## CHAPITRE II

### L'ETENDUE DE LA RESPONSABILITE DANS LES PRINCIPAUX CONTRATS

#### PARAGRAPHE 1

#### LA VENTE

1° Le Code ne fixe pas dans un texte général la responsabilité du vendeur, comme le fait par exemple le Code des obligations suisse dans son article 191 : « Le vendeur, qui n'exécute pas son obligation, répond du dommage causé de ce chef à l'acheteur ». Mais d'après la définition même de la vente, article 372 : « La vente est un contrat par lequel le vendeur s'oblige à transférer la propriété d'une chose et l'acheteur à en payer le prix », nous pouvons dire que l'obligation essentielle du vendeur est une *obligation de donner*.

Une telle obligation comporte, aux termes de l'article 49 (texte général pour les obligations de donner) « l'obligation de délivrer la chose et de veiller à la conservation de celle-ci jusqu'à cette délivrance, si c'est un corps certain ».

a) C'est pourquoi si la chose vient à périr ou à être détériorée par le fait ou la faute du vendeur, avant la délivrance, l'acheteur pourra demander la valeur de la chose, ou une indemnité correspondant

à sa moins-value (article 415) <sup>(1)</sup>. Si la chose est fongible, le vendeur doit livrer une chose semblable en qualité et quantité.

b) Une autre application de l'obligation de conserver la chose est faite dans *la vente à réméré* (article 484) :

— l'acheteur répond des détériorations survenues par son fait, par sa faute, ou celle des personnes dont il est responsable ;

— il répond des changements qui ont essentiellement transformé la chose au préjudice du vendeur ;

— il ne répond pas des cas de force majeure, ni des changements de peu d'importance faits à la chose.

Ce sont les termes mêmes des articles 696 du Code des obligations de Tunisie, 597 du Code des obligations du Maroc et aussi de l'article 498, alinéa 2, du Code civil allemand.

c) C'est encore l'obligation de donner que vise au sujet d'une vente particulière l'article 492.

Il s'agit d'une vente du droit musulman, déjà réglementé par le Medjellé, le « Selem » ou vente à livrer avec avance de prix (article 487). L'article 492 fixe dans une certaine mesure la responsabilité du vendeur : « Lorsque ce dernier, sans être en faute, ni en demeure, est empêché par une cause de force majeure de livrer ce qu'il a promis, l'acheteur a le choix ou de résoudre le contrat et de se faire restituer le prix avancé, ou d'attendre l'année suivante.

« Si l'année suivante, le produit est offert par le vendeur, l'acheteur est tenu de le recevoir et n'a

(1) Article 293 du code civil ottoman.

plus la faculté de résoudre le contrat, il la retrouve si le produit n'existe pas ».

Il s'agit surtout des risques, mais ce texte touche aussi à la question de responsabilité en ce qu'il ne fait pas produire un effet libératoire définitif à la force majeure.

Tout dépend du choix de l'acheteur ; si ce dernier attend une année l'obligation du vendeur n'est que suspendue et non éteinte. Nous trouvons le même texte dans les Codes marocain et tunisien: article 618 et 717 (2).

2° Le vendeur doit aussi *garantir* la possession paisible de la chose et les défauts de cette chose dans des conditions minutieusement précisées dans les articles 428 et suivants, 442 et suivants.

Ce qu'il a paru intéressant de noter ici c'est la disposition de l'article 449 au sujet des sanctions de l'obligation de garantie des vices. En dehors de la restitution du prix et de la résolution de la vente, l'acheteur peut avoir droit à des dommages-intérêts dans des cas déterminés par le paragraphe 2 de cet article.

En droit français, les articles 1645 et 1646, qui règlent la question, ont en effet donné lieu à de vives discussions ; ils distinguent suivant que le vendeur est de bonne ou de mauvaise foi, imposant dans ce dernier cas, outre la restitution du prix et les frais occasionnés par la vente « tous dommages et intérêts envers l'acheteur ». La Cour de Cassation, se montrant très rigoureuse à l'égard du vendeur même de bonne foi, fait rentrer dans « les frais occasionnés par la vente » tous les dommages subis par l'acheteur, notamment l'indemnité due par l'ache-

(2) Le code ne reprend pas les dispositions précises du Medjellé sur la responsabilité de l'acheteur dans la vente à l'essai, article 298 et dans la vente sous condition d'examiner l'objet acheté. Article 299.

teur à la victime d'un accident occasionné par le vice de la chose <sup>(3)</sup>. Elle n'en écarte que le bénéfice manqué dont seul le vendeur de mauvaise foi aura à répondre.

Le législateur libanais, pour éviter pareille difficulté d'interprétation, a précisé avec soin l'étendue de la responsabilité du vendeur. Il consacre une solution proposée en France par M. Josserand <sup>(4)</sup>. Le vendeur de mauvaise foi seul est tenu des dommages-intérêts en plus de la restitution du prix et des frais (article 449, paragraphe 2 *a* et *b*). Est considéré comme étant de mauvaise foi le marchand ou artisan professionnel « qui vend les produits de l'art qu'il exerce » (article 449, paragraphe 2, *b*). Il est alors inexcusable de ne pas connaître les vices de la chose.

Ainsi apparaît dans le contrat de vente une idée de sécurité ; le vendeur, disait Pothier, « est garant de la bonté de ses ouvrages » *spondet peritiam artis*.

## PARAGRAPHE 2

### LE LOUAGE DES CHOSES

Les obligations du bailleur ne présentent rien de particulier.

— Il est tenu comme le vendeur d'une obligation de livrer (article 545). Cette obligation étant continue, il doit assurer l'entretien de la chose louée (articles 547-550), faire les réparations urgentes (article 554).

(3) Cassation Req., 21 octobre 1921, D. 1926-1-9. Rapport du Conseiller Célice et note Josserand.

(4) Note précitée.

— Il doit au preneur la garantie de la possession et de la jouissance ; c'est pourquoi il devra le prévenir à l'avance lorsqu'il a l'intention d'exécuter des réparations, article 554 : « Sa responsabilité est engagée à défaut de cet avis préalable, sauf au cas d'empêchement majeur ne résultant point de sa négligence ».

— Pour la garantie des vices de la chose, le bailleur est tenu dans les mêmes conditions que le vendeur (article 560).

Nous allons nous arrêter plus longuement à la responsabilité du preneur ; lorsque la chose louée lui a été livrée, c'est sur lui que vont peser presque toutes les charges et il est intéressant de rechercher quelle est l'étendue exacte de sa responsabilité.

Le texte général est l'article 568 : « Le preneur est tenu de deux obligations principales :

— 1° payer le prix du louage ;

— 2° conserver la chose louée et en user sans excès ni abus, suivant sa destination naturelle ou celle qui lui a été donnée par le contrat ».

Le Code précise donc dans ce paragraphe 2, en quoi consiste, en dehors du paiement du prix, l'obligation du preneur, comment il doit se comporter envers la chose.

Pour toute cette matière, le Code s'est particulièrement inspiré des Codes des obligations du Maroc et de Tunisie qui donnent les mêmes solutions dans des termes souvent identiques (articles 767 et suivants du Code des obligations de Tunisie, articles 663 et suivants du Code des obligations du Maroc). Sur ce point, le droit antérieur consacrait déjà les mêmes obligations (article 426 du Medjellé) : « Le preneur a le droit de jouir de la chose en l'employant à l'usage convenu ou à un usage égal ou moins préjudiciable ».

A. — LE PRENEUR DOIT CONSERVER LA CHOSE.

Il doit en effet être en mesure, à l'expiration du contrat, de la restituer telle qu'il l'a reçue : articles 577-578 pour les baux d'immeubles, article 621 pour les baux à ferme.

L'article 604 du Medjellé mettait à sa charge une obligation de « garde de l'objet ».

1° Cette obligation rend *le preneur responsable de la perte et de la dégradation de la chose* causées par son fait. L'article 579 le dit expressément pour les baux d'immeubles ; pour les baux à ferme, l'article 612 décide également que le propriétaire, qui a droit à une certaine quantité de la récolte en nature, doit, au cas de perte des fruits, supporter sa part de la perte, pourvu que le preneur ne soit pas en faute ou en demeure de les délivrer. Le preneur répond donc de sa faute.

Que doit-on entendre par dégradation causée par le *fait* du preneur ? Cela veut-il dire qu'il sera toujours tenu, sauf un cas précis de force majeure, même s'il n'est pas en faute ?

Nous allons trouver une réponse dans l'article 580 qui énumère les causes de libération du preneur :

« Le preneur ne répond pas de la perte et des détériorations résultant :

1° De l'usage normal et ordinaire de la chose, sous réserve des réparations locatives ;

2° D'une cause de force majeure non-imputable à sa faute ;

3° De l'état de vétusté, du vice de la construction ou du défaut des réparations qui incombaient au locataire ».

Pour se libérer, le locataire sera donc obligé de rapporter la preuve d'une des situations visées par cet article. En dehors de là, il semble évident qu'il

soit responsable, car l'article 580 envisageant les divers cas susceptibles de se présenter nous apparaît comme étant limitatif. Il n'y a pas dans le Code de formule semblable à celle de l'article 1732 du Code civil français, formule du reste critiquée par bon nombre d'auteurs, cependant reprise par l'article 433 du projet franco-italien et qui autorise le preneur à se libérer en prouvant simplement que « la perte ou les dégradations ont eu lieu sans sa faute ».

Mais la solution adoptée n'en est pas pour cela très différente. En effet, admettre pour libérer le preneur la preuve de l'usage normal et ordinaire de la chose, n'est-ce pas lui permettre de prouver qu'il a apporté dans l'usage de la chose la diligence de tout bon père de famille ? On peut invoquer en ce sens l'interprétation des articles similaires des Codes marocain et tunisien : article 782-783 du Code des obligations de Tunisie, 678-679 du Code des obligations du Maroc.

2° On peut rattacher à l'obligation de conserver la chose, la nécessité dans laquelle se trouve le preneur aux termes de l'article 575 « d'avertir sans délai le propriétaire de tous les faits qui exigent son intervention ». Le texte donne quelques exemples de ces cas où le bailleur aura à intervenir :

— lorsqu'il s'agit de réparations urgentes à faire ou de la découverte de défauts imprévus ;

— quand le preneur se trouve menacé par une usurpation ou une réclamation portant sur la propriété ou un droit réel ;

— lorsque des dommages ont été commis par des tiers.

Dans les diverses hypothèses si le preneur ne prévient pas à temps le bailleur des diverses menaces qui pèsent sur lui, il encourt une responsabilité.

Les articles 778 du Code des obligations de Tunisie et 674 du Code des obligations du Maroc contiennent une solution identique. La Cour d'Alexandrie, dans un arrêt du 6 février 1930 (arrêt rapporté dans la « Revue trimestrielle du Droit civil », 1930, p. 874), déclare aussi responsable le locataire évincé qui n'a pas prévenu le bailleur.

On peut voir ici une application de l'idée de M. Demogue : la collaboration entre les contractants dans les contrats synallagmatiques.

#### B. — LE PRENEUR RÉPOND DE L'INCENDIE.

« A moins qu'il ne prouve que le sinistre est dû à un cas de force majeure ou à un vice de construction ou que le feu a été communiqué par une maison voisine » (article 566).

C'est le texte même de l'article 1733 ; l'article 567 établit aussi pour les co-locataires la responsabilité proportionnelle du droit français.

On sait combien est vive en France la discussion autour de l'article 1733 pour déterminer si le locataire peut se libérer en prouvant l'absence de faute ou s'il doit au contraire rapporter la preuve précise d'un des cas énumérés par le Code. La jurisprudence s'est toujours prononcée dans ce dernier sens depuis un arrêt de principe du 16 août 1882, alors que la doctrine reste partagée <sup>(5)</sup>.

L'interprétation de l'article 566 du Code libanais doit donner lieu à moins de difficultés. Nous avons

(5) Cassation civile, 16 août 1882, 1883-1-213 et Cass. civ. 10 février 1919. Req. 8 juin 1920, D. 1921-1-193, *note Lalou*, Jossierand, t. II.

Contre la jurisprudence : PLANIOL et RIPERT, t. 10, p. 772 ; CAPITANT, t. II, p. 606, cours élémentaire du droit civil.

vu que les textes généraux sur la responsabilité du preneur (articles 579 et 580) permettent à ce dernier de se libérer en prouvant qu'il a joui de la chose conformément à l'usage, mais l'article 566 n'est pas du tout rattaché à ces textes. Le Code envisage la question, non pas dans le chapitre des obligations du preneur, mais dans celui de la perte et de la détérioration de la chose. Cette place, après des textes sur les risques, semble bien indiquer qu'il s'agit là d'une responsabilité spéciale.

De plus, nous avons déjà pu voir que lorsque le législateur libanais, s'inspirant de notre droit français, traite d'une question controversée, il a soin de la trancher. S'il reprend dans l'article 566 la formule même de l'article 1733, c'est qu'il entend consacrer l'interprétation de ce dernier par la jurisprudence. Car, il ne faut pas oublier la contribution importante de M. Josserand, partisan de l'opinion jurisprudentielle.

L'article 566 supprime le cas fortuit de son énumération des causes exonératoires ; c'est peut-être simplement parce qu'il l'assimile à la force majeure, ou bien c'est pour indiquer nettement la nécessité d'une preuve d'un événement précis exonératoire, le cas fortuit étant précisément établi dès que l'absence de faute est prouvée pour les auteurs qui se contentent de cette preuve.

Il faut donc s'en tenir, pour libérer le locataire de la responsabilité de l'incendie, à la preuve de la force majeure, du vice de construction, de la communication du feu par une maison voisine.

Sans doute n'exigera-t-on pas une preuve directe de ces événements : elle pourra résulter par exemple de l'ensemble des circonstances (voir, en droit français, l'arrêt précité).

La solution du Code libanais apparaît donc lourde pour le preneur, surtout au regard de la législation antérieure. Il devra désormais recourir davantage à l'assurance qui, de ce fait, va se trouver développée au Liban.

Il est intéressant de remarquer que la tendance moderne est plutôt de décharger le preneur précisément à cause de la pratique de l'assurance de plus en plus répandue de nos jours.

Dans le projet franco-italien des obligations et des contrats, le locataire est tenu de l'incendie comme des autres dégradations (article 433). Il sera donc libéré en prouvant qu'il s'est produit sans sa faute <sup>(6)</sup>. L'article 434 ajoute : « Sa responsabilité en cas d'incendie cesse en tant que le bailleur peut être indemnisé par l'assureur, sauf à celui-ci le recours contre le locataire s'il prouve que l'incendie a été causé par la faute de ce dernier ».

C'est aussi la solution de la loi allemande du 30 mai 1908 sur le contrat d'assurance.

Dans ce cas, dit M. Capitant <sup>(7)</sup>, « il est équitable de présumer que le propriétaire, en s'assurant, agit dans l'intérêt du locataire d'autant plus qu'il ne manque pas de faire entrer en compte le coût de l'assurance dans l'évaluation du revenu de la maison et dans la fixation correspondante des loyers ».

(6) Le code marocain des obligations n'a pas non plus de texte établissant une responsabilité spéciale pour l'incendie ; il faut appliquer le texte général, article 678 : responsabilité pour la perte ou les dégradations résultant du fait ou de la faute du preneur ou de l'abus de la chose.

(7) CAPITANT, Op. précité, p. 606.

C. — LE PRENEUR EST TENU D'USER DE LA CHOSE LOUÉE SANS EXCÈS, NI ABUS, SUIVANT SA DESTINATION NATURELLE OU CELLE QUI LUI A ÉTÉ DONNÉE PAR LE CONTRAT (article 568).

C'est la solution de toutes les législations <sup>(8)</sup> ; le preneur doit se comporter à l'égard de la chose louée comme le ferait tout bon père de famille.

Cette diligence, généralement requise, va consister :

1° A user de la chose louée sans excès, ni abus, à en faire *un usage ordinaire et normal*, puisque, aux termes de l'article 580 le locataire ne répond pas des dégradations provenant de cet usage.

Cette obligation entraîne naturellement celle d'entretenir la chose louée, d'y apporter « tous les soins nécessaires », d'où la charge des réparations locatives dans l'article 548 : « Dans les baux d'immeubles, le preneur est tenu des réparations locatives ou de menu entretien s'il n'en est déchargé par le contrat ou par l'usage ». Suit l'énumération habituelle de ces réparations. Toutefois le preneur pourra être exempt de cette obligation : « Aucune des réparations réputées locatives n'est à la charge du preneur quand elle est occasionnée par vétusté ou force majeure, par le vice de construction ou par le fait du bailleur » (article 549).

2° A se servir de la chose conformément à sa destination, soit sa destination naturelle ou celle donnée par le contrat. Cela vise aussi l'impossibilité de changer la forme de la chose louée.

(8) Article 1728 code civil français ; article 428 projet franco-italien ; 603 code des obligations du Maroc et 767 du code des obligations de Tunisie ; article 549 du code civil allemand ; article 380, paragraphe premier du code polonais ; 603 du code civil ottoman ; 261 du code des obligations suisse.

Ce n'est pas là une règle originale à laquelle il y ait lieu de s'attarder ; ce sera le rôle des juges d'en faire l'application aux espèces particulières et sans doute le feront-ils dans le sens de notre jurisprudence française <sup>(9)</sup>.

Il faut toutefois noter à ce sujet les dispositions précises du code civil ottoman, que ne reprend pas le Code libanais, particulièrement pour le louage d'animaux (articles 545 et suivants).

En résumé, nous pouvons dire que le preneur dans le louage des choses est tenu de se comporter, en toutes circonstances, comme le ferait tout homme diligent et consciencieux ; il répondra de toute faute, même très légère pour la conservation de la chose.

Sa responsabilité est appréciée en un certain sens plus rigoureusement qu'en droit français, puisqu'il est tenu, tant qu'il ne peut rapporter la preuve :

- soit de l'usage normal et ordinaire de la chose ;
- soit d'une cause de force majeure ;
- soit enfin de l'état de vétusté, du vice de construction, du défaut de réparation de la chose.

Il convient d'ajouter que le preneur est aussi tenu du fait des personnes dont il a à répondre ; le Code le dit expressément pour les hôteliers dans l'article 579 ; nous reviendrons sur la question en étudiant dans son ensemble la responsabilité contractuelle pour autrui.

(9) Cass. civ., 11 février 1930, D. h. 1931, p. 203 ; Cass. Req., 24 juin 1930, S. 30-1-384.

### PARAGRAPHE 3

## LE LOUAGE DE SERVICES OU CONTRAT DE TRAVAIL ET LE CONTRAT D'ENTREPRISE

Le Code libanais adoptant la méthode traditionnelle, fait de ces deux catégories de contrats des contrats de louage (on peut citer, à l'opposé, le Code allemand qui fait du contrat de services un contrat « sui generis »).

Pour étudier avec quelque précision, dans cette matière assez complexe, la responsabilité des contractants, nous examinerons successivement les points suivants :

- la responsabilité du locateur de services ou d'industrie ;
- la responsabilité du maître dans le contrat de travail ;
- la responsabilité des aubergistes et des hôteliers ;
- la responsabilité dans quelques contrats particuliers considérés par le Code comme louages d'industrie.

#### A. — LA RESPONSABILITÉ DU LOCATEUR DE SERVICES OU D'INDUSTRIE.

Le locateur de travail ou de services est celui qui s'engage à mettre son travail au service et sous la direction d'un autre moyennant une rémunération. Cette définition englobe donc les domestiques, les employés, les ouvriers.

Le locateur d'industrie est celui qui se charge d'accomplir pour un autre un travail déterminé, moyen-

nant un prix calculé d'après l'importance du travail (article 524).

Dans les deux situations, il y a, à la charge du locateur une obligation de faire. Il peut y avoir de plus une obligation de livrer lorsque le travail consiste dans la fabrication d'un objet déterminé ou dans la transformation d'une chose fournie par le maître, surtout dans le contrat d'ouvrage. Il s'agit alors de fixer la diligence requise dans l'exécution du travail :

1° La mesure de la responsabilité est fixée par l'article 636 : « Le locateur de travail et de services répond non seulement de sa faute, mais de sa négligence, de son imprudence ou de son impéritie. Toute stipulation contraire est sans effet ».

Cet article ne vise expressément que le locateur de services, mais comme il est dans la rubrique des dispositions générales on peut l'appliquer au locateur d'ouvrage. Les articles 843 du Code tunisien des obligations et 737 du Code marocain, qui imposent une responsabilité identique, visent « le locateur d'ouvrage ou de services ». Puis l'article 663 du Code libanais requiert du locateur d'ouvrage qui emploie une matière fournie par le maître une diligence semblable : « Il doit l'employer selon les règles de l'art et sans négligence ».

La personne qui engage ses services sera donc tenue en premier lieu de toute faute intentionnelle. Un exemple est donné dans l'article 637 : « Le locateur répond du dommage résultant du défaut d'exécution des instructions qu'il a reçues lorsqu'elles étaient formelles et qu'il n'avait aucun motif suffisant de ne les point observer ». De plus, elle devra apporter dans l'exécution du travail tous les soins nécessaires et habituels ; elle répondra de sa faute la plus légère, de son inexpérience même, dans la

mesure tout au moins où le maître pouvait espérer de sa part une aptitude spéciale.

C'est le sens de l'article 448, paragraphe 1<sup>er</sup> du code polonais et de l'article 328 du code suisse des obligations. Ce dernier s'exprime ainsi : « la mesure de la diligence incombant à l'employé se détermine par le contrat ; il y a lieu de tenir compte de l'instruction ou des connaissances techniques nécessaires à l'employé pour l'accomplissement du travail promis ainsi que des aptitudes et qualités que l'employeur connaissait ou aurait dû connaître ».

2° Le locateur répond du fait des personnes qu'il se substitue, qu'il emploie ou dont il se fait assister comme de son propre fait (article 638, al. 1<sup>er</sup>).

Toutefois, s'il y a nécessité de se faire aider, le locateur se libérera en prouvant :

a) Sa diligence dans le choix et la surveillance des personnes substituées.

b) Son intervention certaine pour éviter l'inexécution et ses conséquences dommageables (article 638, paragraphe 2).

3° Le locateur est tenu de veiller à la conservation des choses à lui remises pour l'exécution du travail (article 639, al. 1<sup>er</sup>). Nous trouvons déjà cette obligation dans l'article 609 du code civil ottoman, aussi dans l'article 122 du code soviétique. Le locateur est en effet tenu de restituer ; comme dans toute obligation de livrer, il répond de la perte ou détérioration si celle-ci n'est survenue par suite d'un cas de force majeure et alors qu'il n'était pas en demeure (article 639, al. 2).

Le code donne à ce sujet quelques précisions intéressantes sur la force majeure.

L'article 639 assimile d'abord à la force majeure le vice de la chose ou son extrême fragilité. La preuve de ces événements sera à la charge du locateur ; c'est

le droit commun. Puis l'article 640 ajoute : « La soustraction frauduleuse ou la perte ou détérioration par incendie des choses qu'il doit restituer au maître ou commettant, ne sont pas considérées par elles-mêmes comme des cas de force majeure exonérant le locateur, si ce dernier ne prouve qu'il a déployé toute diligence pour se prémunir contre ces risques ». Dans ces cas, il ne suffira plus au locateur de prouver l'événement étranger ; il lui faudra de plus établir que cet événement n'est pas dû à sa faute, qu'il avait pris toutes les mesures nécessaires pour l'éviter.

La situation se trouve ainsi aggravée, car d'ordinaire, une fois le cas de force majeure établi, c'est au créancier à prouver la faute de son débiteur (article 342).

Si les choses remises au locateur n'étaient point nécessaires à l'exécution du travail, il n'en répond que comme dépositaire (article 639, dernier alinéa).

4° On peut dire qu'il y a à la charge de tout locateur de services ou d'ouvrage, une certaine obligation de fidélité, obligation résultant du principe de la bonne foi dans l'exécution de tout contrat (article 221).

5° Le locateur d'ouvrage est tenu en plus à une certaine garantie :

a) Garantie de la qualité de la matière fournie par lui (article 663).

b) Garantie des vices et défauts résultant de son travail, dans la mesure de la garantie dans la vente.

c) Garantie spéciale des architectes, ingénieurs et entrepreneurs responsables aux termes de l'article 668 « lorsque dans les cinq années à compter de l'achèvement de l'édifice ou autre ouvrage dont ils ont dirigé les travaux, l'ouvrage s'écroule ou menace de s'écrouler, par le défaut des matériaux, le vice de la construction ou par le vice du sol ». C'est la responsabilité de l'article 1792 du code civil français, mais limitée à cinq ans au lieu de dix.

B. — LA RESPONSABILITÉ DU MAÎTRE  
DANS LE CONTRAT DE TRAVAIL

Les articles 644 à 650 établissent à la charge du maître des obligations spéciales. Il n'y a pas jusqu'à présent au Liban une législation particulière du travail. Pour remédier à ce manque de lois sociales, le législateur a réglementé, dans le code des obligations, la responsabilité du maître.

1° « Lorsque le locateur de services vit dans la maison du maître, celui-ci doit assurer pendant 20 jours les frais des soins nécessaires au cas de maladie ou d'accident survenu au locateur de services, si ces accidents ou maladies n'ont pour cause la faute de ce dernier » (article 644).

Cet article s'inspire des dispositions du droit marocain et tunisien qu'il reproduit textuellement (article 745 du code des obligations du Maroc, article 854 du code des obligations de Tunisie).

Les articles 617 du code civil allemand, 344 du code des obligations suisse et 462 du code polonais établissent également à la charge du maître une obligation du même genre dont seule la durée varie selon les législations. Le domestique n'aura donc aucune preuve à faire ; par le fait même qu'il tombe malade ou est victime d'un accident, la personne qui l'emploie doit pourvoir à ses soins. On peut dire qu'elle répond ici des risques.

Pour se libérer, l'employeur ne peut prouver que la faute de l'employé. Le code ne dit pas quelle faute. Le code civil allemand, dans son article 617, admet « le fait intentionnel et la négligence grossière »

Le maître est également libéré de son obligation lorsque le locateur de services peut se faire donner les soins nécessaires par une association de secours

mutuels, par la Compagnie d'assurances à laquelle il est assuré ou par l'assistance publique.

Notre droit français assure une garantie du même ordre aux domestiques ou employés vivant avec le maître par les dispositions de la loi du 2 août 1923, leur étendant le régime de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et par les lois sur les assurances sociales, qui mettent une part des primes à la charge de l'employeur : article 2 de la loi du 30 avril 1930.

En droit français, le domestique reçoit, en plus des soins médicaux seulement visés par les articles 645 et 646 du code libanais, une indemnité forfaitaire pour l'incapacité au travail (article 3 de la loi du 9 avril 1898).

2° Le code libanais met à la charge de tout employeur le soin d'assurer la sécurité et la salubrité dans le travail (article 647).

Ce texte mentionne les mesures à prendre pour l'entretien et l'installation des locaux, pour la surveillance des machines et autres instruments, pour la protection de la vie et de la santé des ouvriers, employés et gens de service.

Cette réglementation du travail est prévue par divers codes dans le droit des obligations : article 513 du projet franco-italien ; article 339 du code des obligations suisse ; article 749 du code marocain ; article 618 du code civil allemand ; 461 du code polonais.

Le droit français envisage la question dans la législation du travail : livre II, tome II du code du travail, articles 65 et suivants ; de même, la législation soviétique : code du travail soviétique, articles 138 et suivants.

Les obligations imposées en faveur des ouvriers et

employés sont à peu près semblables dans ces diverses législations.

Le patron ou maître doit répondre de toute convention à ces dispositions (article 647 in fine). De plus, le patron répond des accidents dont le locateur de travail est victime lorsque cet accident a pour cause la violation ou l'inobservation par l'employeur des règlements spéciaux à l'exercice de son commerce ou de sa profession (article 648).

Le code consacre donc la responsabilité contractuelle de l'employeur. La sanction de l'inobservation des règles précédentes sera la condamnation de l'employeur à des dommages-intérêts pour inexécution préjudiciable à son employé ; cela en vertu du droit commun. Les articles 645 et suivants ne font que préciser l'étendue de l'obligation imposée au maître. C'est une obligation de garantie, qui ne sera cependant exigée que dans la mesure où la nature du travail et les circonstances le permettront (article 647, paragraphe 3).

En France, la jurisprudence avant la loi de 1898 sur le risque professionnel s'est toujours refusée à reconnaître une obligation de garantie de l'employeur vis-à-vis de ses employés. Elle restait sur le terrain de l'article 1382. Encore de nos jours, pour les hypothèses où la loi de 1898 ne joue pas, la Cour de Cassation fait appel à l'article 1384 <sup>(10)</sup>. En droit libanais, la responsabilité du fait des choses pourra également jouer, puisque le cumul est permis par l'article 131, al. 3 : « la préexistence d'un rapport contractuel entre le gardien et la victime ne fait pas obstacle

(10) Cass. Civ. 27 février 1929, D. 1929-1-129. Note Ripert, accident du travail au Sénégal causé par une machine.

Tribunal civil Haute-Vienne, 18 avril 1929, D. 1930-2-12, note Lalou, reconnaît au contraire l'obligation contractuelle pour le patron de livrer des aliments sains.

au fonctionnement de la responsabilité du fait des choses ».

La victime d'un accident de travail obtiendra la réparation intégrale du dommage subi conformément à l'article 260. L'indemnité, toutefois, sera réduite si l'accident a été occasionné par la faute ou l'imprudence de la victime.

C'est ce que décide également l'article 20 de la loi française du 9 avril 1898 : « aucune des indemnités déterminées par la présente loi ne peut être attribuée à la victime qui a intentionnellement provoqué l'accident. Le Tribunal a le droit, s'il est prouvé que l'accident est dû à une faute inexcusable de l'ouvrier, de diminuer la pension ».

#### C. — LA RESPONSABILITÉ DES AUBERGISTES ET HOTELIERS

La responsabilité spéciale du contrat d'hôtellerie est réglée dans le code libanais au titre du contrat de louage à l'imitation des codes marocain et tunisien des obligations (article 743 du code des obligations du Maroc). Le droit français en fait un dépôt nécessaire (article 1952), de même le code fédéral des obligations (article 484), tandis que le projet franco-italien des obligations (article 666) le considère comme un contrat spécial.

Toutes ces législations font à peu près la même situation aux aubergistes et hôteliers.

L'article 641 du code libanais établit à leur charge une responsabilité pour toute détérioration, destruction ou soustraction des effets apportés par les voyageurs qui logent chez eux. Pour se libérer, les hôteliers devront fournir la preuve d'une des circonstances suivantes :

— La faute du voyageur lui-même, des personnes qui l'accompagnent ou sont à son service (11).

— Un événement de force majeure.

— Le vice de la chose déposée.

C'est, on le voit, une responsabilité assez lourde. Pas de preuve possible que tous les soins requis ont été pris ; l'hôtelier doit garantir à son client une certaine sécurité, non seulement pour lui, mais aussi pour les choses qui lui appartiennent. Cette sécurité fait défaut lorsqu'une perte se produit, à moins qu'elle ne soit due à une cause totalement étrangère à l'hôtelier ou aux personnes dont il répond.

Le code ne cite pas comme circonstance exonératoire le vol à main armée, que nous trouvons indiqué dans les articles 1954 du code civil français et 667 du projet franco-italien. Sans doute, faut-il l'admettre quand on peut le considérer comme un cas de force majeure.

L'article 642 décide que « les aubergistes et les hôteliers ne répondent pas des documents, des valeurs, titres ou objets précieux qui n'ont pas été remis entre leurs mains ou celles de leurs préposés ». Le code civil français (article 1953) se contente en ce cas de limiter la responsabilité à 1.000 francs ; le projet franco-italien à 5.000 francs (article 667) ; dans ce dernier texte, la limitation vise tout effet non déposé ; l'hôtelier n'encourant de responsabilité illimitée que pour les choses à lui confiées (article 666).

Il est bien certain que la disposition de l'article 642 n'a pour but que d'exonérer l'hôtelier de sa responsabilité contractuelle spéciale, lorsque des objets ne lui ont pas été spécialement remis. Il doit toujours être tenu de sa faute en vertu du droit commun, mais ce sera au voyageur à la prouver.

(11) Comparer Paris, 8 avril 1930, D. h. 1930, p. 378 : vol de bijoux par la femme de chambre d'une cliente.

La question principale qui se pose en pratique est celle du domaine exact de cette responsabilité. Quelles personnes peut-on comprendre dans la catégorie des aubergistes et hôteliers ? La jurisprudence française a toujours considéré que les articles 1952 et suivants étant exceptionnels, on ne pouvait les étendre à des professions voisines, par exemple aux cafetiers et restaurateurs, aux logeurs en garni <sup>(12)</sup>.

Le code libanais n'étend pas son énumération, à la différence du code marocain qui, dans son article 743, étend la responsabilité des aubergistes aux logeurs en garni, propriétaires d'établissements de bains, cafetiers, restaurateurs, propriétaires de spectacles publics.

Nous pouvons trouver un précédent de jurisprudence locale dans un arrêt de la Cour de Cassation de Syrie du 11 mai 1934 — il s'agit de la Syrie, mais la solution était valable au Liban pour le droit antérieur au code. La Cour de Cassation se refuse à étendre la responsabilité des hôteliers aux cafetiers et restaurateurs, entrepreneurs de spectacles <sup>(13)</sup>.

Le nouveau code ne permettra pas une interprétation nouvelle.

#### D. — RESPONSABILITÉ DANS QUELQUES CONTRATS RATTACHÉS AU LOUAGE D'INDUSTRIE

L'article 624, après avoir défini le louage du travail et le louage d'industrie, ajoute : « le contrat par lequel les personnes exerçant une profession, ou un art libéral, assurent leurs services à leurs clients, ainsi que ceux par lesquels les professeurs s'engagent

(12) Lyon, 11 mai 1900, D. 1904-2-327, Cass. civ. 25 juin 1913, D. 1914-1-243.

(13) Cass. Syrie, 11 avril 1934, Bulletin de législation et de jurisprudence pour Syrie et Liban, première année, n° 12, p. 278.

à exercer leur profession au profit d'un établissement ou d'une personne, est un louage d'industrie. Il en est de même du contrat de transport ».

Nous étudierons le contrat de transport à part, étant donné son importance.

Le code soumet donc aux règles générales précédemment examinées les personnes exerçant une profession libérale : médecins, avocats, notaires, avoués, ainsi que le contrat d'enseignement.

Le législateur libanais prend ainsi position dans la controverse de notre jurisprudence qui, pendant longtemps et encore actuellement dans de nombreuses hypothèses, n'a fait appel dans ces différents contrats qu'à la responsabilité délictuelle.

— Pour les médecins, la jurisprudence est unanime pour ne leur imposer une responsabilité que s'ils se sont rendus coupables de négligences ou imprudences impardonnables dans l'état actuel de la science.

— Pour les notaires, elle recourt toujours à l'article 1382.

— Quant à la responsabilité des professeurs, directeurs d'écoles, de patronages, de colonies de vacances, doctrine <sup>(14)</sup> et jurisprudence ne leur reconnaissent pas l'obligation de rendre l'enfant sain et sauf. Quand un accident se produit, il faut prouver la faute de ces personnes.

Le droit libanais unifie ces solutions en imposant aux parties une responsabilité contractuelle qui est en général celle du louage d'industrie.

C'est la solution de l'article 361 du code des obli-

(14) LALOU, Chronique D. h. 1931, n° 20, p. 37 : Contrats comportant pour l'une des parties l'obligation de rendre le contractant sain et sauf.

gations suisse : « les dispositions relatives au contrat de travail s'appliquent également aux contrats portant sur des travaux qui supposent une culture scientifique ou artistique spéciale et qui s'exécutent contre paiement d'honoraires ».

L'article 611 du code civil allemand vise aussi ces contrats, englobant dans sa définition du contrat de services, « les services de toute nature ».

#### PARAGRAPHE 4

### LE CONTRAT DE TRANSPORT

Le code libanais considère le contrat de transport comme une variété de louage d'ouvrage ou entreprise (article 624 in fine, article 680). Il en parle donc dans le dernier chapitre consacré à cette sorte de louage. Il fait ainsi rentrer le transport dans le droit général des contrats, suivant en cela l'exemple de bon nombre de codes récents : article 447 du code des obligations suisse ; article 664 du projet franco-italien qui, eux, en font un contrat spécial. Les législations plus anciennes, au contraire, traitaient du transport dans le code de commerce :

— Articles 97 et suivants du code de commerce français, qu'il faut du reste combiner avec les articles 172 et suivants pour les transports par terre et par eau.

— Articles 429 et suivants du code de commerce allemand.

— Articles 63 et 64 du code de commerce ottoman.

Articles 79, 97 et suivants du code de commerce marocain. Il est à remarquer toutefois que le code tunisien, dont le code marocain est presque la copie, envisage le contrat de transport comme le fait le

code libanais à la suite du louage d'ouvrage (articles 903, 922 et suivants).

Le code réglemeute d'abord le transport de choses, puis — ce qui est très intéressant au point de vue du droit moderne — le transport de personnes. Le code libanais parle du « transporteur en général ». Il ne s'agit plus de voiturier comme dans les anciens codes ; les textes semblent alors s'appliquer à tous les modes de transport : par eau, chemins de fer, autos, avions, etc...

#### A. — TRANSPORT DE CHOSES

La responsabilité du transporteur est régie par l'article 683 dont voici le texte complet : « le transporteur est responsable des pertes, des détériorations et des manquants, réserve faite des cas de force majeure, du vice propre de la chose et de la faute de l'expéditeur. La preuve de ces événements incombe au transporteur ; cependant, s'il a fait des réserves, lors de la prise en charge, relativement au défaut d'emballage, cette précaution crée en sa faveur une présomption qui sera combattue le cas échéant par l'expéditeur ou par le destinataire ». Ce texte reprend avec quelques précisions la législation antérieure des articles 63 et 64 du code de commerce ottoman, législation toujours en vigueur, puisque non contraire aux nouvelles dispositions (article 1106).

La responsabilité du transporteur apparaît de suite sévère. Que l'on puisse ou non relever une faute à sa charge, peu importe, il est « garant », disent les codes de commerce français et ottoman, de la perte des objets et des avaries. Dès cette perte constatée, le transporteur en répond ; à lui ensuite le soin de s'en libérer. Et pour cela, il ne pourra prouver qu'il a agi avec toute la prudence nécessaire et a pris

toutes les précautions voulues ; une seule preuve sera libératoire : celle d'un événement tout à fait étranger :

— un cas de force majeure.

— le vice de la chose transportée ; par exemple une matière très inflammable prend feu ; ou l'objet se rouille, etc...

— une faute de l'expéditeur qui n'a pas suivi une des prescriptions de l'article 682 : indiquer exactement au voiturier l'adresse du destinataire et le lieu de la livraison, le nombre et le poids des colis, etc...

Il résulte de ce texte que si la cause de la perte ou de l'avarie reste inconnue, la responsabilité demeure.

L'article 1782 de notre code civil français met à la charge du voiturier une responsabilité aussi étendue ; il est tenu des mêmes obligations que les aubergistes, obligations vues précédemment et que l'article 103 du code de commerce précise (pour transports terrestres tout au moins).

Une semblable responsabilité est établie par l'article 447 du code suisse des obligations, l'article 664 du projet franco-italien, les articles 903 du code tunisien des obligations et 78 du code de commerce du Maroc.

Par contre, si nous comparons le texte libanais avec les dispositions du code de commerce allemand (articles 429 à 472), nous constatons que ce dernier, dans son article 429, se montre moins rigoureux : « le voiturier est responsable... à moins que la perte, l'avarie ou le retard ne proviennent de circonstances que n'aurait pu éviter la diligence d'un voiturier prudent ».

Le voiturier pourra donc se libérer en prouvant qu'il n'a pas commis de faute (Rapport présenté avec les travaux préparatoires à la commission du Reichstag).

Mais les articles 456 et suivants, qui réglementent minutieusement le transport des marchandises par voie ferrée, ne se contentent plus de cette preuve.

L'article 683 du code libanais apporte une atténuation au principe lorsque le transporteur, au moment de la prise en charge, avait fait remarquer le défaut d'emballage. La présomption se trouve alors renversée et va jouer en sa faveur. S'il se produit une détérioration quelconque, elle sera présumée résulter du défaut d'emballage et ce sera à l'expéditeur ou au destinataire à faire la preuve d'une faute du transporteur <sup>(15)</sup>.

Le code est muet sur la durée de cette responsabilité. Il faut sans doute admettre, comme le font d'autres législations, que le transporteur est tenu dès que les choses lui sont remises, même avant le transport proprement dit, jusqu'à la livraison (article 429 du code civil allemand, article 664 du projet franco-italien, 903 code des obligations tunisien et 79 code commerce marocain).

L'article 689 fixe la responsabilité au sujet des bagages des voyageurs. Il admet la distinction logique entre les bagages enregistrés et les bagages à main. Les premiers « sont l'objet d'un contrat de transport qui s'annexe au contrat de transport du voyageur » ; la responsabilité de l'article 683 va jouer.

Les bagages à main « demeurent en dehors de la convention et le transporteur n'en répond qu'autant qu'une faute prévue est établie à sa charge par le demandeur en indemnité ». Nous sommes dans le domaine délictuel et il faudra faire appel aux articles 122 et suivants du code. C'est la distinction faite par

(15) Code des obligations suisse : article 442, paragraphe 3, *a contrario* : « le voiturier de son côté répond des avaries provenant des défauts d'emballage apparents, s'il a accepté la marchandise sans réserves ».

les articles 465 du code civil allemand et 104 du code de commerce du Maroc.

#### B. — TRANSPORT DE PERSONNES

Le code libanais, code moderne, réglemente la responsabilité du transporteur de personnes.

On sait combien, au cours du siècle dernier, s'est fait sentir, en France, l'absence de législation en la matière, à la suite du développement croissant des moyens de transport et par là même des voyages. La jurisprudence a dû suppléer au défaut de textes ; après s'en être longtemps tenue à la responsabilité délictuelle du transporteur, elle a fini par admettre à sa charge, depuis 1911 <sup>(16)</sup>, une responsabilité découlant du contrat.

L'article 688 du code libanais s'inspire de notre jurisprudence dans son dernier état. Il reconnaît l'obligation du transporteur de conduire le voyageur « sain et sauf jusqu'à destination et dans les limites de temps prévues ; en cas d'accident, la responsabilité contractuelle du transporteur cède devant la preuve d'un cas de force majeure, ou d'une faute commise par la victime ».

Ce texte ne peut laisser place à aucun doute ; le contenu de l'obligation est bien fixé. Si donc le voyageur est blessé ou s'il subit un préjudice par suite d'un retard dépassant les limites prévues, il lui suffira, pour avoir droit à une indemnité, d'établir l'existence du contrat, puis l'accident ou le retard préjudiciables. Le transporteur devra ensuite se libérer, s'il le peut, en prouvant la force majeure ou une faute de la victime. C'est en définitive la même responsabilité

(16) Cass. civ. 21 mai 1911, 27 janvier et 21 avril 1913, D. 1913-1-249 et la note Sarrut.

que pour le transport de choses, le vice de la chose faisant place ici à la faute de la victime.

Nous voyons ainsi nettement consacrée dans le contrat de transport, l'idée de sécurité dans les contrats, comme nous l'avons déjà observée dans le contrat de travail. La responsabilité du débiteur est plus grave : il est tenu, vis-à-vis de son co-contractant de la cause inconnue, de tout accident ou retard qui se produit dans son exploitation. Pour certains auteurs, parmi lesquels M. JOSSERAND, il serait préférable de faire appel ici, de même que pour le contrat de travail, à la théorie de la responsabilité du fait des choses. Rappelons que cette responsabilité pourra se rencontrer en droit libanais, en vertu de l'article 131, al. 3, qui permet le cumul.

Jusqu'en 1930, les chemins de fer étaient, au Liban, soumis à un régime spécial pour la responsabilité. Divers arrêtés du Haut-Commissaire, dont le dernier en date était celui du 17 décembre 1922, avaient limité la responsabilité des chemins de fer déclarant irrecevables les actions en responsabilité dans les cas suivants :

- a) en matière de délais de transport ;
- b) en matière d'accidents d'exploitation, ayant leur origine soit dans l'état de fatigue du matériel roulant ayant été utilisé par les Armées belligérantes et d'occupation, soit dans la réparation incomplète des dommages causés aux voies ou autres installations par suite d'actes de guerre ;
- c) en matière d'accidents d'exploitation, pertes et avaries résultant de l'action de rebelles ou d'actes de brigandage.

Cette irresponsabilité ne pouvait être invoquée à l'égard des usagers de la voie ferrée en cas d'accidents, pertes ou avaries, résultant des fautes techniques de l'exploitant ou de l'inobservation des règlements de chemins de fer.

Ce régime a été supprimé par un arrêté du 26 décembre 1930 <sup>(17)</sup>.

Il est intéressant de rapprocher du code libanais les solutions des articles 105 du code de commerce du Maroc et 932 du code tunisien des obligations, inspirés eux aussi du droit français, mais qui en sont restés à la jurisprudence d'avant 1911 : « le voiturier ne répond pas des accidents survenus aux voyageurs, pendant le transport, s'il n'est prouvé que l'accident a été produit par son fait ou sa faute ou celui des personnes dont il doit répondre ».

Il ne contracte donc pas l'obligation de conduire le transporteur sain et sauf à destination <sup>(18)</sup>. Sa responsabilité est délictuelle et non contractuelle <sup>(19)</sup>.

Le code ne règle pas certaines questions qui ne manqueront pas de se poser. La responsabilité existe-t-elle avant même que le transport commence effectivement ? — par exemple, quand le voyageur attend sur un quai. L'article 688 du code reproduit avec une telle exactitude notre jurisprudence française que les tribunaux libanais la suivront sans doute aussi sur ce point.

Puis, il y a la question du transport gratuit. Est-ce un contrat qu'il faut assimiler au transport payant ; faut-il, au contraire, s'en tenir à la responsabilité délictuelle ?

Quant aux moyens de transports visés, l'expression même de transporteur semble englober tout mode de locomotion <sup>(20)</sup>.

(17) Arrêté n° 3384 du 26 décembre 1930 dans : Recueil des actes administratifs du Haut Commissariat, t. XI, p. 120.

(18) Trib. de Paix, Casablanca-Nord, 16 octobre 1924, G. T. M. n° 178 du 4 juin 1925, p. 181.

(19) Trib. de Paix, Casablanca-Nord, 27 janvier 1927, G. T. M. n° 263, 24 mars 1927, p. 93. Voir aussi Arrêt Cour Rabat du 25 mars 1930 rapporté dans *Revue trim. de droit civil*, 1930, p. 173 : responsabilité contractuelle du transporteur de marchandises.

(20) Voir arrêt Cour Grenoble 25 mars 1925, D. 1925-2, p. 137, note RIPERT.

## PARAGRAPHE 5

### DEPOT ET SEQUESTRE

Les solutions du code libanais au sujet de la responsabilité du dépositaire, sont dans leur ensemble celles des articles 1927 et suivants du code civil français, à part quelques textes nouveaux sur la responsabilité du fait du dépositaire substitué.

La législation ottomane antérieure réglait déjà la question avec beaucoup de détails, en visant surtout des cas d'espèces, suivant sa méthode habituelle ; notamment elle envisageait la responsabilité pour autrui du dépositaire (articles 380, 790, 795).

Le code consacre la traditionnelle distinction entre le dépôt gratuit et le dépôt salarié dans l'article 696. Le dépôt gratuit est le dépôt normal conformément à l'article 690 : « le dépositaire n'a pas droit à rémunération pour la garde, à moins que le contraire n'ait été convenu ». S'il est salarié, la responsabilité sera exceptionnellement aggravée dans les termes de l'article 713.

#### A. — RESPONSABILITÉ NORMALE

1° L'obligation essentielle du dépositaire est de « veiller à la conservation de la chose déposée, avec les mêmes soins qu'il apporte à la garde des choses qui lui appartiennent » (art. 696).

C'est donc une obligation de garde de la chose, mais appréciée d'après la conduite et la diligence personnelles du débiteur.

C'est la responsabilité imposée par divers codes au dépositaire non salarié : article 780 du code civil otto-

man, article 1005 du code des obligations de Tunisie, et 791 du code des obligations du Maroc, article 647 du projet franco-italien, article 548 du code polonais, article 690 du code civil allemand.

Il est en effet normal, dans ce contrat où le débiteur rend service au créancier, d'atténuer sa responsabilité ; on ne peut exiger de lui une surveillance plus stricte de la chose déposée que de celles qui lui appartiennent en propre. Il sera donc tenu de toute faute qu'il ne commettrait pas dans la gestion de ses biens ; c'est la faute appréciée in concreto et non d'après le type normal, moyen du bon père de famille. Bien que le code ne le précise pas, il semble cependant que cette obligation restreinte du dépositaire ne doive pas l'exonérer de sa faute inexcusable.

C'est ce que décide, avec juste raison, l'article 277 du code civil allemand : « celui qui ne doit être tenu que du soin qu'il a coutume d'apporter à ses propres affaires, n'est pas libéré de la garantie pour négligence grossière » — aussi l'article 528 du code polonais.

2° A la fin du dépôt, le dépositaire est tenu d'une obligation de restitution (article 711).

#### B. — RESPONSABILITÉ AGGRAVÉE

1° Dépôt salarié ou reçu par état ou en vertu de fonctions.

« Le dépositaire répond même de toute cause de perte ou détérioration contre laquelle il était possible de se prémunir » (article 713).

Lorsque le dépositaire a stipulé un salaire ou s'il fait métier de recevoir des dépôts (Banques), toute cause d'atténuation de sa responsabilité disparaît. On lui impose une surveillance plus stricte dans la

garde de l'objet. Ce sont les articles 1928 du code civil français et 647 du projet franco-italien qui requièrent la diligence du bon père de famille, apprécié selon le type normal ; les articles 525 et suivants du code polonais qui l'obligent à veiller sur la chose « de la manière exigée par les usages ou la nature de la chose déposée ; aussi l'article 782 du Medjellé qui impose la garde de la chose : « dans les conditions dans lesquelles sont ordinairement gardées les choses de même espèce ».

L'article 713 du code libanais ramène également la responsabilité du dépositaire au droit commun : le dépositaire sera tenu de toute cause contre laquelle il était possible de se prémunir ; c'est dire qu'il va répondre de sa faute la plus légère et même qu'il ne pourra se libérer qu'en prouvant un événement étranger : nature ou vice de la chose, cas de force majeure (article 714).

C'est à lui, spécifie l'article 714, à faire la preuve des circonstances exonératoires. C'est l'application du droit commun.

2° Dans certains cas, le dépositaire gratuit ou salarié répond de la cause étrangère (article 700).

a) Le dépositaire répond de la perte ou de la détérioration de la chose, même si elle est survenue par une cause étrangère, lorsqu'il fait usage ou dispose du dépôt sans l'autorisation du déposant.

b) Lorsqu'il en fait commerce ; dans ce cas, toutefois, le dépositaire conserve le bénéfice réalisé.

Le législateur sanctionne donc l'usage de la chose déposée par une aggravation dans la responsabilité. Nous trouvons un précédent très net dans l'article 787 du Medjellé qui examine plusieurs cas concrets, notamment l'hypothèse du dépositaire qui emploie à son propre usage les pièces de monnaie contenues dans une bourse qu'on lui avait confiée. S'il les rem-

place par ses propres deniers et que ceux-ci viennent à périr, il ne pourrait se soustraire à sa responsabilité envers le propriétaire, quand même la perte serait fortuite.

Ce sont les solutions constantes de notre jurisprudence française (21).

### C. — RESPONSABILITÉ DU FAIT D'AUTRUI

Les articles 697 et 698 font une application de la responsabilité du fait d'autrui au dépositaire qui se substitue une autre personne pour la garde de l'objet. Il répond de la conduite de cette personne comme de la sienne propre, à moins qu'il n'ait été autorisé à se la substituer ou que la substitution soit nécessaire et urgente (article 697). Dans ce cas, il n'est tenu que du mauvais choix ou des instructions mal données (article 698).

### LE SEQUESTRE

Le séquestre est régi par les dispositions relatives au dépôt ordinaire et par quelques règles spéciales (article 719).

1° La personne chargée du séquestre a *la garde et l'administration de la chose*. C'est donc toujours la même obligation de conserver la chose ; le séquestre pouvant n'être pas gratuit (article 721), on fera la distinction admise pour le dépôt quant à l'étendue de la diligence requise dans cette garde. L'article 725 le dit expressément et déclare la personne chargée d'un séquestre non gratuit, tenue « de toute faute

(21) Cass. civ. 27 novembre 1900, S. 1900-1-113 : titres nominatifs transformés en titres au porteur puis de nouveau inscrits au nom des héritiers. Voir aussi article 474 du code des obligations suisse.

commise dans sa gestion d'après les règles établies pour le mandat, c'est-à-dire de la diligence d'un bon père de famille (article 785).

2° La personne chargée du séquestre *est tenue de restituer la chose* sans délai à celui qui lui est indiqué par les parties ou par la justice.

Elle est tenue quant à cette restitution des mêmes obligations que le dépositaire salarié, même, sans doute, si le séquestre est gratuit.

## PARAGRAPHE 6

### PRET A USAGE OU COMMODAT

#### A. — RESPONSABILITÉ NORMALE

Une fois de plus, le code libanais consacre les solutions rencontrées dans toutes les législations modernes.

« L'emprunteur est tenu de veiller avec diligence à la conservation de la chose prêtée » (article 734). Il s'agit là de la diligence de tout homme prudent, du bon père de famille de notre code civil français (article 1180) et de l'article 625 du projet de code franco-italien.

« Il est tenu de veiller avec soin à la conservation de la chose prêtée en l'état dans lequel il l'a reçue », décide l'article 423, paragraphe 1 du code polonais.

1° *Obligation de conserver la chose pour la restituer.* — Nous avons vu le preneur tenu de toute perte ou dégradation de la chose causée par sa faute, même très légère ; de même, l'emprunteur, car il doit également conserver la chose pour la restituer telle qu'il l'a reçue (articles 740 et suivants).

C'est en ce sens que se prononce la jurisprudence marocaine, interprétant l'article 836 du code des obligations qui fixe la responsabilité de l'emprunteur dans les mêmes termes que l'article 734 du code libanais. Un arrêt du Tribunal de paix de Casablanca (22) déclare en effet : « Dans les contrats faits pour le seul intérêt de la partie qui a reçu et qui doit rendre la chose, objet du contrat, on exige par rapport à cette chose le soin le plus exact et le débiteur est tenu de la faute la plus légère » (23).

Au contraire, le code civil allemand établit à la charge de l'emprunteur une responsabilité très atténuée. Dans son article 599, « le prêteur à usage n'est tenu de répondre que de son fait intentionnel ou de sa négligence grossière ».

Il faut ajouter que l'obligation de conserver entraîne les frais d'entretien de la chose (article 738).

2° La conséquence normale de cette obligation de conserver la chose, c'est l'obligation de ne s'en servir « que de la manière et dans la mesure prévues par le contrat ou par l'usage » (article 735).

Cela vise d'abord l'abus dans l'usage. Les articles 736 et 737 nous donnent quelques exemples : l'emprunteur peut prêter ou céder gratuitement l'usage à un autre si le prêt n'est pas fait en considération de la personne.

« Il ne peut ni louer, ni donner à gage la chose prêtée, ni en disposer sans la permission du prêteur ».

L'emprunteur doit de plus faire de la chose un usage normal, d'après sa nature et sa destination. L'article 818 du Medjellé décidait que, si la chose avait été prêtée pour un usage déterminé, l'emprun-

(22) Tribunal Paix Casablanca, 8 déc. 1921, R. P. 1922, p. 141.

(23) Voir art. 569-570 du code mixte égyptien : conduite d'un homme diligent et soigneux. Responsabilité pour faute même légère.

teur ne pouvait en faire un usage plus dommageable pour la chose. La sanction sera la responsabilité même pour cas fortuit.

L'emprunteur qui se conforme à cet usage courant n'est pas responsable des pertes ou détériorations en résultant (article 746) car, en effet, la chose louée lui est prêtée pour qu'il en jouisse, du moment qu'il le fait dans une juste mesure. Le locataire aussi est libéré en prouvant l'usage normal et ordinaire de la chose (article 580, al. 1<sup>er</sup>).

Le code libanais, tout en faisant à l'emprunteur une situation semblable quant à l'étendue de la responsabilité, lui accorde une faveur quant à la preuve. L'article 746 dispose en effet : « si le prêteur prétend que l'emprunteur a abusé de la chose, il doit le prouver ». Cette fois, plus de présomption de faute ; si, à la fin du prêt, la chose restituée est détériorée, cette dégradation est due peut-être à l'usage de cette chose ; ce sera au prêteur à établir qu'il y a eu un abus dans la conduite de l'emprunteur. C'est une application de l'article 255, exception au principe de l'article 254. Une exception de même ordre existe en faveur du dépositaire gratuit dans l'article 714.

#### B. — RESPONSABILITÉ AGGRAVÉE

Dans certains cas, l'emprunteur répond même de la perte de la chose survenue à la suite d'une cause étrangère (article 747) :

1° S'il abuse de la chose prêtée.

2° S'il l'emploie à un usage différent de celui déterminé par sa nature ou par la convention.

3° S'il est en demeure de la restituer.

4° S'il a négligé les précautions nécessaires pour la conservation de la chose, ou s'il dispose de la chose en faveur d'un tiers sans la permission du

prêteur lorsque le prêt a été fait en considération de la personne.

En réalité, il s'agit là de cas où la force majeure a été accompagnée d'une faute du débiteur ; nous verrons qu'elle perd alors son caractère exonératoire.

Pour la preuve, le droit commun reprend son empire. Lorsqu'au moment de la restitution, la chose a disparu ou est détériorée à la suite d'un événement étranger à l'emprunteur, c'est à celui-ci à établir cette force majeure qu'il invoque <sup>(24)</sup>. Le prêteur devra ensuite prouver une des fautes qu'il impute à son débiteur.

L'emprunteur répond de la personne à laquelle il confie la chose, à moins de nécessité urgente. Il répond même alors de la force majeure (article 734).

## PARAGRAPHE 7

### LE MANDAT

#### I. — OBLIGATIONS DU MANDATAIRE

La même différence que pour le dépôt apparaît très nette entre le mandat gratuit et le mandat salarié (articles 785, 786).

Le mandataire est tenu d'accomplir le mandat avec la diligence d'un bon père de famille (article 785).

L'obligation dont il est parlé en l'article précédent doit être entendue plus rigoureusement :

1) Lorsque le mandat est salarié (et il peut être salarié aux termes de l'article 770 entre commerçants, ou lorsque d'après l'usage, les actes qui font l'objet du mandat sont rétribués).

(24) Voir dans ce sens : arrêt de la Cour d'Agen, 15 mars 1895, D. 1896-2-4.

2) Lorsqu'il est exercé dans l'intérêt d'un mineur, d'un incapable, d'une personne morale. Reprenons successivement ces deux ordres de responsabilité.

#### A. — *Mandat gratuit*

Nous avons vu que le dépôt gratuit était le dépôt normal ; de même en est-il du mandat gratuit (article 770). Il entraîne à la charge du mandataire la responsabilité d'un bon père de famille.

Le code donne quelques exemples de cette diligence :

— Article 779 : le mandataire ne peut pas excéder les limites fixées par le mandat ; cependant, si les circonstances l'exigent et qu'il soit dans l'impossibilité de prévenir le mandant, il peut s'écarter des instructions reçues.

— Le mandataire est tenu envers le mandant, s'il ne l'informe pas de toutes les circonstances qui pourraient déterminer ce dernier à révoquer ou à modifier le mandat (article 787).

— Dès que le mandat est accompli, le mandataire doit en informer immédiatement le mandant (article 788).

— Le mandataire est tenu, à la demande du mandant, de lui rendre compte en tout temps de sa gestion et de lui restituer tout ce qu'il a reçu de ce chef (article 789, al. 1<sup>er</sup>).

— Il doit l'intérêt des sommes pour le versement desquelles il est en retard (article 789, al. 2).

— Il répond des choses qu'il a reçues par suite du mandat comme un dépositaire non salarié (article 790). C'était déjà la solution de l'article 1163 du code civil ottoman. La règle de l'article 714, favorable pour la preuve, s'applique donc au mandataire.

En dehors de ces obligations déterminées, ou de celles fixées par le contrat, il s'agit de rechercher

le degré de diligence demandée au mandataire dans la gestion du mandat reçu. Est-ce, comme pour le dépôt, le même soin qu'il apporte à ses propres affaires, ou faut-il se montrer plus exigeant dans un contrat où le débiteur s'est engagé à agir pour le compte d'autrui et a donc accepté de prendre en mains ses intérêts ? L'article 780 indique le rôle de mandataire : « Si le mandataire a pu réaliser l'affaire dans des conditions plus avantageuses que celles indiquées au mandat, la différence profite au mandant ».

Examinons rapidement les solutions des principales législations en la matière.

C'est d'abord le droit français des articles 1992 et suivants, repris par les articles 571, 572 du projet franco-italien : « le mandataire répond non seulement du dol, mais encore des fautes qu'il commet dans sa gestion ; la responsabilité relative aux fautes est appliquée moins rigoureusement à celui dont le mandat est gratuit qu'à celui qui reçoit un salaire ». Et la jurisprudence rend le mandataire responsable de ses erreurs, par exemple d'une erreur sur le côté avantageux ou non d'une opération <sup>(25)</sup> ; de ses négligences ou imprudences : envoyer des valeurs sans les recommander ; de l'inexécution d'une partie du mandat <sup>(26)</sup>.

Les droits marocain et tunisien, qui contiennent des dispositions identiques à celles du code libanais, se montrent plus explicites pour fixer la responsabilité du mandataire : « Il est tenu d'apporter à la gestion dont il est chargé la diligence d'un homme attentif et scrupuleux et il répond du dommage causé au mandant par le défaut de cette diligence, tel que l'inexécution volontaire de son mandat ou des instructions

(25) Req. 28 juillet 1926, S. 27-1-283.

(26) Req. 29 janvier 1930, G. P. 1930-1-587.

spéciales qu'il a reçues, ou l'omission de ce qui est d'usage dans les affaires » (article 1131 du code des obligations de Tunisie, article 903 du code des obligations du Maroc).

C'était également le sens de la jurisprudence antérieure de la Cour de Cassation du Grand Liban dans un arrêt du 15 mai 1926 <sup>(27)</sup> : « le fait de ne pas se conformer aux obligations dérivant du mandat constitue une négligence qu'il y a lieu d'assimiler à une faute lorsque la dite négligence a été cause d'un préjudice au mandant ».

Quant à l'article 398 du code des obligations suisse, il soumet le mandataire aux mêmes règles que l'employé : « il est responsable envers le mandant de la bonne et fidèle exécution du mandat ».

On peut donc dire que le mandataire devra être tenu pour responsable de son dol ou de l'inexécution volontaire du mandat et des instructions reçues, de ses fautes ou négligences inconciliables avec une prudence moyenne dans les affaires ; fautes qui ne seront pas appréciées trop sévèrement, puisqu'il faut laisser une rigueur plus grande à des cas exceptionnels de mandat.

Il est intéressant de remarquer que le code polonais consacre la responsabilité pour les fautes que ne commet pas le mandataire dans la gestion de ses affaires personnelles (article 505).

B. — *Mandat salarié ou dans l'intérêt d'un mineur, d'un incapable, d'une personne morale*

La responsabilité précédente est aggravée ; la situation devient différente, car le mandataire reçoit une rémunération en raison des actes qu'il accomplit ou bien il s'agit d'intérêts spéciaux à sauvegarder.

(27) Cass. Grand Liban, 15 mai 1926, *Gazette des Tribunaux Libano-Syriens*, 1926, p. 397.

1° L'obligation de diligence doit être entendue plus rigoureusement (article 786).

On ne peut donner de mesure générale à cette rigueur plus grande. On pourrait peut-être dire que ces divers mandataires vont répondre de leurs fautes même très légères ?

En droit français, la jurisprudence ne semble pas l'admettre ; le mandataire n'est jamais tenu que des soins d'un bon père de famille, c'est-à-dire, pour elle, de ses fautes légères appréciées in abstracto <sup>(28)</sup>.

Le code polonais, dans son article 502, oblige le mandataire à exécuter le mandat « consciencieusement et avec les soins qu'exige la nature de l'acte ».

2° Les mandataires visés par l'article 786 sont tenus pour la conservation des choses reçues par suite du mandat dans la même mesure que le dépositaire salarié. L'article 713 leur est applicable, c'est-à-dire qu'ils répondent de toute perte ou détérioration contre laquelle il était possible de se prémunir.

#### *C. — Responsabilité de tout mandataire pour la personne qu'il se substitue*

C'est là une nouvelle application de la responsabilité pour autrui.

Le mandataire doit en principe exécuter lui-même son mandat (article 782). Sinon, il répond de la personne substituée de la même façon qu'il répondrait de ses propres actes (article 783).

Cependant, l'article 782 autorise la substitution dans certaines hypothèses où la responsabilité pour autrui se trouve alors restreinte.

(28) Cass. Req. 21 janvier 1890, S. 90-1-408.

## II. — RESPONSABILITÉ DU MANDANT

En règle générale, le mandant doit exécuter les engagements qu'il a contractés envers le mandataire.

1° Il doit rembourser les avances et frais que le mandataire a dû faire pour l'exécution du mandat ; il doit lui payer une rétribution au cas où elle est due, quel que soit le résultat de l'affaire, s'il n'y a pas faute imputable au mandataire (article 793, al. 1<sup>er</sup>).

2° Il doit exonérer le mandataire des obligations qu'il a dû contracter par suite de l'exécution du mandat (article 793, al. 2).

Le code consacre les solutions du code civil français. On s'est demandé en droit français si cette obligation du mandant d'indemniser le mandataire des suites de l'exécution du contrat (article 2000) comportait une obligation de sécurité. La jurisprudence de la Cour de Cassation s'est prononcée pour l'affirmative, en accordant des dommages-intérêts à la suite de la mort accidentelle d'un employé supérieur d'une société, mort survenue dans l'exécution de son mandat (29).

### PARAGRAPHE 8

## LA COMMUNAUTE OU QUASI SOCIETE : LA SOCIETE

### A. — RESPONSABILITÉ DES COMMUNISTES

Chacun d'eux est tenu, aux termes de l'article 831, de veiller à la conservation de la chose commune avec la même diligence qu'il apporte à la conser-

(29) Cass. Req. 28 oct. 1907, D. 1908-1-481.

vation des choses qui lui appartiennent. Selon l'expression habituelle, c'est la responsabilité d'un bon père de famille, appréciée *in concreto* ; c'est celle qui est imposée au dépositaire gratuit.

La situation est en effet assez voisine et le Medjellé, dans son article 1087, considère que « la part d'un copropriétaire est réputée être en dépôt dans les mains des autres ». Le copropriétaire est tenu de conserver la chose pour qu'à la fin de l'indivision, on la retrouve telle qu'elle. Il a tout de même un droit de propriété sur cette chose, on ne peut exiger de lui une conduite plus diligente que pour ses autres biens. Une responsabilité analogue est établie par les articles 967 du code des obligations du Maroc et 1234 du code des obligations de Tunisie.

#### B. — RESPONSABILITÉ DE L'ASSOCIÉ

1° L'article 867 établit à la charge de l'associé la même obligation que celle du copropriétaire : diligence semblable à celle apportée dans la gestion de ses propres affaires ; tout manquement à cette diligence est une faute dont il répond. C'est la solution des articles 708 du code civil allemand, 1350 du code civil ottoman. L'article 850 du code civil français ne précise pas le degré de faute.

L'associé répond également des obligations résultant de l'acte de société et de l'abus des pouvoirs à lui conférés.

Pour les choses qui lui sont confiées ainsi que pour toute gestion exercée pour le compte commun, l'associé est responsable dans les mêmes conditions que le mandataire (article 868).

2° La responsabilité de l'associé est aggravée et il répond de la force majeure lorsque celle-ci a été déterminée par sa faute (article 867). C'est le droit commun.

3° L'associé répond dans tous les cas du fait et de la faute des personnes qu'il se substitue.

#### C. — RESPONSABILITÉ DU LIQUIDATEUR D'UNE SOCIÉTÉ

Il est tenu, en vertu de l'article 936, comme un mandataire salarié « en ce qui concerne la reddition des comptes et la restitution de ce qu'il a touché à l'occasion de son mandat ».

#### PARAGRAPHE 9

#### LE CONTRAT DE GAGE

Le contrat de gage n'est pas réglementé par le législateur libanais dans le code des obligations proprement dit. C'est un décret législatif (n° 46/L) du 20 octobre 1932, additif au code, qui édicte les règles auxquelles le gage doit être soumis.

L'article 8 de ce décret fixe en ces termes la responsabilité du créancier gagiste : « Le créancier répond, en principe, de la perte ou de la détérioration de la chose remise en gage ».

Le texte ne précise pas la mesure de la diligence requise pour la conservation de la chose. Un seul point est certain : le créancier ne peut utiliser la chose à son profit, à moins que le constituant ne l'y autorise » (art. 10). Il faudra appliquer en la matière le droit commun de la responsabilité contractuelle <sup>(30)</sup>. En ce sens se prononcent les articles 2080 du Code civil français et 677 du projet franco-italien qui ren-

(30) Cass. civ. 29 juin 1904, S. 1904-1-416 : le créancier gagiste doit renouveler l'inscription de séparation des patrimoines.

voient expressément aux règles générales ; également l'article 1215 du code civil allemand : « le créancier gagiste est tenu de veiller à la conservation du gage ».

L'article 741 du Medjellé stipulait que « si le gage périt ou est détérioré par la faute du créancier, la valeur du gage est déduite de sa créance ».

## CHAPITRE III

### ESSAI D'UNE THEORIE DE LA FAUTE CONTRACTUELLE

L'examen des textes sur les contrats spéciaux nous amène aux constatations suivantes :

1° Ces textes visent l'étendue des obligations du débiteur, étendue qui varie dans chaque cas, selon les dispositions légales ou les stipulations mêmes des parties.

2° Le débiteur répond de tout manquement à ses obligations ; il est alors en faute ; l'article 867 le dit expressément pour l'associé qui n'apporte pas à la gestion de la société les soins qu'il donne à ses propres affaires : « tout manquement à cette diligence est une faute dont il est tenu de répondre envers les autres associés ».

La faute contractuelle peut donc être définie : tout manquement à se comporter de la façon déterminée soit par la loi, soit par le contrat. Pour parler de responsabilité du débiteur, il importe tout d'abord de connaître dans quelle mesure il était tenu.

Lorsque cette mesure n'est pas spécifiée dans un texte ou dans le contrat par les parties, à quel principe doit-on recourir pour imposer au débiteur une certaine diligence ?

Il nous faut pour cela rechercher les règles qui ont inspiré le législateur lui-même dans la réglementation de la responsabilité dans les divers contrats.

## PARAGRAPHE 1

### LA CLASSIFICATION DES OBLIGATIONS D'APRES L'IDEE D'AVANTAGE TIRE DU CONTRAT

La partie qui tire de l'exécution du contrat un profit plus grand que l'autre doit être tenue plus strictement, ses obligations doivent être plus larges.

« La jouissance d'une chose est la juste compensation des risques qu'elle entraîne », disait déjà l'article 85 du Medjellé.

Le législateur libanais ne paraît pas être resté indifférent à cette conception. La différence est très nette entre la situation du dépositaire gratuit (article 696) et celle du dépositaire salarié (article 713) ; entre celle du mandataire gratuit (article 785) et celle du mandataire salarié (article 786).

L'emprunteur (article 734), le créancier gagiste, seuls bénéficiaires du contrat, doivent apporter dans la garde de la chose la diligence la plus précise d'un bon père de famille soigneux.

Dans les divers contrats où le code a reconnu une idée de sécurité, la responsabilité est plus lourde, puisque le débiteur ne se libère pas par la preuve de sa diligence. Cette aggravation de la responsabilité n'est-elle pas la compensation d'un avantage procuré au débiteur par le contrat ?

Dans le contrat de transport, le transporteur impose son prix, les conditions du transport, etc..., il est dans une certaine mesure le maître du contrat ; n'est-il pas juste, en retour, de l'obliger à conduire le voyageur sain et sauf à destination ?

Dans le contrat de travail, le patron qui retire un certain avantage de son exploitation, doit assurer à

ses ouvriers, en plus de leur salaire, des conditions de travail saines et leur allouer une indemnité leur permettant de vivre s'ils sont victimes d'un accident à son service.

Au contraire, dans les contrats où les deux parties contractent sur un pied d'égalité et trouvent toutes deux un profit, les obligations à leur charge sont dans l'ensemble les mêmes : vente, louage, quasi société, société, etc...

L'article 1137 du code civil français fait allusion à cette étendue plus ou moins grande de l'obligation contractuelle selon l'utilité du contrat.

L'article 99 du code des obligations suisse l'admet nettement : « cette responsabilité est plus ou moins étendue selon la nature particulière de l'affaire ; elle s'apprécie notamment avec moins de rigueur lorsque l'affaire n'est pas destinée à procurer un avantage au débiteur ».

Au contraire, le projet franco-italien a supprimé toute distinction de ce genre. Les rédacteurs ont pensé qu'elle était inutile du moment qu'il était admis que l'obligation varierait suivant les contrats (article 97) et qu'elle aurait pour résultat de permettre la construction de « théories qui ne paraissent pas exactes, sur la mesure du lien obligatoire » (1).

Il est évident qu'en pratique l'avantage tiré du contrat peut ne pas toujours être un critérium certain pour fixer l'étendue de la responsabilité contractuelle.

Il semble que l'on puisse trouver dans le Code libanais une classification plus précise des obligations d'après leur nature même ; une telle classification ne s'opposant pas du reste à ce qu'intervienne l'idée d'utilité du contrat.

(1) Rapport de la commission.

## PARAGRAPHE 2

### LA CLASSIFICATION DES OBLIGATIONS D'APRES LEUR NATURE. LA GRADATION DES FAUTES.

Nous avons rencontré au cours de l'examen des contrats spéciaux diverses catégories d'obligations :

1° *L'obligation de donner*, aux termes de l'article 49, comporte celle de délivrer la chose et de veiller à la conservation de celle-ci jusqu'à la délivrance ci s'est un corps certain. Dans notre domaine, cette obligation se rencontre principalement dans la vente. L'obligation de veiller à la conservation de la chose suppose la diligence d'un bon père de famille.

2° *L'obligation de livrer*, qui comprend aussi celle de restituer; c'est l'obligation du dépositaire, de l'emprunteur, du locataire. Elle impose au débiteur de conserver la chose remise en vertu du contrat avec les soins qu'apporte habituellement en cette matière un homme normal et diligent.

Mais, suivant les cas, le débiteur est tenu plus ou moins sévèrement, car l'appréciation de la diligence requise se fait, tantôt *in abstracto*, c'est-à-dire selon un type idéal de bon père de famille, tantôt *in concreto*, selon la conduite habituelle du débiteur dans la gestion de ses propres affaires.

Et c'est pour cette détermination que peut intervenir l'avantage retiré du contrat.

3° *L'obligation de faire ou de ne pas faire*, qui met également à la charge du débiteur l'obligation de se comporter en homme diligent et prudent et d'éviter tout ce qui peut mettre obstacle à l'exécution.

En général, l'obligation du débiteur consiste donc

à se conduire en bon père de famille ; on exige de lui une prudence ordinaire et moyenne ; dès qu'il y manque il est en faute. Il n'y a pas théoriquement à rechercher la gravité de ce manquement.

Le Code n'admet donc pas la traditionnelle classification des trois fautes : la *culpa lata*, la *culpa levis* et la *culpa levissima*. Certains textes cependant y font allusion lorsqu'ils apprécient la faute, soit d'une manière concrète (articles 696, 831, 867), soit d'une manière abstraite (articles 785, 734). Puis nous aurons l'occasion de voir que certains intérêts sont attachés à une distinction des fautes : pour l'assurance (article 966) ; pour l'étendue des dommages-intérêts (article 262) ; pour les clauses de non-responsabilité (article 267).

C'est qu'en fait, une gradation de la faute apparaît possible ; sans doute quelle que soit sa gravité le débiteur est tenu, mais en pratique l'inexécution dont il a à répondre résulte d'un manquement plus ou moins grave. C'est tout d'abord le dol ou faute intentionnelle : il est normal de faire réparer le préjudice que le débiteur a volontairement causé à son co-contractant, en n'exécutant pas.

Ensuite vient la faute lourde, la faute grave, vraiment inexcusable de la part d'un débiteur consciencieux. Puis c'est la faute légère, cas le plus fréquent, manquement à la conduite normale. Cette faute peut résulter soit d'un acte positif (preneur qui abuse de la chose louée) soit d'une abstention (employé qui n'exécute pas avec toute l'habileté voulue le travail confié, dépositaire qui ne restitue pas), soit de toute imprudence ou négligence (dépositaire qui ne prend pas les mesures nécessaires pour éviter le vol des objets déposés), soit même d'une inexpérience (article 636).

Enfin, il semble que le débiteur doive répondre

de sa faute la plus légère ; ne doit-il pas faire tout ce qui est en son pouvoir, afin d'exécuter la prestation due ? Pour savoir s'il y a ou non faute, il faudra en dernier lieu s'en référer, selon l'article 221 : « à la bonne foi, à l'équité et aux usages ». La distinction classique de la faute légère et de la faute très légère ne paraît pas présenter un grand intérêt pratique.

Dans certains contrats, nous avons vu le législateur imposer au débiteur pour se libérer la preuve précise d'un événement étranger à lui ; le débiteur est alors tenu tant que la cause du dommage est inconnue, même s'il n'a commis aucune faute ; c'est la situation du preneur en cas d'incendie, du patron, du transporteur, des aubergistes et hôteliers.

Sans doute, souvent, si l'inexécution n'est pas due à leur faute, ils pourront se libérer en prouvant la cause étrangère à leur activité : force majeure, faute d'autrui, faute de la victime, etc... Mais, si en raison des circonstances, ils sont dans l'impossibilité de rapporter cette preuve ils subiront cependant les conséquences de l'inexécution. Aux obligations contractuelles ordinaires, ils ont ajouté celle de garantir une certaine sécurité, ils doivent en répondre.

En définitive, nous pouvons conclure que la faute contractuelle consiste de la part du débiteur à ne pas faire tout ce qui est en son pouvoir pour assurer l'exécution de l'obligation contractée.

### PARAGRAPHE 3

#### FAUTE CONTRACTUELLE ET FAUTE DELICTUELLE

La faute contractuelle est-elle différente de la faute délictuelle ?

Le Code libanais consacre expressément la dualité des responsabilités dans l'article 256 au titre de la responsabilité contractuelle « en matière extra-contractuelle, dit ce texte, les conditions d'imputabilité du dommage sont déterminées par les articles 122 et suivants. »

Mais après avoir posé ce principe, le Code ne fait pas, en pratique, un régime très différent aux deux responsabilités. C'est toute la théorie de la responsabilité délictuelle qu'il faudrait examiner ici pour pouvoir la comparer avec la responsabilité dans les contrats. Mentionnons seulement les points essentiels :

Pour la charge de la preuve, elle incombe évidemment à la victime dans les délits, mais nous verrons que dans les contrats, le créancier aura souvent aussi à l'établir.

Dans les contrats, comme dans les actes illicites, le débiteur est tenu de toute faute, de toute négligence.

Pour l'étendue du dommage, les dommages imprévus ne sont pris en considération qu'en matière délictuelle (article 262).

Pour les clauses de non-responsabilité, nous verrons que dans l'ensemble elles sont soumises au même régime dans les deux cas.

La réparation en nature peut avoir lieu à la suite d'actes illicites comme en matière de contrat (article 136).

Il reste cependant une réglementation spéciale pour les délits : la responsabilité pour autrui n'est pas la même à la suite d'actes illicites; une personne ayant agi sans discernement peut cependant être condamnée à une indemnité équitable (article 122).

Lorsque le dommage délictuel a été commis par plusieurs personnes, il entraîne la solidarité. Quant

à la responsabilité à raison des choses inanimées, responsabilité délictuelle, elle peut jouer même dans un contrat ; l'article 131 le permet expressément ; le créancier aura le choix.

La tendance législative moderne est de soumettre à un régime identique la responsabilité née d'un contrat et la responsabilité née d'un délit ; à titre d'exemple on peut citer l'article 99, alinéa 3 du Code des obligations suisse : « Les règles relatives à la responsabilité dérivant d'actes illicites s'appliquent par analogie aux effets de la faute contractuelle », et l'article 242 du Code polonais : « A leur défaut (stipulations du contrat ou prescriptions de la loi) s'appliquent les dispositions relatives à la réparation du dommage causé par un acte illicite ».

## DEUXIEME PARTIE

### La mise en œuvre de la responsabilité contractuelle

L'article 253 exige comme conditions de toute responsabilité contractuelle :

- l'existence d'un dommage ;
- l'imputabilité de ce dommage au débiteur ;
- la mise en demeure du débiteur.

Nous venons de déterminer la faute dont le débiteur est tenu. En examinant l'évaluation des dommages-intérêts, nous verrons les caractères que doit présenter le préjudice subi pour être pris en considération.

Il faut, à présent, examiner comment, en pratique, va jouer la responsabilité contractuelle en établissant :

1° Quand le débiteur peut être considéré comme défaillant : par la mise en demeure (Ch. I<sup>re</sup>). ;

2° Une fois la carence du débiteur reconnue, comment il pourra se libérer à la suite d'une impossibilité d'exécuter (Ch. II) ;

3° Les modifications conventionnelles de l'étendue de sa responsabilité (Ch. III) ;

4° La charge de la preuve (Ch. IV) ;

5° Les règles spéciales relatives à la responsabilité contractuelle du fait d'autrui (Ch. V).



## CHAPITRE I<sup>er</sup>

### CONSTATATION DE LA CARENCE DU DEBITEUR LA MISE EN DEMEURE

La demeure est la situation du débiteur qui n'exécute pas à temps son obligation.

Le créancier qui attend la prestation due et à qui ce retard cause un préjudice va demander compte au débiteur de son inaction; il va le sommer ou d'exécuter son obligation ou de lui payer en équivalent une certaine somme d'argent. Nous pouvons donc dire que la mise en demeure, c'est la reconnaissance par le créancier — ou dans certains cas de plein droit — de la défaillance du débiteur.

Le Code libanais traite de la demeure du débiteur dans ses articles 253, 3<sup>o</sup>; 257, 258.

L'article 253, al. 3, exige « que le débiteur, sauf exception, ait été mis en demeure ». Et l'article 257 confirme : « La demeure du débiteur, en dehors de laquelle il ne saurait être passible de dommages-intérêts, résulte de... ». Le principe est évident : pour que le débiteur puisse être condamné à des dommages-intérêts, il doit être en demeure d'exécuter. Cela est vrai dans toutes les législations.

La question intéressante consiste à savoir de quelle façon le débiteur sera constitué en demeure : le sera-t-il de plein droit à la seule échéance du terme ?

C'est alors l'application de la règle : « *Dies interpellat pro homine* » ; ou bien faudra-t-il une intervention active du créancier ?

Les législations se partagent entre ces deux solutions. L'article 1146 du Code civil français pose le principe de la mise en demeure par le créancier et l'article 94 du projet franco-italien reprend la même formule <sup>(1)</sup>.

A l'inverse, la tendance de la plupart des législations modernes est d'admettre que la seule échéance du terme, lorsqu'un terme est prévu dans le contrat, met automatiquement le débiteur en demeure, par exemple : les articles 284 du Code civil allemand ; 102 du Code des obligations suisse ; 121 du Code civil soviétique ; 269 du Code des obligations de Tunisie.

C'est faciliter et hâter l'exécution, tant en nature qu'en équivalent, que de reconnaître à la seule échéance du terme le même effet qu'une intervention du créancier. Mais il est à craindre que ce procédé pour être plus simple ne soit pas toujours équitable. Le créancier peut ne subir aucun préjudice du fait du retard apporté dans l'exécution alors que le débiteur se trouve momentanément dans une situation précaire. Sans doute il doit, coûte que coûte, exécuter son contrat ; le créancier peut l'exiger ; mais n'est-il pas raisonnable de le laisser juge des circonstances ? Le débiteur pourrait d'ailleurs obtenir un terme de grâce.

Du reste, dans la pratique, les deux systèmes de la demeure ne sont pas tellement différents. Les législations qui réclament l'intervention du créancier font à ce principe de nombreuses exceptions ; il suffit de rappeler en France les articles 1139, 1145

(1) L'article 1123 du code civil italien admet la règle inverse pour les obligations de donner ou de faire.

et 1146 *in fine* et leur large interprétation par la jurisprudence (2).

D'autre part la règle « *Dies interpellat* » ne peut jouer que lorsqu'un terme a été prévu au contrat ; en dehors de ce cas, on recourt à l'interpellation (article 284, Code civil allemand; article 254, Code des obligations du Maroc et 269, Code des obligations de Tunisie).

Nous avons vu que le Code libanais, dans son article 253, al. 3, exige que le débiteur, sauf exception, ait été mis en demeure.

#### PARAGRAPHE I<sup>er</sup>

### PRINCIPE DE LA NECESSITE D'UNE MISE EN DEMEURE. — FORMES ET DOMAINE D'APPLICATION.

L'article 257 semble rejeter expressément la règle « *Dies interpellat* ». L'article 258 l'admet, mais seulement à titre exceptionnel, dans le cas où le terme prévu au contrat avait été inséré dans l'intérêt du débiteur.

En dehors de cette hypothèse, la seule échéance du terme ne vaut pas mise en demeure et dans toutes les obligations où il n'y a pas de terme prévu le créancier devra intervenir :

« La demeure du débiteur en dehors de laquelle il ne saurait être passible de dommages-intérêts résulte, en principe, d'une interpellation qui lui est adressée par le créancier, sous une forme quelconque, mais nécessairement par écrit », déclare l'article 257.

(2) Civ. 7 juillet 1909, S. 10-1-371, Cass. Req. 4 janvier 1927, S. 27-1-188.

## 1° INTERPELLATION DU DÉBITEUR

*Il faut une interpellation* adressée par le créancier au débiteur lui faisant connaître son intention d'exiger la prestation due : en nature, si son exécution est encore possible, sinon en équivalent. Cette interpellation doit émaner du créancier lui-même ou de son représentant légal.

Il faut également qu'elle soit faite alors que l'obligation est exigible et dans le lieu où elle est due. Le Code ne dit rien à ce sujet, mais ces solutions ne peuvent faire doute. Il est intéressant de noter sur ce point les précisions apportées par les Codes marocain et tunisien. Les articles 255 du Code des obligations du Maroc et 269 du Code des obligations de Tunisie parlent du « représentant légitime » du créancier. Et les articles 258 du Code marocain et 272 du Code tunisien déclarent : « L'interpellation du créancier n'a aucun effet, si elle est faite à un moment ou dans un lieu où l'exécution n'est pas due ».

## 2° FORMES DE L'INTERPELLATION

Cette interpellation peut être faite dans une forme quelconque, mais nécessairement par écrit. Le texte énumère : lettre recommandée, télégramme, sommation, citation en justice, même devant un juge incompetent.

On trouve ici la consécration des solutions les plus larges de notre jurisprudence. En droit français, on n'admet pas, en principe, qu'une lettre recommandée ou un télégramme soient suffisants en matière civile pour constituer une mise en demeure (en matière commerciale, une lettre recommandée est admise). Cependant, la Cour de Cassation recon-

naît un large pouvoir aux juges pour l'interprétation de la volonté des parties en cette matière (3).

L'énumération donnée par le Code libanais ne peut être regardée comme limitative : par exemple dans la citation en justice il est logique de faire rentrer la citation en conciliation.

En général, il suffira donc d'une écrit indiquant clairement la volonté du créancier. Sans doute cet écrit devra-t-il parvenir au destinataire, le débiteur. C'est du moins la solution de la Cour de Cassation française (4).

### 3° DOMAINE D'APPLICATION DE LA MISE EN DEMEURE

L'article 257, dans son deuxième alinéa, au sujet du domaine de la mise en demeure, a soin de préciser certains points qui donnent lieu, en France notamment, tant en jurisprudence qu'en doctrine, à de vives controverses.

La mise en demeure doit-elle être exigée pour tous les dommages-intérêts, ou ne vise-t-elle que les dommages-intérêts moratoires ? Doit-elle jouer pour toutes les obligations ?

L'article 257 se prononce pour la généralité de la mise en demeure :

« Cette interpellation est requise, sans qu'il y ait lieu de distinguer d'après la nature ou l'origine de l'obligation, ni d'après celle des dommages-intérêts ».

Il faut donc une interpellation :

a) *Pour tous les dommages-intérêts :  
moratoires ou compensatoires.*

Que le préjudice résulte du simple retard ou d'une inexécution complète ou partielle, les dom-

(3) Cassation, Requêtes 25 octobre 1911, S. 12-1-549 ; Cassation, Requêtes, 1<sup>er</sup> mai 1929, S. 29-1-269 ; une lettre recommandée suffit si les parties avaient convenu à l'avance qu'elle produirait effet.

(4) Cassation Req. 1<sup>er</sup> mai 1929, D. h. 1929, p. 297.

mages-intérêts pour être dus obéissent à une même règle, la nécessité d'une mise en demeure, puisque, dit le texte, il n'y a pas lieu de distinguer d'après la nature des dommages-intérêts. C'est en général la solution de notre jurisprudence <sup>(5)</sup>, contrairement à certains auteurs (H. et L. Mazeaud, Esmein) qui restreignent la mise en demeure aux seuls dommages-intérêts moratoires.

Le Code libanais ne prend pas de mesures spéciales pour les dettes de sommes d'argent, à part celle concernant le taux des intérêts (article 265). On peut donc admettre que les intérêts de sommes d'argent sont soumis aux règles ordinaires de la mise en demeure.

Nous trouvons une disposition rappelant l'article 1154 de notre Code civil qui exige pour la capitalisation des intérêts que la mise en demeure résulte d'une demande en justice ou d'une convention spéciale (article 768).

#### b) *Pour toutes les obligations :*

Il n'y a pas à distinguer d'après leur nature ou leur origine (article 252, al. 2). Il semble que ce texte englobe toutes les catégories d'obligations : obligations de faire ou de ne pas faire, obligations de livrer, obligations discontinues ou continues et successives, etc...

Pour ces dernières, la question est délicate ; l'exécution s'étendant et se renouvelant pendant une période de temps assez longue, il est souvent difficile de savoir si l'inexécution est totale ou seulement partielle et retardée. En droit français, il y a controverse pour savoir s'il faut toujours une mise

(5) Civ. 11 janvier 1892, D. 1892-1-257, note PLANIOL ; civ. 13 avril 1923, S. 1926-1-17, note HUBERT ; *contra*, cassation civ. 3 décembre 1930, S. 1931-1-101.

en demeure surtout au sujet du contrat de louage de choses, du contrat de transport, du contrat de concession d'énergie électrique <sup>(6)</sup>. En droit libanais, il faudra toujours l'exiger.

Quant aux obligations *de ne pas faire*, le Code n'en parle pas, à la différence du projet franco-italien qui, dans son article 92, reprend la même exception que celle de l'article 1145 du Code civil français : « Si l'obligation est de ne pas faire, celui qui y contrevient doit des dommages-intérêts par le seul fait de la contravention ».

La même situation est consacrée par l'article 98 du Code des obligations suisse, les articles 267 du Code des obligations du Maroc, 276 du Code des obligations de Tunisie.

La généralité de l'article 252, al. 2, semblerait devoir englober ces obligations. Mais une mise en demeure dans ce cas apparaît vraiment inutile. Nous allons voir qu'une exception est faite à la mise en demeure lorsque l'exécution est impossible. Quand il y a eu contravention à une obligation de ne pas faire, l'inexécution est certaine : telle personne ne devait pas construire un mur sur tel terrain, le mur est construit ; ne peut-on dire que l'exécution de l'obligation, c'est-à-dire l'abstention en laquelle elle consistait, est devenue impossible ?

## PARAGRAPHE 2

### CAS EXCEPTIONNELS DE DEMEURE DE PLEIN DROIT

L'article 258 vient apporter trois exceptions précises où la constitution du débiteur en demeure va se faire de plein droit.

(6) Paris, 25 janvier 1935, D. h. 1935, p. 202.

### PREMIÈRE EXCEPTION

*L'exécution est devenue impossible (article 258, 1°)*

Il est inutile en ce cas d'exiger une mise en demeure ; l'inexécution est certaine, le créancier ne peut plus prétendre qu'à des dommages-intérêts, il est normal de les lui accorder de plein droit.

C'est l'exception admise également, quoique d'une façon plus restreinte par l'article 1146 du Code civil français et de nombreux arrêts de la Cour de Cassation étendant son domaine d'application, par l'article 94 du projet franco-italien, par les articles 256 du Code des obligations du Maroc et 270 du Code des obligations de Tunisie. Notre jurisprudence, ainsi que le projet franco-italien et le droit allemand ajoutent que l'impossibilité doit résulter du fait ou de la faute du débiteur.

L'article 258 du Code libanais ne précise pas. Il vise certainement les cas où l'exécution a été rendue impossible par le débiteur ; ce sera par exemple le cas prévu par l'article 1146 du Code civil français : l'obligation ne pouvait être exécutée que dans un certain délai que le débiteur a laissé passer ou le débiteur a perdu la chose qu'il devait restituer, etc... Quand l'impossibilité provient d'un cas fortuit ou de force majeure, dont les circonstances ne font aucun doute, il paraît évident que le débiteur, étant par là même libéré, il n'est plus question de mise en demeure ni de dommages-intérêts. Mais on peut ne pas savoir de prime abord si ce cas fortuit, cette force majeure n'ont pas été la conséquence d'une faute du débiteur ; dans ce cas alors pourrait intervenir la dispense de mise en demeure.

Cette première exception à la nécessité d'une mise en demeure restreint considérablement en pratique la portée de l'article 257. En définitive, une somma-

tion du créancier ne sera guère indispensable que lorsque le sort de l'obligation est incertain, lorsque le créancier se demande si le retard est dû à la mauvaise volonté du débiteur ou à une impossibilité d'exécution.

#### DEUXIÈME EXCEPTION

L'obligation était affectée d'un terme actuellement échu et qui avait été inséré dans l'intérêt du débiteur. Dans ce cas, la règle « *Dies interpellat pro homine* » va jouer.

Ce texte vise d'abord presque toutes les obligations à terme suspensif, puisque d'après l'article 109 « le terme suspensif est établi dans l'intérêt du débiteur, à moins que le contraire ne résulte des circonstances ou des stipulations de l'acte ou de sa nature ou de la loi ». La solution dépendra donc dans chaque cas de l'examen du contrat.

Un terme inséré dans l'intérêt commun des deux parties rentre également dans le cadre de l'article 258 ; aussi tout terme de grâce.

On voit que l'exception est importante ; avec la précédente au cas d'impossibilité d'exécution, elles apporteront souvent échec à la règle de l'article 257.

#### TROISIÈME EXCEPTION

Cette dernière exception que prévoit le Code est plus spéciale.

L'article 258, al. 3, dispense en effet de la mise en demeure quand la prestation à effectuer consiste dans la restitution d'une chose que le débiteur sait avoir été volée ou qu'il avait reçue indûment et en connaissance de cause. Non seulement le voleur est

constitué de plein droit en demeure, mais tout débiteur qui doit restituer une chose qu'il sait avoir été volée.

Pour la répétition de l'indû le Code libanais reprend la solution de nos articles 1378-79, la connaissance de cause équivalant à la mauvaise foi.

On peut se demander s'il faut admettre d'autres exceptions ou considérer l'article 258 comme limitatif ? Le soin qu'a pris le législateur à préciser les « trois séries d'éventualités » dans lesquelles le débiteur est constitué de plein droit en demeure semble exclure les autres hypothèses qui peuvent se présenter. Cependant si le débiteur refuse expressément de s'exécuter, il semble vraiment superflu d'exiger une mise en demeure (7). C'est ce qu'a toujours décidé la Cour de Cassation française. Nous trouvons également cette exception à la mise en demeure consacrée dans un arrêt de la Cour d'Appel et de la Cour de Cassation du Liban du 21 mai 1932 (8) : « La mise en demeure devient inutile lorsque le débiteur prend lui-même l'initiative de déclarer qu'il se refuse à l'avenir à exécuter l'obligation par lui souscrite ».

Ne faut-il pas considérer comme une autre exception légale, le cas de l'article 789 qui règle les restitutions que le mandataire doit faire au mandant ? L'alinéa 2 s'exprime ainsi : « Il (le mandataire) doit l'intérêt des sommes pour le versement desquelles il est en retard ».

De même l'article 702 qui décide : « Le dépositaire requis par le déposant de restituer la chose, est constitué en demeure par le seul fait d'un retard non justifié par un motif légitime ».

(7) Cassation Req. 4 janvier 1927, S. 27-1-188, article 256, Code des obligations du Maroc ; 270 Code des obligations de Tunisie ; article 94 Code des obligations suisse.

(8) *Gazette des tribunaux libano-syriens*, 1<sup>re</sup> année, p. 184.

Le Code ne consacre pas de texte général sur les conventions touchant la mise en demeure <sup>(9)</sup>. Les parties pourraient-elles convenir qu'une interpellation du créancier serait inutile pour mettre le débiteur en demeure ? Le principe de la liberté contractuelle suffit à autoriser ces conventions (article 166).

Nous en voyons une application particulière faite par le Code lui-même dans son article 241, al. 4, au sujet de la résolution dans les contrats synallagmatiques : « Les parties peuvent convenir qu'en cas d'inexécution le contrat sera résolu de plein droit et sans intervention de justice. Cette clause laisse subsister la nécessité d'une sommation destinée à constater officiellement l'inexécution ; on peut convenir cependant que cette formalité ne sera pas obligatoire ; mais la clause qui dispense ainsi et de l'intervention judiciaire et de la sommation doit être conçue en termes formels et exprès ».

On peut généraliser et dire que les parties pourront dans le contrat dispenser le créancier de la mise en demeure, du moment que leur volonté est claire et certaine (voir cependant arrêt Cassation, Syrie, 28 mars 1936).

### PARAGRAPHE 3

#### LES EFFETS DE LA MISE EN DEMEURE

1° Le premier effet de la demeure du débiteur est de rendre possible *sa condamnation à des dommages-intérêts*. Selon l'expression de M. Josserand, elle est la « préface » du procès en dommages-intérêts. Jusque-là le retard a pu, en fait, causer un

(9) Article 1139 du code civil français.

préjudice au créancier, il n'en sera pas tenu compte, le débiteur ne doit des dommages-intérêts moratoires que du jour où il a été sommé de s'exécuter.

Il en est de même pour les dommages-intérêts compensatoires puisque nous avons vu que le Code libanais fait de la mise en demeure une condition de tous dommages-intérêts.

Il convient toutefois de ne pas oublier que tant que l'exécution forcée en nature sera possible, le premier effet de la mise en demeure sera de permettre sa poursuite.

2° La mise en demeure met à la charge du débiteur le *cas fortuit et la force majeure*.

Il n'est plus désormais tenu seulement de la diligence normale qu'il devait apporter à l'exécution de son obligation. A partir de la mise en demeure, si la chose qui fait l'objet de la prestation vient à périr le débiteur devient responsable; il est en faute par le fait même de n'avoir pas exécuté à temps (article 342).

De nombreux textes spéciaux consacrent cet effet de la mise en demeure : l'article 492 : pour la vente à livrer avec avance de prix ; l'article 612 : pour la perte des fruits dans le bail à ferme ; l'article 639 : pour la perte de la chose remise par le locateur de travail ; l'article 714 : au sujet de la responsabilité du dépositaire ; l'article 747, al. 3 : pour la responsabilité de l'emprunteur.

Le Code ne précise pas comme le font les articles 1302, alinéa 2, du Code civil français; 103, paragraphe 2 du Code des obligations suisse ; 89, du projet franco-italien ; 287, du Code civil allemand, que la responsabilité du débiteur pour le cas fortuit au cours de la demeure, disparaît devant la preuve que

la chose eût également péri chez le créancier <sup>(10)</sup>.

3° La mise en demeure permet dans les contrats synallagmatiques la *résolution du contrat*. Il s'agit de la condition résolutoire tacite prévue à l'article 241.

La mise en demeure constate l'inexécution. L'article 241 reconnaît aux parties la possibilité de convenir que la résolution aura lieu de plein droit en cas d'inexécution. La mise en demeure sera encore utile : « Cette clause laisse subsister la nécessité d'une sommation destinée à constater officiellement l'inexécution ; on peut convenir cependant que cette formalité n'est pas obligatoire » <sup>(11)</sup>.

#### PARAGRAPHE 4

### LA DEMEURE DU CREANCIER

Avant de quitter le domaine de la demeure, il est intéressant d'examiner comment le Code libanais réglemente la demeure du créancier, c'est-à-dire la situation du créancier qui refuse sans raison l'exécution offerte par le débiteur. Les législations modernes ont soin de fixer les conséquences d'une telle conduite du créancier.

Le Code libanais envisage la question au titre du paiement (articles 291 et suivants) selon la méthode du Code civil français et du projet franco-italien, qui ne traitent que des offres réelles et de la consi-

(10) Cf. article 266 du Code des obligations du Maroc, 280 du Code des obligations de Tunisie.

(11) Voir aussi sur cet effet de la mise en demeure les articles 107 et suivants du code des obligations suisse, 252 code polonais, 273 code des obligations de Tunisie, 259 code des obligations du Maroc.

gnation, mais n'ont pas une théorie générale de la demeure du créancier.

Il eut été plus logique de régler la question au sujet de l'exécution de l'obligation comme le font les Codes allemand, suisse, polonais, marocain et tunisien.

Le créancier est en demeure lorsqu'il « refuse, sans cause légitime, le paiement qui lui est offert dans des conditions régulières du moment que son refus est constaté par un acte officiel » (article 294, alinéa 1<sup>er</sup>). Il est normal que le retard du créancier à accepter le paiement, ne soit pas une source d'aggravation de la responsabilité du débiteur ; celui-ci en état d'exécuter offre sa prestation ; il doit être désormais entièrement déchargé de sa responsabilité.

Une application de la mise en demeure du créancier est faite par l'article 472 : « L'acheteur est tenu de prendre livraison de la chose vendue dans le lieu et à la date fixée par le contrat. A défaut de stipulation contraire, il est tenu de la retirer immédiatement, sauf le délai matériellement nécessaire pour opérer le retirement.

« S'il ne se présente pas pour la recevoir, ou s'il se présente sans offrir en même temps le paiement du prix, lorsque la vente est faite au comptant, on applique les principes généraux relatifs à la mise en demeure du créancier... »

Le Code libanais semble s'être inspiré ici surtout du droit suisse (articles 91 et suivants) et du droit marocain et tunisien (articles 270-271 du Code des obligations du Maroc, articles 284-285 du Code des obligations de Tunisie).

1° *Conditions requises pour que le créancier soit constitué en demeure.*

a) Il faut que le paiement, et plus généralement la prestation offerts, le soient « dans des conditions régulières », c'est-à-dire après l'exigibilité de la créance, dans le lieu où elle est due, au créancier ou à son représentant.

Il faut que l'offre soit réelle, le débiteur étant en mesure de fournir la prestation; cela n'est pas dit expressément par le Code, mais semble évident <sup>(12)</sup>.

Il y aura sans doute des exceptions lorsque la dette est quérable; une offre verbale devant alors suffire. Le Code n'a pas la réglementation précise de l'article 1258 du Code civil français.

b) Il faut un refus injustifié de la part du créancier, refus qui doit être constaté par un acte officiel.

2° *Effets de la demeure du créancier.*

a) La perte ou la détérioration de la chose passent aux risques du créancier; à titre d'exemple, citons les articles 671-672 qui, dans le contrat d'entreprise, mettent les risques à la charge du maître en demeure de recevoir l'ouvrage.

b) La responsabilité du débiteur s'apprécie moins rigoureusement. L'article 294 ne dit rien; la plupart des législations qui reconnaissent effet à la demeure du créancier décident que le débiteur ne répond plus que de son dol ou de sa faute grossière (article 91 du Code des obligations suisse, article 300 du Code allemand, article 122 du Code soviétique, arti-

(12) Cf. VON TUHR : Partie générale du code fédéral des obligations.

Article 271 du code des obligations du Maroc; 285 du code des obligations de Tunisie : « le créancier n'est pas en demeure lorsqu'au moment où le débiteur offre d'accomplir son obligation, ce dernier n'est réellement pas en état de l'accomplir ».

cle 287 du Code des obligations de Tunisie, article 273 du Code des obligations du Maroc).

c) La dette cesse de produire ses intérêts ; le débiteur qui était en demeure et qui a offert l'exécution cesse de l'être et ne doit plus d'intérêts moratoires.

d) Le débiteur va pouvoir se libérer définitivement sans le concours du créancier, soit par la consignation, soit par la vente suivie de la consignation du prix. C'est le seul effet reconnu par le Code civil français aux offres réelles (article 1257 et suivants).

1. Si la chose due est susceptible de consignation, celle-ci est effectuée dans le lieu et dans les conditions indiquées par le Tribunal du lieu du paiement (article 296, alinéa 1<sup>er</sup>).

2. Le juge peut autoriser la vente publique de la chose suivie de la consignation du prix dans certains cas :

— si la chose due n'est pas susceptible de consignation ;

— si elle est sujette à dépérissement ;

— si l'entretien en est trop onéreux.

Ce sont les formules mêmes de l'article 94 du Code des obligations suisse.

e) La demeure du créancier peut produire un effet spécial « lorsque l'objet de l'obligation est un fait et qu'il ne consiste pas dans la livraison d'une chose ». « Le débiteur peut, une fois le créancier en demeure, résilier le contrat, conformément aux dispositions qui régissent la demeure du débiteur ». L'article 295 est le pendant de l'article 241, rencontré au sujet de la demeure du débiteur.

Par ce parallélisme à peu près complet entre les deux situations, le Code assure l'équilibre et l'égalité entre les deux parties dans les contrats synallagma-

tiques. C'est également la solution de l'article 95 du Code des obligations suisse.

f) Lorsque le créancier est en demeure, il paraît certain que le débiteur a droit au remboursement des dépenses qu'il fera pour conserver la chose et à des dommages-intérêts s'il subit un préjudice.

La demeure du créancier et avec elle, ses effets, cesseront dès que le créancier se déclarera prêt à recevoir la prestation.



## CHAPITRE II

### LA LIBERATION DU DEBITEUR A LA SUITE D'UNE IMPOSSIBILITE D'EXECUTION

L'article 254 présume en faute le débiteur défaillant. Il doit pouvoir, si l'inexécution ne lui est pas imputable, être exonéré de toute responsabilité. L'article 341 le lui permet en ces termes : « L'obligation s'éteint lorsque depuis qu'elle est née, la prestation qui en fait l'objet est devenue impossible, naturellement ou juridiquement sans le fait ou la faute du débiteur ».

Deux remarques s'imposent à la lecture de ce texte :

1° Le Code envisage comme cause étrangère libératoire toute impossibilité d'exécution ; il ne parle pas, tout au moins dans ce texte de principe, de force majeure ou de cas fortuit. L'impossibilité d'exécution pourrait être due à la faute du débiteur, en ce cas il en serait tenu ; en dehors de là, de quelque événement ou circonstance dont elle résulte, elle doit produire un effet libératoire.

Il n'y a pas alors à distinguer entre le cas fortuit et la force majeure ; la discussion du droit français serait vaine ; nous ne trouvons qu'un texte visant le cas fortuit : c'est l'article 613 du bail à ferme, texte qui est la copie de notre article 1772.

Du moment que la cause de l'inexécution est étrangère au débiteur, il sera libéré.

2° Et c'est là la deuxième remarque : l'impossibilité pour être exonératoire doit être étrangère au débiteur, elle doit être arrivée sans son « fait ou sans sa faute » (article 341) et l'article 342 dit aussi : « un événement étranger ». Faut-il attacher un sens particulier au mot *fait* de l'article 341 ? Cela veut-il dire que le débiteur sera tenu non seulement de l'impossibilité imputable à sa faute, mais aussi de l'impossibilité imputable à son fait, c'est-à-dire résultant de certains risques inhérents à son activité ? Ce serait la théorie de M. Josserand sur le cas fortuit. Sans doute dans les divers contrats, nous avons pu voir que dans certaines hypothèses, pour se libérer, le débiteur était tenu de rapporter la preuve précise d'un événement extérieur : preneur au cas d'incendie dans le contrat de louage, locateur de services pour la conservation de la chose remise, transporteur dans le contrat de transport, maître dans le contrat de travail, hôteliers et aubergistes à l'égard de leurs clients.

Dans ces divers cas où la responsabilité est plus grande, une certaine place paraît faite en effet à la théorie du risque. Cela ne doit pas nous étonner lorsque l'on sait le rôle de M. Josserand. Mais dans les autres contrats : mandat, dépôt, prêt à usage, société etc..., il faut permettre au débiteur de se libérer en prouvant qu'il a rempli les obligations auxquelles il était tenu, qu'il n'a pas commis de faute.

L'impossibilité d'exécution apparaît ainsi comme une notion relative.

En droit français, diverses théories s'opposent sur la notion de force majeure ; les uns considèrent la force majeure comme un événement étranger déter-

miné, notamment M. Demogue. Pour d'autres, au contraire, elle s'identifie avec l'absence de faute (1). En droit libanais, c'est cette dernière solution qui semble être le principe. Le texte même de l'article 341 paraît bien autoriser une preuve contraire : « L'impossibilité doit être survenue *sans* la faute ou le fait du débiteur ». Mais on pourra se montrer plus ou moins sévère sur la notion même de faute et faire répondre le débiteur de sa plus petite négligence.

## PARAGRAPHE 1

### CONDITIONS QUE DOIT PRESENTER L'IMPOSSIBILITE D'EXECUTION POUR ETRE LIBERATOIRE

La doctrine et la jurisprudence traditionnelles en France, de même que dans les divers droits que nous comparons, sont unanimes à reconnaître que le débiteur n'est pas libéré par la preuve même d'un événement étranger à lui et qui est la cause de son inexécution.

Cette impossibilité que le débiteur invoque n'est peut-être qu'apparente, peut-être aussi avait-il prévu cette circonstance et aurait-il pu, par une prudence plus grande, l'éviter ? Il faut alors exiger du débiteur la preuve que cette cause étrangère a entraîné pour lui une impossibilité d'exécution définitive, absolue, qu'il n'a pu par aucun moyen, ni prévoir ni éviter. C'est en ce sens que l'on peut dire qu'aucun événement ne constitue en lui-même un cas de force majeure.

(1) ESMEIN, dans Planiol et Ripert, t. VI, p. 250 et suivantes.

Ces dispositions de notre droit français se retrouvent dans le Code libanais. Déjà la jurisprudence libano-syrienne avait fait directement appel aux arrêts de notre Cour de Cassation. L'article 22 du Code civil ottoman alors en vigueur se prêtait à une semblable interprétation : « La force majeure s'apprécie selon sa valeur ».

Avec le nouveau Code, la jurisprudence ne pourra que s'affirmer.

#### 1° LA FORCE MAJEURE DOIT ÊTRE IMPRÉVISIBLE

Si le débiteur en s'engageant dans le lien du contrat avait prévu ou pouvait prévoir l'événement insurmontable qui a mis obstacle à l'exécution de son obligation, le bon sens et l'équité conduisent à ne pas le libérer de son obligation le jour où l'événement se réalise. On peut dire qu'il a commis une faute en promettant ce qu'il savait ne pouvoir fournir, faute dont il doit être tenu.

Cette cause étrangère a pu aussi apparaître comme possible au cours de l'exécution du contrat, et le débiteur devait prendre toutes les mesures nécessaires pour l'éviter (2).

Le Code libanais n'exige pas formellement l'imprévisibilité de l'événement étranger. On peut en trouver cependant une application dans l'article 640. Il s'agit dans ce texte de la responsabilité du locateur de services pour la perte ou la détérioration des choses remises pour son travail, par suite de soustraction frauduleuse ou d'incendie : « elles ne sont pas considérées, par elles-mêmes, comme des cas de force majeure exonérant le locateur, si ce

(2) Cass. Req. 19 février 1924, D. h. 1924, p. 186 ; Cass. civ., 17 juin 1925, G. P. 1925-2-392 ; Tribunal commerce Havre, 12 juillet 1932, dans *Revue Trimestrielle droit civil*, 1932, p. 1106.

dernier ne prouve qu'il a déployé toute diligence pour se prémunir contre ces risques ».

L'article 566 semble implicitement s'inspirer de la même idée. En imposant au preneur dans le louage de choses, pour se libérer au cas d'incendie, la preuve d'un cas de force majeure, d'un vice de construction ou de la communication du feu par une maison voisine, il reconnaît que l'incendie n'est pas par lui-même un cas fortuit. On peut en effet le prévoir, tout au moins dans certains cas, et prendre les mesures requises pour y remédier. L'incendie ne justifiera la libération du débiteur que si ce dernier prouve qu'il résulte d'un cas de force majeure, c'est-à-dire qu'il a entraîné une impossibilité soudaine et absolue d'exécution.

La jurisprudence antérieure au code s'était prononcée pour la nécessité d'une impossibilité imprévisible.

On peut citer un arrêt très net de la Cour d'appel de Beyrouth du 13 janvier 1927 (3). Il s'agissait en l'espèce de tapis volés en plein désert dans un camion laissé sans garde. La Cour se refuse à voir dans ce vol une cause exonératoire : « attendu que le cas fortuit ne saurait être invoqué qu'au cas où l'événement n'aurait pu ni être prévu, ni être empêché ». Il est évident qu'un tel vol était à prévoir dans une région sans cesse sillonnée de pillards. Les débiteurs étaient donc responsables de n'avoir pris aucune précaution pour éviter la perte de la chose due.

Les Codes marocain et tunisien des obligations consacrent expressément ce caractère de la force majeure dans la définition même qu'ils en donnent :

(3) Cour d'appel de Beyrouth, 13 janvier 1927, 3<sup>e</sup> année, *Gazette des Tribunaux libano-syriens*, fascicule 4, page 908; dans le même sens : Cassation Syrie 14 février 1933, 9<sup>e</sup> année, fascicules 1 et 2, p. 1.

« tout fait que l'homme ne peut prévenir » (articles 269 Code des obligations du Maroc, 283 Code des obligations de Tunisie).

Et la jurisprudence marocaine décide par exemple que les pluies violentes, qui sont au Maroc un événement fréquent et prévisible, ne peuvent être invoquées comme cas fortuit <sup>(4)</sup> ; de même l'incendie, sauf seulement s'il est dû à une cause naturelle, tel le feu du ciel <sup>(5)</sup>.

L'article 118 du Code civil soviétique ne libère également le débiteur que s'il prouve que « l'impossibilité d'exécuter résulte de circonstances qu'il n'a pu prévenir ».

## 2° LA FORCE MAJEURE DOIT ÊTRE GÉNÉRALE

On a coutume d'indiquer par ce caractère que l'impossibilité ne doit pas être spéciale au débiteur, mais doit exister à l'égard de toute autre personne placée dans les mêmes conditions.

Pour apprécier la force majeure, on va, non pas se placer dans la situation concrète du débiteur, mais envisager quelle serait la conduite d'un homme moyen, mis à sa place. Il est évident qu'une telle appréciation ne peut se concevoir que pour des obligations impersonnelles ; livrer telle chose déterminée, restituer un objet loué ou emprunté, exécuter un mandat, etc... Lorsqu'il s'agit d'une prestation personnelle dans un contrat passé *intuitu personae*, cette condition disparaît. Il s'agit, par exemple, d'un peintre en renom qui doit faire un tableau, d'un artiste qui doit donner une représentation, etc. Le débiteur,

(4) Cour d'appel de Rabat, 17 décembre 1929 (R. A. C. 1930, p. 376).

(5) Cour d'Appel de Rabat, 23 décembre 1925 (R. P. 1927, p. 108).

dans ce cas, sera libéré par la seule impossibilité imprévisible et absolue.

C'est dans cette distinction qu'il faut chercher l'explication des solutions généralement admises en matière de maladie du débiteur. Sa maladie sera exonératoire en cas d'obligation personnelle, tout au moins si elle est assez grave; dans les autres cas, il faudra se montrer plus sévère.

C'est en vertu de cette généralité requise pour que l'impossibilité soit exonératoire que le débiteur reste tenu de la perte par cas fortuit des choses de genre : article 49 a contrario, article 397 pour la vente.

### 3° LA FORCE MAJEURE DOIT ÊTRE ABSOLUE ET DÉFINITIVE

Déjà le droit libanais, avant le Code de 1932, suivait sur ce point l'interprétation de la jurisprudence française. Pour cette dernière, il ne suffit pas que l'événement de force majeure entraîne une difficulté plus grande dans l'exécution; pour être libératoire, l'impossibilité doit être insurmontable. Le débiteur s'est engagé par le contrat à fournir telle prestation déterminée; tant qu'il lui est possible de s'exécuter, même au prix d'efforts extraordinaires, il reste tenu.

La question s'est posée en pratique au cours de la dernière guerre pour des contrats, que les circonstances nouvelles, imprévues au moment de l'engagement, rendaient d'une exécution difficile et très onéreuse. La Cour de Cassation française s'est toujours refusée à voir dans ces circonstances nées de la guerre, une impossibilité d'exécution, contrairement à la jurisprudence du Conseil d'Etat <sup>(6)</sup>.

(6) Cass. civ. 4 août 1915, S. 1916-1-17; Cour Rouen 6 juin 1916, G. T. 1916-2-145; *contra*, C. Etat 30 mars 1916 (D. 1916-3-25) affaire du Gaz de Bordeaux, L. du 21 janvier 1918, loi Failliot.

Un arrêt de la Cour de Cassation libanaise du 31 mai 1928 (7) fait une application du principe à un contrat de concession. Le concessionnaire des eaux du Nahr el Salib et du Nahr el Assal avait cédé sa concession à des sociétés qui n'exécutent pas les travaux envisagés. Elles invoquent la guerre comme un cas de force majeure ayant mis obstacle à l'exécution de leur contrat ; mais la Cour de Cassation libanaise reprenant les arguments mêmes de la Cour de Cassation française, rejette cette interprétation : « attendu, dit-elle, que la guerre ne constitue pas juridiquement, ipso facto, un cas de force majeure, mais seulement un obstacle momentané à l'exécution de la convention, le fait que cette exécution était devenue plus onéreuse ou plus difficile en raison de la guerre ne la rendant pas totalement impossible ; qu'il importe peu que la guerre ait modifié les conséquences économiques du contrat et que l'un des contractants subisse, de ce fait, une perte qu'il ne pouvait pas prévoir au moment où il s'est engagé, ce dernier restant légalement tenu de remplir ses obligations... ».

Le droit libanais se refuse donc également à voir dans l'imprévision une cause exonératoire (8). Il est intéressant de comparer la tendance contraire de plusieurs législations.

Tout d'abord, au cours même de la guerre, un décret du 27 mai 1915 vint décider en Italie que « la guerre est considérée comme force majeure non seulement quand elle rend impossible l'exécution, mais encore quand elle la rend extrêmement oné-

(7) Cass. libanaise, 31 mai 1923, *Gazette des Tribunaux libano-syriens*, 4<sup>e</sup> année, fas. 8 et 9, p. 159.

(8) Dans le même sens droit marocain article 269 ; Tribunal civil, première instance Casablanca 4 mars 1920, R. P. 1921, p. 146 : « la force majeure s'entend uniquement des faits qui rendent l'exécution de la convention impossible et non des événements qui la rendent plus difficile ».

reuse ». Cette mesure était conforme à la majorité de la doctrine et de la jurisprudence italiennes qui se contentent pour libérer le débiteur d'une difficulté d'exécution dépassant les efforts qu'il est normal d'exiger <sup>(9)</sup>.

Les interprètes du Code civil allemand admettent que l'impossibilité d'exécution prévue à l'article 275 n'est pas une impossibilité absolue : « impossibilité par suite d'une circonstance survenue depuis la naissance du rapport d'obligations » ou « impuissance du débiteur ultérieurement survenue d'exécuter la prestation ».

En droit suisse, le principe est le même que celui du droit libanais et du droit français. Mais la jurisprudence du Tribunal fédéral s'est montrée, dans certains cas, plus indulgente en décidant que « si dans la règle, celui qui a conclu un contrat assume les risques d'une transformation préjudiciable des conditions d'exécution, il peut en être autrement lorsque des événements exceptionnels et qui ne pouvaient être prévus ont pour conséquence de rendre l'exécution du contrat si onéreuse pour le débiteur que le maintien de l'obligation conduirait à sa ruine » <sup>(10)</sup>.

Il faut enfin noter la solution toute récente du Code des obligations de la République de Pologne qui, dans son article 269, consacre expressément la libération du débiteur à la suite d'imprévision : « lorsque, par suite d'événements exceptionnels tels que : guerre, épidémie, perte totale des récoltes et autres cataclysmes naturels, l'exécution de la prestation se heurterait à des difficultés excessives ou menaçant l'une des parties d'une perte exorbitante que les parties n'ont pas pu prévoir lors de la conclusion du

(9) RADOUANT : *Cas fortuit et force majeure*. Thèse Paris, 1920, pages 91 et suivantes.

(10) A. T. F. 4 mai 1922, vol. 48, II, p. 246.

contrat, le Tribunal peut, s'il le juge nécessaire, d'après les principes de la bonne foi et après avoir pris en considération les intérêts des deux parties, fixer le mode d'exécution, le montant de la prestation ou même prononcer la résolution de la convention ».

L'impossibilité d'exécuter peut n'être que momentanée, on ne peut dire alors qu'elle soit absolue. L'obligation, au lieu de s'éteindre, ne sera que suspendue ; la force majeure justifiera peut-être le retard, mais non l'inexécution. L'article 492 du Code libanais dans la vente à livrer avec avance de prix paraît faire une application de cette idée.

Une impossibilité momentanée, par conséquent non libératoire, peut résulter également de la maladie, de la guerre, de la grève, etc...

#### 4° LA FORCE MAJEURE DOIT ÊTRE EXCLUSIVE DE TOUTE FAUTE DU DÉBITEUR (article 342)

Par sa définition même, la force majeure libère le débiteur parce que l'inexécution n'est pas imputable à ce dernier ; elle doit logiquement perdre son caractère exonératoire dès que la faute reparaît. C'est ce que décide l'article 342 : « le créancier peut établir que l'événement étranger au débiteur a été précédé ou accompagné d'une faute de sa part ».

On peut dire que toutes les législations sont d'accord sur ce point lorsqu'elles exigent que la force majeure ne soit pas imputable au débiteur, et de nombreuses applications sont faites de ce principe dans les codes et par la jurisprudence.

Mais l'article 342 du Code libanais précise cette condition dans un texte de principe, ainsi que le faisait l'article 263 du Code marocain : « n'est pas considérée comme force majeure la cause qui a été occasionnée par une faute précédente du débiteur ».

Le Code libanais fait appel à la faute accompagnant la force majeure pour maintenir la responsabilité du débiteur dans diverses situations.

L'article 342 reconnaît expressément que le retard ayant motivé la demeure rend le débiteur responsable du cas fortuit. L'article 492 applique cette responsabilité au vendeur en demeure dans la vente à livrer avec avance de prix ; l'article 612 au fermier en cas de perte des fruits, lorsque le bail donne au propriétaire une quantité de la récolte en nature ; l'article 639, al. 2, au locateur de services en demeure de restituer les choses remises pour le travail ; l'article 747, al. 3, à l'emprunteur en demeure de restituer la chose prêtée.

D'autres textes qui établissent une responsabilité aggravée peuvent également être rattachés à l'article 342 : on peut y relever une faute dans la conduite du débiteur.

C'est l'article 621 qui libère le fermier de la perte des choses remises, au cas seulement de force majeure non imputable à sa faute ; l'article 700, qui rend le dépositaire responsable de la cause étrangère lorsqu'il fait usage ou dispose du dépôt sans autorisation (voir les articles 474 du Code des obligations suisse et 747 et 787 du Code civil ottoman) ; l'article 734, al. 3, en vertu duquel l'emprunteur répond de la force majeure quand il confie la chose prêtée à un tiers, sans nécessité ; l'article 747, qui fixe les cas où l'emprunteur doit répondre de la force majeure (voir article 848 du Code civil ottoman, 626 du projet franco-italien, 1881 du Code civil français) ; enfin l'article 867, qui déclare l'associé tenu de la force majeure lorsqu'elle a été déterminée par sa faute.

En dehors de ces cas précis, et en règle générale, on peut dire que la force majeure, pour justifier l'inexécution, doit être exempte de toute intervention

fautive du débiteur ; elle doit exister à « l'état pur », selon l'expression de M. H. DE PAGE <sup>(11)</sup>. Le débiteur a dû faire tout son possible pour l'éviter. Elle résulte seulement, dit un arrêt précité de la Cour de Cassation de Syrie : « de tout événement indépendant de la volonté humaine et qui n'a pu être ni prévu, ni être conjuré ».

## PARAGRAPHE 2

### LES PRINCIPAUX CAS D'IMPOSSIBILITE D'EXECUTION

Le Code libanais, employant une terminologie plus exacte que d'autres codes, indique comme cause de libération du débiteur, toute impossibilité d'exécution. Cette expression générale englobe un domaine plus vaste que celui de la force majeure proprement dite ; c'est tout événement étranger au débiteur qui justifiera son inexécution ; c'est du reste ce que l'on a coutume de comprendre dans les diverses législations dans la notion de force majeure.

L'article 341 précise que l'obligation s'éteint lorsque la prestation qui en fait l'objet est devenue impossible, naturellement ou juridiquement. C'est reconnaître comme cause étrangère toutes les circonstances entraînant la disparition matérielle, naturelle de la chose : perte par le feu, l'inondation, le vol, etc., du moment qu'elles remplissent les conditions exigées. C'est admettre aussi les événements qui, sans amener la perte effective de la chose promise ou l'impossibilité physique d'exécution, sont causes d'une dispa-

(11) H. DE PAGE : *Traité de droit civil belge*. T. II, *Théorie de la responsabilité contractuelle*, p. 500 et suiv.

rition juridique ou d'un obstacle moral : par exemple, en cas de réquisition des objets promis, ceux-ci existent bien, mais le débiteur est dans l'impossibilité de les livrer <sup>(12)</sup>. De même, à la suite d'expropriation si la chose déposée est revendiquée par le propriétaire (article 652 du projet franco-italien).

L'impossibilité d'exécution pourra donc résulter :

### 1° D'ÉVÉNEMENTS NATURELS

qui sont partout regardés comme mettant un obstacle insurmontable à l'exécution : orage, inondations, tremblements de terre, grêle, gelée, etc., chaleur <sup>(13)</sup> qui détruisent la chose due. C'est le domaine propre de la force majeure.

Ces phénomènes naturels pourront varier selon les régions ; c'est ainsi que l'article 269 du Code marocain prévoit le cas de sécheresse et l'invasion de sauterelles.

### 2° DES ACTES DE L'AUTORITÉ.

On cite d'abord la réquisition par l'autorité publique des choses faisant l'objet du contrat (l'article 652 du projet franco-italien applique ce cas à la responsabilité du dépositaire). Il faut faire entrer dans ce cas de force majeure toutes les hypothèses où une prohibition de la puissance publique empêche le débiteur d'exécuter ; on peut citer, à titre d'exemple, un arrêt de la Cour d'Appel de Rabat (31 mai 1922, *G. P.*, 1932-2-440) constatant un cas de force majeure dans l'application d'un traité diplomatique.

(12) Au sujet de l'impossibilité morale, voir arrêt Chambéry 31 juillet 1915, sur la fermeture des casinos au début de la guerre, *G. P.* 1916-2-85.

(13) Cass. Req. 24 novembre 1931, *G. P.* 1932-1-202.

Seront également des événements de force majeure une interdiction d'exportation non prévisible, ou une expropriation pour cause d'utilité publique.

### 3° DE CERTAINS ÉVÉNEMENTS EXTÉRIEURS

tels que la guerre ou la grève, le vol, le fait d'un tiers (article 641), la maladie.

Ces événements, pour être exonératoires, doivent remplir les conditions examinées ci-dessus, c'est-à-dire qu'ils doivent entraîner une impossibilité réelle et absolue. Pour la grève notamment, la jurisprudence française, qui est celle aussi du droit libanais, exige, pour libérer le débiteur, qu'elle éclate à l'improviste et entraîne non pas une gêne dans la production ou les transports, mais un arrêt complet et général (14).

### 4° DU VICE OU DE LA NATURE DE LA CHOSE.

Le code reconnaît que dans ce cas, l'impossibilité d'exécution doit être également libératoire, et cela dans plusieurs hypothèses.

Les articles 549, 566, 580 exonèrent le preneur dans le louage des choses lorsqu'il y a un vice de construction ayant entraîné des dégâts, l'incendie ou la perte de la chose louée. Dans le louage de travail, le locateur de services ne répond pas de la chose à lui remise si elle périt par suite d'un vice propre ou de son extrême fragilité (article 639). Il en est de même pour les hôteliers à l'égard des effets apportés par les voyageurs (article 641). Le transporteur est libéré quand la perte de la chose provient d'un vice (article 683), également le dépositaire (article 614).

(14) Cass. Req. 280 et 1907 S. 1908-1-32 et Cass. Req. 17 juillet 1912, S. 1913-1-331.

Nous trouvons des textes identiques dans toutes les législations : les articles 1733, 1755 du Code civil français et la jurisprudence sur le transport et la responsabilité des hôteliers ; les articles 447, 487 du Code des obligations suisse, 664 du projet franco-italien, 701 du Code civil allemand, 783 du Code des obligations de Tunisie et 679 du Code des obligations du Maroc.

5° ENFIN DE LA FAUTE DU COCONTRACTANT OU DES PERSONNES DONT IL RÉPOND.

C'est, dans le domaine contractuel, la réplique de la faute de la victime en matière délictuelle. Si l'impossibilité d'exécuter dans laquelle se trouve le débiteur provient d'une intervention fautive du créancier, on ne peut lui en tenir rigueur. Sa responsabilité va disparaître si la faute est toute entière à la charge du cocontractant ; elle sera atténuée s'il y a faute commune. Divers textes du code adoptent cette solution. En voici quelques exemples.

— L'article 549 libère le preneur des réparations locatives occasionnées par le fait du bailleur.

— L'article 580 : le preneur ne répond pas de la perte ou de la détérioration de la chose résultant du défaut des réparations qui incombent au locateur.

— L'article 641 : les aubergistes et hôteliers ne sont plus responsables s'ils prouvent que le dommage est imputable au voyageur lui-même, aux personnes qui le visitent, l'accompagnent ou sont à son service.

— L'article 634 : le salaire reste dû à l'ouvrier « s'il n'a pu prêter ses services ou accomplir l'ouvrage pour une cause dépendant de la personne du commettant ».

— L'article 645 supprime et l'article 649 réduit la responsabilité du patron vis-à-vis de son employé lorsque la maladie ou l'accident sont dus à la faute de ce dernier.

— Les articles 683, 688 : le transporteur est libéré par la preuve de la faute de l'expéditeur ou de la victime.

— L'article 714 : le dépositaire est exonéré de la perte survenue par le fait du déposant.

### PARAGRAPHE 3

#### LES EFFETS DE L'IMPOSSIBILITE D'EXECUTION

1° L'effet principal de la force majeure est de libérer le débiteur : l'obligation s'éteint, dit l'article 341, mais seulement dans la mesure où l'exécution est devenue impossible. L'extinction de l'obligation peut donc n'être que partielle si l'impossibilité ne vise qu'une partie de la prestation.

2° Le débiteur libéré doit céder au créancier les droits et actions en indemnité relatifs à la prestation jadis due et il doit lui remettre, s'il y a lieu, tout ce qui subsiste de la chose qui a péri. Il est en effet normal que le débiteur qui ne doit plus la prestation promise soit tenu de donner au créancier tout ce qui peut s'y rattacher.

Une application précise est faite dans l'article 715 pour le dépôt : « le dépositaire auquel la chose a été enlevée par un cas de force majeure et qui a reçu une somme ou quelque chose à la place, doit restituer ce qu'il a reçu ». C'est également ce que décide l'article 1934 du Code civil français.

3° Lorsqu'il s'agit d'un contrat synallagmatique, l'extinction d'une obligation par suite de la force

majeure entraîne la résolution de plein droit du contrat et pose la question des risques. La contre-prestation se trouve éteinte et il s'agit alors de déterminer qui, en définitive, supportera la perte (articles 243, 244).

Le Code civil français consacre aussi cette résolution dans divers textes (article 1722 : louage d'immeuble, 1241 : louage de chose, 1788, 1790).

De même, l'article 338 du Code marocain, comme l'article 323 du Code civil allemand et 118 du Code des obligations suisse, décident que celui qui ne peut exécuter perd sa prétention à la contre-prestation.

— Les effets de la force majeure pourront naturellement être modifiés par les parties dans leur convention. Elles pourront mettre à la charge de l'une d'elles le cas de force majeure. L'article 613 décide, par exemple, que le fermier peut être chargé des cas fortuits par une stipulation expresse. Cependant une telle clause n'est pas toujours permise. L'article 613 lui-même a soin de préciser que cette stipulation ne doit viser que les cas fortuits ordinaires, et l'article 748, paragraphe 1<sup>er</sup>, rend nulle « toute stipulation qui mettrait à la charge de l'emprunteur les cas de force majeure autres que ceux prévus à l'article précédent ».



## CHAPITRE III

### LES MODIFICATIONS CONVENTIONNELLES DE LA RESPONSABILITE

Nous avons jusqu'à présent examiné la responsabilité contractuelle telle qu'elle découle des textes. Les parties vont-elles pouvoir, par une convention, déroger aux principes contenus dans la loi et soit aggraver, soit restreindre leur responsabilité ? Nous avons vu que les parties pouvaient, en principe, en vertu de la liberté des conventions, se charger des cas de force majeure, dans certaines hypothèses.

La question essentielle qui se pose maintenant est donc celle de savoir si les parties vont pouvoir limiter leur responsabilité ou même s'exonérer entièrement par une clause du contrat. Le droit libanais reconnaît-il les clauses de non responsabilité ?

L'étendue de la responsabilité peut se trouver modifiée de plusieurs manières ; nous examinerons d'abord les diverses clauses auxquelles le débiteur peut recourir pour diminuer sa responsabilité. Nous verrons ensuite que le Code libanais admet, en principe, la validité de telles clauses, sauf à y apporter certaines limites.

## PARAGRAPHE 1

### LES DIVERSES CLAUSES ATTENUANT LA RESPONSABILITE

#### 1° CLAUSES DE NON RESPONSABILITÉ.

Le débiteur peut, dans le contrat ou par une convention particulière, spécifier qu'au cas où il n'exécutera pas son obligation, il n'en sera cependant pas tenu ; il s'exonère à l'avance de sa faute ou de sa négligence, mettant à la charge de son cocontractant la perte résultant d'une inexécution. Il peut également déclarer qu'il ne répondra pas de la faute de ses préposés ou des autres personnes pour lesquelles il est légalement tenu.

Il s'agit bien là d'une clause de non responsabilité. C'est par exemple le dépositaire qui se libère de sa responsabilité au cas de perte de la chose confiée, ou le transporteur au cas d'avaries ou de perte des marchandises transportées ; c'est en matière maritime la clause par laquelle l'armateur stipule qu'il ne répondra pas des fautes du capitaine ou des gens de l'équipage.

De ces clauses de non responsabilité, il faut avoir soin de distinguer l'assurance de responsabilité. Par cette dernière, le débiteur ne se libère pas de sa faute ; il reconnaît qu'il doit en répondre, mais prend, justement pour le cas où elle se produirait, certaines mesures pour assurer la réparation du préjudice causé. Le créancier garde toujours son droit de recours contre le débiteur en faute, droit qu'il perd avec une clause de non responsabilité.

Le Code libanais, dans son article 966, permet une telle assurance de responsabilité, mais décide toute-

fois « que l'assureur ne répond pas, nonobstant toute convention contraire, des pertes et dommages provenant d'une faute intentionnelle de l'assuré ». Ce texte s'inspire de l'article 12 de la loi française du 13 juillet 1930 sur le contrat d'assurance, qui permet expressément l'assurance des fautes lourdes.

## 2° CLAUSES LIMITATIVES DE RESPONSABILITÉ.

Le débiteur précise que, s'il n'exécute pas son obligation et qu'il en résulte un dommage pour le créancier, il ne sera tenu envers ce dernier que jusqu'à concurrence d'une somme qu'il détermine, ou bien il réparera le tiers, le quart, la moitié du dommage. Il se contente ici de restreindre le taux de sa responsabilité qu'il évalue à l'avance, d'une manière forfaitaire.

La clause pénale peut être une clause limitative de responsabilité si le dommage subi est supérieur à son montant ; nous en réservons l'étude avec celle de l'évaluation conventionnelle des dommages-intérêts ; elle peut être à l'inverse une clause d'aggravation de la responsabilité quand la somme fixée par elle est supérieure au préjudice dont se plaint le créancier.

Nous pouvons trouver, à titre d'exemple, une clause limitant la responsabilité dans la loi française du 31 mai 1924, sur les transports aériens : l'article 41 s'exprime ainsi : « si la valeur des marchandises n'a pas été déclarée par l'expéditeur, la responsabilité du transporteur est limitée à 1.000 francs par colis ».

Ces clauses sont très fréquentes dans tous les contrats de transports de marchandises, transports terrestres ou maritimes, et c'est presque toujours à ce sujet que la jurisprudence a eu à se prononcer (1).

(1) Cassation libanaise, 22 mai 1928, *Gazette des Tribunaux libano-syriens*, 4<sup>e</sup> année, p. 14 ; Cassation Req., 4 avril 1933, G. P. 1933-2-83.

Qu'il s'agisse d'une clause d'exonération de la responsabilité ou d'une clause d'atténuation, le code libanais les soumet aux mêmes règles en matière délictuelle (articles 138, 139). Il n'y a pas de raison pour qu'il en soit autrement pour les contrats. En général, les mêmes principes doivent s'appliquer, aussi les étudierons-nous de front.

## PARAGRAPHE 2

### PRINCIPE DE LA LICEITE DES CLAUSES EXCLUSIVES OU RESTRICTIVES DE LA RESPONSABILITE CONTRACTUELLE DANS LE CODE LIBANAIS

Le principe même de la liberté des conventions posé en termes généraux par l'article 166 : « les particuliers règlent leurs rapports juridiques à leur gré, réserve faite des exigences de l'ordre public et des bonnes mœurs et compte tenu des dispositions légales qui ont un caractère impératif », paraît à lui seul autoriser des clauses modifiant la responsabilité contractuelle. Chaque fois qu'il n'y a pas de texte qui s'y oppose, ou qu'elle n'est pas contraire à l'ordre public, une clause de non responsabilité doit être permise.

Il n'y a pas dans le code, en matière contractuelle, un texte de principe semblable aux articles 138 et 139 pour les délits et posant la règle de la validité des clauses de non responsabilité. Cependant l'article 267 reconnaît accessoirement cette validité : « La clause pénale, dit-il, est valable alors même qu'elle équivaudrait, en fait, à une clause de non responsabilité, réserve faite du dol du débiteur ». On peut conclure

qu'en dehors de ce cas toute clause de non responsabilité est licite. De plus, le code prend soin, dans plusieurs textes, de préciser que le débiteur ne pourra pas s'exonérer de sa responsabilité : article 431, article 636, article 650, article 748, etc... N'est-ce pas reconnaître qu'il peut le faire si cela ne lui est pas expressément interdit ? Enfin le code admet l'exonération tout au moins pour la faute non intentionnelle dans les délits (article 139) ; à plus forte raison doit-il l'admettre pour les contrats, domaine de la liberté des parties. Le droit libanais antérieur avait consacré dans quelques textes les clauses restrictives de responsabilité ; on peut citer l'article 62 du Code de commerce ottoman, qui prévoit la fixation préalable de dommages-intérêts en matière de commission de transport ; l'article 58 du même code, qui dispose que le commissionnaire est responsable à moins de clauses contraires.

Quelques décisions très nettes avaient été rendues par la jurisprudence (2). Un arrêt de la Cour d'appel du Grand Liban, du 26 février 1925, s'exprime en ces termes : « la clause de connaissance prévoyant la responsabilité limitée de la compagnie de transports à raison de tant par colis perdu est valable, la convention faisant la loi des parties, quand elle n'est pas défendue par la loi ou les bonnes mœurs ».

La Cour de Cassation libanaise (3) admet la même formule : il s'agissait en l'espèce d'une clause de non responsabilité d'un propriétaire de navire à l'égard des fautes du capitaine ; mais la Cour généralise et déclare : « attendu que, si au principe absolu de la liberté des conventions, on ajoute celui de la liberté

(2) Cass. libanaise, 22 mai 1928, 4<sup>e</sup> année, p. 14 ; *Gazette des Tribunaux libano-syriens*.

(3) Arrêt précité.

pour les parties de limiter entre elles, par une clause pénale, le montant de la réparation du préjudice causé, ainsi que celui de la validité des contrats, on est amené nécessairement à conclure à la légalité absolue des clauses d'irresponsabilité insérées dans la généralité des connaissements ».

On peut donc conclure à la validité de principe des clauses de non responsabilité en droit libanais, sauf ensuite à déterminer les exceptions qui seront, nous le verrons, importantes. Le Code rejoint ici la majorité des législations modernes qui n'excluent les clauses de non responsabilité qu'en cas de faute lourde et de dol <sup>(4)</sup>.

En droit français, la question est une des plus controversées. De nos jours, l'ensemble de la doctrine en reconnaît la validité, tout au moins lorsqu'il s'agit de l'exonération d'une faute légère ou d'une limitation de responsabilité. La loi reconnaît dans certains textes la possibilité de ces clauses : l'article 1627 du Code civil, pour la garantie d'éviction dans la vente ; l'article 98 du Code de commerce ; les articles 42 et 48 de la loi du 31 mai 1924 sur les transports aériens, qui autorisent le transporteur à s'exonérer des fautes des préposés dans la conduite de l'appareil, ou des risques de l'air, à la condition que l'aéronef soit en bon état de navigabilité et que le personnel soit muni des brevets réglementaires. Cette clause joue même dans le transport de personnes.

La jurisprudence aussi leur fait produire effet, mais un effet restreint : celui de renverser la charge de la preuve. Lorsque l'inexécution se produit, le débiteur ne va pas, en fait, se trouver libéré parce qu'il avait stipulé son irresponsabilité ; mais au lieu

(4) Art. 105 du projet franco-italien, art. 100 du C. O. S. art. 276, paragraphe 2 du cc. all., art. 240, paragraphe 2 du code polonais, art. 232 du code marocain et 244 du code tunisien.

d'être tenu par le fait même de l'inexécution (article 1147) sauf à démontrer une cause étrangère, c'est au créancier à faire la preuve de sa faute <sup>(5)</sup>. La jurisprudence n'admet une exonération définitive que pour les clauses limitatives.

Sur cette interprétation jurisprudentielle, les avis sont partagés. MM. MAZEAUD et DURAND se prononcent contre la jurisprudence et se montrent partisans d'une exonération complète du débiteur.

M. DEMOGUE justifie la jurisprudence en faisant remarquer qu'elle n'autorise pas le débiteur à se libérer en cas de faute prouvée afin de protéger le public en face des contrats d'adhésion (surtout le contrat de transport).

Pour M. ESMEIN, il ne faudrait admettre la validité des conventions d'irresponsabilité que dans la mesure où elles ont pour objet d'écarter la garantie d'un risque, mais non lorsqu'elles suppriment une responsabilité. La jurisprudence s'explique, d'après lui, par le caractère légal de l'obligation d'exécuter un engagement contractuel <sup>(6)</sup>.

Il est intéressant ici de faire appel au droit belge qui, parti des mêmes principes généraux, aboutit à une solution un peu différente. M. DURAND <sup>(7)</sup> constate que la Cour de Cassation belge, après avoir admis les solutions françaises, décide, depuis 1877, que les clauses de non responsabilité ont un effet libératoire : « les seuls faits dont les parties ne peuvent décliner la responsabilité sont ceux qui entachent la mauvaise foi ou le dol ».

(5) Cass. civ. 9 novembre 1915, D. 1921-1-23.

Cass. civ. 4 novembre 1930, G. P. 1930-2-893.

(6) ESMEIN, Trois problèmes de responsabilité civile, *Revue Trimestrielle de droit civil*, 1934, p. 317.

(7) DURAND : « Le droit des obligations dans les jurisprudences française et belge ».

Il faut souhaiter que le droit libanais, ne suivant pas sur ce domaine la jurisprudence française, reconnaisse un effet libératoire définitif à la clause de non responsabilité, quand elle est permise.

### PARAGRAPHE 3

#### LIMITES A LA VALIDITE DES CLAUSES DE NON RESPONSABILITE

Il y a au principe de la licéité des clauses de non responsabilité, des limites précises qui viennent en réduire la portée pratique.

1° LIMITATION. — *Le débiteur ne peut jamais s'exonérer de son dol.*

La clause de non responsabilité est valable, « réserve faite du dol », dit l'article 267. L'article 138 le dit aussi pour les délits et l'article 139 emploie l'expression « faute intentionnelle ».

La liberté des parties doit trouver une limite dans leur intention de nuire; puis le débiteur ne peut, en contractant, décider que, peut-être, il n'exécutera pas; il y aurait là une obligation sous condition potestative, annulée par l'article 84 du Code libanais dans les mêmes termes qu'en droit français.

L'exclusion du dol du domaine de la liberté des conventions est générale; c'est même en stipulant que les clauses de non responsabilité tendant à la libération pour dol ou faute lourde sont nulles que de nombreuses législations établissent, a contrario, qu'en dehors de ces cas, il faut en admettre la validité (8).

(8) Article 100 du code des obligations suisse, article 232 du code des obligations du Maroc, article 240 du code polonais, article 276, paragraphe 2, du code civil allemand.

Une question importante se pose ici : faut-il assimiler au dol, pour l'exclure des clauses de non responsabilité, la faute lourde, faute grave sans doute, mais tout de même dénuée de tout élément de mauvaise foi et qui peut résulter d'une ignorance ?

La question a pris en France, au cours de ces dernières années, une actualité nouvelle à la suite d'un arrêt de la Cour de Cassation qui avait paru annoncer un revirement dans la conception jusque là admise. La doctrine classique se prononce pour l'assimilation ; la faute lourde est tellement inexcusable et grossière, il sera, en pratique, si peu aisé de la distinguer du dol, qu'il est préférable, dit-on, de la soumettre au même régime.

C'est aussi la solution traditionnelle de la jurisprudence française <sup>(9)</sup>. Mais, dans un arrêt du 3 août 1932 <sup>(10)</sup>, la Chambre civile de la Cour de Cassation avait nettement séparé la faute lourde du dol et admis une clause de limitation de responsabilité en cas de faute lourde. La Chambre des requêtes n'a pas changé son interprétation, et l'arrêt précité ne vise qu'une clause d'atténuation de la responsabilité, non une clause d'irresponsabilité. M. JOSSERAND, dans la note qui accompagne cet arrêt, se prononce en faveur d'une distinction de régime entre la faute lourde et le dol. Le débiteur qui commet une faute grave, mais non dolosive, a tout de même droit, dit-il, à une situation meilleure que celui qui n'exécute pas volontairement, il est négligent sans doute, « il ne s'insurge pas délibérément » contre la loi du contrat.

(9) Cass. civ. 29 juin 1932, D. 1933-1-49 ; Cass. Req. 24 oct. 1932 ; D. 1932-1-176.

(10) Cass. civ. 3 août 1932, D. 1933-1-49, note Josserand. Il s'agissait en l'espèce du transport de deux chevaux de courses ; une clause limitait la responsabilité du transporteur à 5.000 francs par cheval. A la suite d'un accident, la cour se refuse à admettre la condamnation à 30.000 francs accordée par le Trib. sous prétexte qu'il y avait faute lourde et que la clause ne devait pas jouer.

MM. MAZEAUD <sup>(11)</sup> proposent une solution intermédiaire : la faute lourde est en pratique difficile à distinguer du dol ; d'où il faudrait toujours la présumer intentionnelle, présomption qui devrait tomber devant la preuve contraire.

La législation française a consacré nettement la séparation de la faute lourde et du dol dans un autre domaine : celui de l'assurance ; l'article 12 de la loi du 13 juillet 1930 permet l'assurance des fautes lourdes, non celle du dol. Pour les transports internationaux, les conventions de Berne (transports par chemin de fer) du 23 octobre 1924 et celle de Varsovie (transports aériens) du 12 octobre 1929, obligent le transporteur à réparer intégralement le préjudice en cas de faute lourde et de dol.

L'assimilation de la faute lourde au dol se rencontre dans la plupart des législations. L'article 105 du projet franco-italien et les articles 232 du Code des obligations du Maroc et 244 du Code des obligations de Tunisie, interdisent au débiteur de s'exonérer des conséquences de sa faute lourde ou de son dol. L'article 100 du Code des obligations suisse parle de « dol ou de faute grave ».

Le Code civil allemand (article 276, paragraphe 2) déclare que le débiteur ne peut être déchargé par avance « de la garantie pour fait intentionnel » et le Code polonais « du préjudice qu'il pourrait causer intentionnellement au créancier ». Ils ne visent en ces termes que le dol, mais en droit allemand l'assimilation est aussi traditionnelle.

De même, le Code libanais, dans l'article 267, ne parle que du dol. En matière délictuelle, la faute lourde est formellement exclue des clauses modifiant la responsabilité par l'article 138.

(11) L. MAZEAUD : « L'assimilation de la faute lourde au dol », *Chronique D. h.*, 1933, p. 49.

Pour la responsabilité contractuelle, le doute reste possible dans les mêmes termes qu'en droit français. Le domaine normal et non discuté des clauses des non responsabilités est donc celui de la faute légère.

## 2° LIMITATION.

Certains textes viennent expressément interdire toute exonération, même d'une faute légère.

L'article 431 dans la vente dispose : quoiqu'il soit dit que le vendeur ne sera soumis à aucune garantie, il demeure cependant tenu de celle qui résulte d'un fait qui lui est personnel ; toute convention contraire est nulle ». C'est la reproduction des articles 1628 du Code civil français, 354 du projet franco-italien, 544 du Code des obligations du Maroc.

L'article 636 interdit au locateur de services toute stipulation modifiant l'étendue de ses obligations.

L'article 650 décide : « sont nulles de nullité absolue toutes conventions ou stipulations ayant pour objet d'exclure ou de limiter la responsabilité résultant pour les maîtres, patrons ou employeurs des dispositions des articles ci-dessus ». Les dispositions visées sont celles qui établissent à la charge du patron l'obligation de garantir à l'ouvrier ou l'employé la sécurité dans le travail et de lui assurer les soins nécessaires en cas de maladie s'il vit avec lui (articles 645 et suivants).

Le droit libanais s'inspire de l'article 751 du Code des obligations du Maroc et de l'article 619 du Code civil allemand, aux termes duquel : « les obligations incombant à l'ayant droit aux services ne peuvent être par avance ni écartées, ni limitées par contrat ».

L'article 100, alinéa 2, du Code des obligations suisse, contient une disposition voisine. Il donne au juge le pouvoir de déclarer nulle la clause de non

responsabilité même d'une faute légère « si le créancier, au moment où il a renoncé à rechercher le débiteur, se trouvait à son service ». Il s'agit là de la renonciation à la responsabilité de l'employeur en vertu de l'article 339.

L'article 30 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail en France déclare également nulle de plein droit toute convention contraire à la dite loi et l'article 1780 du Code civil ne permet pas aux parties au contrat de travail de renoncer par avance au droit éventuel de demander des dommages-intérêts pour rupture de contrat.

L'emprunteur ne peut non plus s'exonérer à l'avance de sa faute ou de sa négligence, article 748 (article 851 du Code des obligations du Maroc).

Enfin est nulle, en vertu de l'article 669, « toute clause ayant pour objet d'exclure la garantie » :

— Soit du locateur de travail pour la qualité de la matière fournie (article 663), pour les vices et défauts de la chose (article 664).

— Soit celle des architectes, ingénieurs ou entrepreneurs (article 668).

Le code ne prévoit pas de limitation en matière de transport.

En droit français, la loi Rabier du 17 mars 1905 interdit toute clause de non responsabilité dans le transport terrestre de marchandises ; l'article 43 de la loi du 31 mai 1924 sur les transports aériens ne permet pas l'exonération du transporteur relativement au « chargement, conservation et livraison des marchandises ».

Le droit suisse contient un texte plus général : l'alinéa 2 de l'article 100 permet au juge de tenir pour nulle une clause qui libérerait le débiteur de sa faute légère lorsque la responsabilité « résulte de l'exercice d'une industrie concédée par l'autorité ». On peut

craindre dans ce cas l'établissement d'un monopole. Ce texte vise les concessions de distribution d'eau, de gaz, d'électricité et aussi les transports. Une loi fédérale du 15 mars 1932 <sup>(12)</sup> prohibe également au sujet de la circulation automobile : « toute convention qui exclut ou restreint la responsabilité civile ».

Bien qu'il n'y ait pas de disposition spéciale dans le droit libanais, il semble cependant qu'une clause de non responsabilité ne doit pouvoir jouer pour le transport de personnes.

En matière délictuelle, une prohibition précise est apportée aux clauses de non responsabilité en ce qui concerne « les dommages qui sont causés aux individus, la vie de l'homme et l'intégrité de sa personne étant placées au-dessus des conventions » (article 139). Une limitation semblable est apportée au principe de la liberté des conventions dans l'article 192 : « les choses qui ne sont pas dans le commerce ne peuvent donner lieu à obligation ».

Une application de cette idée est faite par le législateur dans le contrat de travail, puisqu'il interdit toute clause modifiant les obligations de l'employeur, quant à la sécurité de l'ouvrier. Par analogie, ne peut-on généraliser et dire que dans tous les contrats où il y a à la charge du débiteur l'obligation de rendre le cocontractant sain et sauf, on ne peut stipuler une clause d'irresponsabilité ? Cela viserait en premier lieu le contrat de transport.

Dans tous ces cas, si une clause de non responsabilité est insérée dans un contrat, elle sera nulle, mais n'entraînera pas la nullité du contrat lui-même ; à moins qu'elle ait joué dans la conclusion du contrat « le rôle d'une cause impulsive et déterminante » (article 82).

(12) *Revue générale des assurances terrestres*, 1932, p. 630.

#### PARAGRAPHE 4

### LES CLAUSES DE NON RESPONSABILITÉ DU FAIT D'AUTRUI

Si le débiteur peut s'exonérer à l'avance de sa faute ou en limiter les effets, il doit pouvoir également stipuler qu'il ne sera pas tenu des fautes des personnes dont il répond. Le principe doit être le même. La question qui peut soulever une difficulté est celle de savoir si le débiteur qui ne peut s'exonérer de son dol, ni en général de sa faute lourde, le pourra en cas de responsabilité pour autrui.

Le droit comparé nous fournit des solutions diverses. Le droit français admet en principe que les clauses de non responsabilité ou de limitation de la responsabilité pour autrui sont valables dans la même mesure que les clauses visant la responsabilité personnelle. C'est-à-dire que la jurisprudence leur fait produire le renversement de la charge de la preuve et ne les admet pas en cas de dol ou de faute lourde du préposé <sup>(13)</sup>. La question s'est surtout posée au sujet de la négligence clause en matière maritime <sup>(14)</sup>. Pour beaucoup d'auteurs, il faudrait admettre l'exonération du dol et de la faute lourde, par analogie avec l'assurance.

La jurisprudence belge admet pour la responsabilité du fait d'autrui le même principe de la validité des clauses d'exonération que pour la responsabilité personnelle <sup>(15)</sup>.

Le droit suisse contient une disposition générale qui

(13) Cass. Req. 15 mai 1923, S. 1924-1-81. Affaire du Bureau Véritas.

(14) Cass. Req., 4 avril 1933, G. P. 33-2-83.

(15) P. DURAND, *op. cit.*

permet au débiteur d'exclure par une convention préalable, en tout ou en partie, la responsabilité dérivant du fait des auxiliaires (article 101, al. 2). Cette exclusion comprend toute faute, puisque dans les exceptions qui suivent et qui sont la reprise des deux hypothèses de l'article 100 créancier au service du débiteur, industrie concédée par l'autorité — seule l'exonération d'une faute légère est permise. Le principe est donc la possibilité de s'exonérer de la faute lourde ou du dol de ses préposés.

En droit libanais, les solutions admises sont données par la jurisprudence antérieure au code sur la négligence-clause. Dans plusieurs arrêts, les tribunaux libanais ont reconnu la validité de ces clauses exonérant la Compagnie de navigation des fautes du capitaine et des gens de l'équipage : « attendu qu'on ne saurait soutenir, dit la Cour de Cassation libanaise (arrêt du 22 mai 1928) que chacun étant en principe responsable du fait de ses préposés, la Compagnie de transports ne peut valablement s'exonérer de la responsabilité du fait du capitaine ; qu'en effet, le capitaine jouit d'une véritable autonomie, qu'il échappe en fait et en droit à l'autorité de son commettant pour être frappé d'une responsabilité personnelle et spéciale ».

La jurisprudence semble admettre la clause d'irresponsabilité pour toute faute du capitaine, quelle que soit sa gravité : « attendu, dit un arrêt du Tribunal de commerce de Beyrouth <sup>(16)</sup> que cette clause (négligence clause) validée par la jurisprudence dispense de rechercher si le capitaine du navire transporteur a commis une faute personnelle... ».

En faveur de l'admission en général des clauses

(16) Trib. comm. Beyrouth, 21 juin 1930, *Gazette des Tribunaux libano-syriens*, 6<sup>e</sup> année, p. 45.

de non responsabilité pour la faute lourde ou le dol des préposés, on peut invoquer une situation voisine, celle de l'assurance : l'article 967 rend l'assureur garant des dommages causés par les personnes dont on répond, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes.

## CHAPITRE IV

### LA CHARGE DE LA PREUVE ET LES EXCEPTIONS

Lorsque le contrat est inexécuté et que le créancier se plaint de cette défaillance du débiteur, il importe de savoir auquel des deux contractants en présence doit incomber la charge de prouver que l'obligation est bien inexécutée et, une fois l'inexécution établie, qu'elle est imputable au débiteur.

Qui devra prouver la faute du débiteur telle que nous l'avons précédemment définie ? ou la cause étrangère ? En cette matière de la responsabilité contractuelle, plus qu'en toute autre peut-être, on constate combien la question de preuve est liée au fond même du droit ; la preuve à apporter sera différente selon l'étendue même des obligations et la notion admise au sujet de la responsabilité et de la faute.

#### PARAGRAPHE 1<sup>er</sup>

#### LE DROIT COMMUN DE LA CHARGE DE LA PREUVE

##### 1° PREUVE DE L'EXISTENCE DE L'OBLIGATION

Un contrat a été passé entre deux personnes et l'une d'elles n'a pas exécuté, l'autre va se plaindre en jus-

tice du préjudice subi. La première chose à établir est l'existence même du contrat entraînant à la charge du défendeur une obligation précise.

Pour cette première preuve, il n'y a aucune difficulté possible. L'article 362, dans le livre sur la preuve, décide en effet : « celui qui se prétend créancier doit prouver l'existence de son droit ». C'est donc au créancier à faire la preuve du contrat et à établir, selon la catégorie de contrat en question, le degré de diligence requis du débiteur, d'après les règles déterminées précédemment. C'est le droit commun de toutes les législations, notamment celui du droit français (article 1315).

## 2° PREUVE DE L'INEXÉCUTION DE L'OBLIGATION

L'article 254 établit à l'encontre du débiteur défaillant une présomption de faute, mais admet-il une présomption d'inexécution ? Est-ce au débiteur, une fois établie l'existence de son obligation, à prouver qu'il l'a exécutée ou au contraire, doit-il attendre que le créancier établisse son inexécution ?

Les auteurs remarquent avec juste raison qu'il s'agit là d'un problème purement théorique, car en pratique, créancier et débiteur apportent chacun leurs preuves selon les circonstances de l'affaire.

Une distinction paraît s'imposer.

Lorsque l'inexécution de l'obligation est évidente, totale : il s'agit par exemple d'un locataire ou d'un dépositaire qui ne restituent pas la chose louée ou déposée, d'un employé qui ne fournit pas le travail promis, sa constatation va pour ainsi dire être automatique. Le Code libanais exige, en principe, une mise en demeure pour qu'il y ait lieu à dommages-intérêts; l'inexécution est constatée sans autre preuve de la part du créancier par le fait même qu'il met

le débiteur en demeure d'exécuter. Si c'est une obligation de ne pas faire, l'impossibilité d'exécution est évidente.

Souvent, au lieu de se trouver en présence d'une inexécution certaine, il ne s'agit que d'une exécution défectueuse ; en apparence, le débiteur a fait ce qu'il devait, mais en réalité, cette exécution est incomplète. L'employé a fourni le travail promis, le mandataire a exécuté l'ordre reçu ; peut-être cependant le travail n'est-il pas conforme à ce qui avait été convenu ; peut-être le mandataire aurait-il pu exécuter dans des conditions plus avantageuses ? Dans ce cas, le créancier qui prétend qu'il y a mauvaise exécution doit le prouver.

### 3° PREUVE DE L'IMPOSSIBILITÉ D'EXÉCUTION

Une fois l'inexécution établie, le débiteur est en principe présumé en faute en vertu de l'article 254. Pour se libérer, il devra faire la preuve de l'impossibilité d'exécution qu'il invoque : « c'est au débiteur qu'il appartient de prouver le cas de force majeure » (article 342) ; « le débiteur répond de l'inexécution, à moins qu'il ne démontre que l'exécution en est devenue impossible » (article 254).

Et quelques textes spéciaux appliquent le principe. On peut citer l'article 638 : le locateur de services est exonéré de la responsabilité du fait d'autrui, s'il prouve... ; l'article 683 : « la preuve des événements exonératoires incombe au transporteur ; de même l'article 688 : « la responsabilité du transporteur de personnes cède devant la preuve d'un cas de force majeure » ; enfin l'article 714 met expressément la preuve des événements exonératoires à la charge du dépositaire salarié.

Il n'y a donc aucun doute possible : c'est au débiteur à prouver que l'impossibilité d'exécuter n'est due ni à son fait, ni à sa faute.

C'est du reste la solution partout admise et qui ne soulève pas beaucoup de difficultés (1).

## PARAGRAPHE 2

### LES EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE LA PRESOMPTION DE FAUTE. — L'ARTICLE 255

Après avoir en principe déclaré le débiteur responsable du fait même de l'inexécution, le code, dans l'article 255, apporte l'exception suivante : « dans certains contrats et à titre exceptionnel, la responsabilité du débiteur n'est pas engagée par la seule inexécution de la convention ; elle est subordonnée à la commission d'une faute dont la preuve incombe au créancier et dont le degré de gravité est spécifié par la loi ».

Le code nous donne dans quelques textes des applications précises de cette exception ; mais on peut se demander, étant donné la place de l'article 255 en tête des règles sur la responsabilité contractuelle, s'il ne faut pas lui accorder une portée plus générale.

#### 1° LES APPLICATIONS PRÉCISES DE L'ARTICLE 255 DANS LE CODE

a) *Article 746, al. 2.* — Il s'agit de la responsabilité de l'emprunteur : « il ne répond pas de la perte de

(1) Voir articles 1147, 1808 du code civil français ; articles 97, 103, 195, 208, 255 du code des obligations suisse, article 96 du projet franco-italien, article 741 du code des obligations du Maroc.

la chose résultant de l'usage qu'il en fait, lorsque cet usage est normal. Si le prêteur prétend que l'emprunteur a abusé de la chose, il doit le prouver ». Si la chose remise par l'emprunteur est détériorée, la responsabilité ne sera pas engagée par le seul fait de l'inexécution. Il y a bien inexécution, puisque conformément à l'article 740, l'emprunteur doit restituer, à l'expiration du temps convenu, identiquement la chose même qu'il a reçue, mais cette inexécution provient peut-être de l'usage normal de la chose. Le débiteur n'est plus présumé en faute; c'est alors au créancier à prouver que le débiteur est en faute parce qu'il a abusé de la chose.

b) *Article 714 — in fine* — pour le dépôt. Cet article met à la charge du dépositaire salarié la preuve des circonstances exonératoires.

A contrario, il semble bien que le dépositaire gratuit n'a pas à faire cette preuve. Supposons donc un dépositaire non salarié qui ne restitue pas l'objet confié; s'il n'a pas à faire la preuve de la cause étrangère pour se libérer, n'est-ce pas que le créancier a dû établir auparavant qu'il était en faute?

c) *Article 683, al. 2.* — Il s'agit du contrat de transport de marchandises; en principe la preuve des événements exonératoires incombe au transporteur. « Cependant, dit le texte, si le transporteur a fait des réserves lors de la prise en charge, relativement au défaut d'emballage, cette précaution crée en sa faveur une présomption qui sera combattue le cas échéant par l'expéditeur ou par le destinataire ». La présomption se trouve renversée; le transporteur est présumé irresponsable; ce sera au créancier à faire la preuve de sa faute.

d) Enfin, on peut dire qu'il y a exception à l'article 255 toutes les fois qu'en vertu de l'article 342, le

créancier doit prouver la faute du débiteur accompagnant un cas de force majeure.

2° FAUT-IL DONNER A L'ARTICLE 255 UNE PORTÉE  
PLUS GÉNÉRALE ?

Les deux applications principales de l'article 255 faites par le Code visent des hypothèses où le débiteur a, soit l'usage de la chose (prêt), soit la garde de cette chose (dépôt) ; il a en tout cas l'obligation de la conserver pour la restituer.

Ne faut-il pas admettre une solution semblable dans les divers contrats où une obligation de ce genre est à la charge du débiteur : preneur dans le louage de choses, communiste dans la communauté, locateur de services pour la conservation des choses à lui confiées ? Cela ne paraît pas possible, tout au moins dans le louage de choses ou de services. En effet pour le bail, l'article 527 déclare que le preneur doit restituer la chose telle qu'il l'a reçue et, continue l'article 578, « s'il n'a pas été fait d'état des lieux ou de description de la chose, le preneur est présumé avoir reçu la chose en bon état ». C'est dire que lorsqu'il ne restitue pas ou restitue une chose en mauvais état, il y a inexécution et par la même, responsabilité, sauf ensuite au preneur à prouver que cette inexécution résulte d'un usage normal de la chose ou d'un cas de force majeure. De même, l'article 639 met à la charge du locateur de services la preuve des événements exonératoires, si la chose confiée pour le travail vient à périr ; c'est aussi une application de l'article 254.

On peut cependant trouver une extension de l'article 255 dans un autre sens. Lorsque l'inexécution de l'obligation est incertaine, le créancier doit, avons-nous dit, faire la preuve de la mauvaise exécution

dont il se prévaut. N'est-ce pas reconnaître que dans ce cas c'est à lui qu'incombe le soin de faire la preuve d'une faute du débiteur ?

Pour établir que le travail fourni n'est pas celui qui avait été promis, le créancier doit prouver que le locateur de services n'a pas apporté à son travail toute la diligence que l'on pouvait attendre de lui (article 636); de même si des doutes existent sur la fidèle exécution du mandat, le mandant doit préciser dans quelle mesure le mandataire ne s'est pas conduit en bon père de famille.

On pourrait alors dire que toutes les fois que l'inexécution est elle-même mise en jeu, le créancier devra pour faire jouer la responsabilité du débiteur, rapporter à son encontre la preuve d'une faute.

Nous sommes bien dans le domaine de l'article 255 ; la responsabilité du débiteur n'est pas encourue par la seule inexécution de la convention, plus exactement, il n'y a inexécution, et par suite responsabilité, que parce qu'il y a une faute « dont la preuve incombe au créancier et dont le degré de gravité est spécifié par la loi ».

Cette interprétation de l'article 255 apporte une exception considérable au principe posé par l'article 254 : car l'inexécution peut être incertaine non seulement quand il s'agit d'une exécution défectueuse, mais aussi lorsqu'on est en présence d'obligations que M. Demogue appelle des obligations de moyen, dans lesquelles le débiteur s'engage à faire « en sorte que ».

Le créancier devra prouver que le débiteur n'a pas fait tout ce à quoi il était tenu en vertu même du contrat.



## CHAPITRE V

### LA RESPONSABILITE CONTRACTUELLE POUR AUTRUI

Le débiteur s'est engagé par le contrat à fournir au créancier une certaine prestation; il se peut qu'au lieu d'exécuter lui-même son obligation, il préfère, pour l'exécution de son contrat, avoir recours à un tiers, employé, ouvrier, membre de sa famille, ou toute autre personne.

C'est par exemple un mandataire qui confie à un sous-mandataire le soin d'accomplir les divers actes requis par le mandant, ou un dépositaire qui remet la chose déposée à une autre personne; ou bien encore il s'agit des personnes qui profitent indirectement du contrat et contribuent par là même continuellement à son exécution : la famille et les domestiques du locataire, les clients d'un hôtelier.

Lorsqu'un dommage est causé au créancier par la faute d'un de ces tiers au contrat — dommage résultant, pour reprendre les exemples précédents, de la mauvaise exécution du mandat ou de la dégradation de la chose louée — qui doit être responsable ?

Faut-il admettre que seul l'auteur du dommage soit tenu ? C'est alors l'application pure et simple de la responsabilité délictuelle puisque aucun lien de droit n'unit le tiers coupable et le créancier. Faut-il au contraire rendre responsable du fait de ce tiers

le débiteur qui lui a demandé d'exécuter à sa place ? C'est en ces termes que se pose le problème de la responsabilité contractuelle pour autrui.

Il faut en premier lieu avoir soin de remarquer qu'il ne peut être question de responsabilité contractuelle pour autrui que si le tiers a agi à la demande du débiteur et alors que ce dernier n'était pas obligé de par la nature même du contrat ou par une clause expresse d'exécuter lui-même. Dans ce cas en effet (par exemple : peintre célèbre qui promet un tableau), en faisant exécuter par un autre, il commet une faute personnelle dont il répond en vertu du droit commun <sup>(1)</sup> ; d'autre part, si le tiers agit de sa propre initiative, on ne peut en tenir rigueur au débiteur ; cette intervention étrangère pourra au contraire être pour lui une cause de libération ainsi que nous l'avons vu.

Dans le domaine délictuel, le Code libanais réglemente minutieusement la responsabilité pour autrui dans les articles 125 et suivants, inspirés de l'article 1384 du Code civil français et de son interprétation par la jurisprudence. Il reconnaît le principe de la responsabilité des parents, tuteurs, maîtres et commettants pour les actes illicites et dommageables des enfants, domestiques et préposés sur lesquels ils ont « un pouvoir de contrôle et de direction ».

Le Code ne formule pas de théorie générale semblable pour la responsabilité du débiteur du fait des personnes qui exécutent à sa place son engagement.

Il ne contient en effet aucun texte qui rappelle les dispositions de nombreux Codes posant nettement le principe de la responsabilité pour autrui : « responsabilité pour les auxiliaires auxquels on a confié le

(1) Même dans ce cas, souvent sa responsabilité sera aggravée ; il pourra répondre de la cause étrangère, article 700 : dépositaire — article 734 : emprunteur.

soin d'exécuter une obligation ou d'exercer un droit dérivant du contrat » (article 101 du Code des obligations suisse), ou responsabilité pour « la faute du représentant légal du débiteur et de celle des personnes dont il se sert pour l'exécution de son engagement » (article 278 du Code civil allemand, articles 233 du Code des obligations du Maroc, 245 du Code des obligations de Tunisie).

Mais il n'y a, a priori, aucune raison pour que le débiteur ne soit pas tenu de l'inexécution due à un tiers, dans la mesure tout au moins où il serait tenu s'il avait exécuté lui-même.

Il est logique qu'il y ait, pour les contrats, un principe semblable à celui qui est reconnu pour les actes illicites.

Du reste, dans les contrats spéciaux, divers textes admettent expressément une telle responsabilité pour autrui, à l'imitation du Code civil français, mais avec une précision plus grande. C'est pourquoi, il est intéressant d'étudier la question et d'essayer de tirer de ces textes spéciaux les quelques règles auxquelles le droit libanais paraît obéir en ce domaine.

#### PARAGRAPHE 1<sup>er</sup>

### LES TEXTES QUI TRAITENT DE LA RESPONSABILITE CONTRACTUELLE POUR AUTRUI

Ces textes sont dispersés dans divers contrats :

— L'article 484 dans la *vente à reméré* reconnaît que l'acheteur répond des détériorations ou de la perte de la chose « survenue par son fait, par sa faute ou par celle des personnes dont il est respon-

sable ». C'est un texte identique aux articles 597 du du Code des obligations du Maroc et 696 du Code des obligations de Tunisie.

— Dans le *contrat de louage de choses*, le bailleur qui doit garantir la possession paisible de la chose louée « répond à ce point de vue, non seulement de son fait et de celui de ses préposés, mais aussi des faits des autres locataires ou de ses autres ayants-droit (article 553). Quant au preneur, en cas de sous-location, il est garant de celui auquel il a sous-loué la chose (article 586) et s'il s'agit d'une hôtellerie ou autre établissement ouvert au public, l'article 579 vient décider que « le preneur répond aussi du fait des voyageurs et des clients qu'il reçoit dans son établissement. » L'article 1735 du Code civil français et 433 du projet franco-italien imposent au preneur une obligation du même genre, du fait des personnes de la maison et des sous-locateurs. De même les articles 1953 du Code civil français et 667 du projet franco-italien pour les hôteliers <sup>(2)</sup>.

— *Le contrat de travail* est généralement un contrat passé « intuitu personae »; le locateur de services devra l'exécuter lui-même sous peine de contrevenir à l'article 635 : « Le locateur de travail ou de services ne peut en confier l'exécution à une autre personne lorsqu'il résulte de la nature du travail ou de la convention des parties que le commettant avait intérêt à ce qu'il accomplit personnellement son obligation ». S'il en confie cependant l'exécution à un tiers, on peut dire qu'il manque par là-même à une de ses obligations et qu'il est alors personnellement en faute.

Le contrat de travail peut cependant se prêter à

(2) Dans le même sens, on peut comparer les art. 644, 670, 678 du code des obligations du Maroc.

une exécution par autrui (article 635 *a contrario*) si la nature du travail le permet ou s'il n'est pas passé en considération de la personne.

Dans ce cas, dit l'article 638 : « Le locateur répond du fait des personnes qu'il se substitue, qu'il emploie ou dont il se fait assister comme de son propre fait ». Cependant s'il y avait non seulement possibilité, mais nécessité de se faire aider : travail long et difficile que le débiteur ne peut faire seul, maladie légère du débiteur, le mettant dans l'impossibilité d'achever lui-même le travail, etc..., la responsabilité du locateur de services tombera devant la preuve qu'il n'y a eu aucune faute de sa part.

L'article 739 du Code marocain consacre, ici encore, des dispositions tout à fait analogues.

Le droit français (article 1797) et le projet franco-italien (article 528) établissent expressément cette responsabilité pour autrui non pour le locateur de services, mais à la charge de l'entrepreneur : « L'entrepreneur répond du fait des personnes qu'il emploie ».

— *Pour le dépositaire*, l'article 697 pose aussi le principe de l'interdiction d'une substitution, sauf :

1) S'il y a été expressément autorisé par le déposant ;

2) Ou bien s'il y a à cette substitution nécessité urgente et absolue. Si le dépositaire recourt cependant à une autre personne pour conserver la chose déposée, il rentre alors dans le cadre de l'article 700 ; il dispose de la chose sans l'autorisation du déposant, il sera tenu même de la perte pour cause étrangère. Mais nous sortons là du domaine de la responsabilité contractuelle pour autrui. Lorsque le dépositaire était autorisé à se substituer un tiers, il répond de lui à moins qu'il ne prouve que la chose aurait également péri ou aurait été détériorée entre ses mains et sans

sa faute. Quand la substitution est nécessaire, il n'est responsable que dans deux cas :

1) S'il a choisi une personne qui n'avait pas les qualités nécessaires ;

2) S'il a donné au substitué des instructions qui ont été la cause du dommage.

— *L'emprunteur* ne peut également, à moins de nécessité urgente, confier la garde de la chose prêtée à une autre personne (article 734). Et le texte ajoute : « S'il contrevient à la précédente disposition, il répond non seulement de la faute de cette personne, mais du cas de force majeure ». On peut conclure qu'au cas d'absolue nécessité, l'emprunteur pourrait remettre la chose à un tiers ; il faudrait alors lui appliquer par analogie les règles du dépôt (article 697) et le libérer s'il n'a commis aucune faute dans le choix du tiers substitué et dans les instructions qu'il a données. Le Code civil ottoman se montrait plus indulgent et reconnaissait dans son article 824 que « l'emprunteur peut déposer la chose prêtée entre les mains d'un tiers ». En cas de perte de la chose entre les mains du dépositaire, sans qu'il y ait faute, l'emprunteur n'était pas responsable. Le Code marocain a aussi admis la solution sévère (art. 836).

— Le Code pose des règles voisines au sujet du *mandat* : articles 782-783 <sup>(3)</sup>. Le mandataire n'a pas, en principe, le droit de faire exécuter son mandat par un tiers ; s'il le fait, « il répond de celui qu'il s'est indûment substitué de la même façon qu'il répondrait de ses propres actes », article 783, alinéa 1.

La substitution peut cependant être autorisée dans trois circonstances précises, déclare l'article 782 :

(3) Voir pour le mandat, les articles 1994 du code civil français, 576 du projet franco-italien, 399, alinéa 1, code des obligations suisse, 901 code des obligations du Maroc et arrêt cour d'appel de Rabat, 20 janvier 1931. R. A. C. 1934, 203.

1) Si ce pouvoir a été expressément attribué par le mandant ;

2) Si l'attribution de ce pouvoir résulte de la nature de l'affaire ou des circonstances ;

3) Si le mandat est général avec pleins pouvoirs.

De même que le dépositaire, le mandataire n'est alors tenu que de son mauvais choix et de son manque de surveillance, article 783, 1°.

— Il faut enfin signaler l'article 864 au titre de la *société* : « L'associé ne peut se substituer d'autres personnes dans l'exécution de ses engagements envers la société ; il répond dans tous les cas du fait et de la faute des personnes qu'il se substitue ou dont il se fait assister ».

Ces textes ne sont évidemment que des dispositions fragmentaires, visant principalement l'hypothèse du débiteur qui se substitue une autre personne pour l'exécution entière de son obligation.

En droit français non plus aucun texte n'établit une responsabilité générale du fait d'autrui, à raison de l'inexécution d'un contrat. Cependant, doctrine et jurisprudence sont d'accord pour l'admettre en partant de son application à quelques cas spéciaux par les articles 1735, 1797, 1953, 1994 ; 99 du Code de commerce et, texte plus général, l'article 1245 du Code civil.

Une généralisation semblable semble devoir s'imposer également dans le droit libanais, car si le Code admet, dans certaines situations, la responsabilité pour autrui, c'est qu'il en reconnaît l'existence en général et on ne peut alors concevoir que cette responsabilité ne jouerait que dans les cas expressément visés par la loi. En pratique, ce seront les cas les plus fréquents. Du reste, divers articles parlent des « personnes dont le débiteur répond » comme s'il s'agissait là d'un principe évident (voir article 484, article 553) ; c'est sur une expression semblable de

l'article 1245 que les auteurs français fondent la possibilité d'une théorie de la responsabilité contractuelle du fait d'autrui.

Il faut maintenant dégager les règles de cette responsabilité dans le droit libanais pour les comparer à celles des divers Codes modernes qui la consacrent.

## PARAGRAPHE 2

### PERSONNES DONT LE DEBITEUR REpond

Les textes précédents qui consacrent la responsabilité contractuelle pour autrui s'occupent surtout des cas où il y a substitution, c'est-à-dire où le débiteur se fait remplacer par un tiers pour toute l'exécution du contrat : nous avons vu le dépositaire ou l'emprunteur qui remettent la garde de la chose à une autre personne ou le mandataire qui fait exécuter son mandat par un tiers.

A côté de cette substitution complète, le Code fait également allusion à la possibilité d'une aide : « Les personnes que le locateur se substitue, qu'il emploie ou dont il se fait assister » (art. 638). On peut alors parler de préposés <sup>(4)</sup> (article 553) en englobant dans cette expression les domestiques, ouvriers et employés sur lesquels, d'après la définition qu'en donne l'article 127 pour la responsabilité délictuelle, la personne responsable a un pouvoir effectif de contrôle et de direction. Il faut étendre cette responsabilité du débiteur à toutes personnes vivant en commun avec lui, autres que les domestiques (membres de la famille); le Code vise ces personnes dans

(4) Voir Cour d'Appel et Cassat. liban, 28 juillet 1934. *Gazette des Tribunaux libano-syriens*, 10<sup>e</sup> année, p. 33.

les articles 553 et 579 au sujet du louage de choses, le débiteur a, sur eux, comme sur les préposés, une certaine autorité, ou bien ces personnes sont liées à lui par un autre contrat : autres locataires, voyageurs et clients.

L'article 101 du Code des obligations suisse emploie le terme général d'auxiliaires, indiquant par là toute personne qui prend part, dans une mesure plus ou moins grande, à l'exécution de l'obligation.

Pour que le débiteur réponde des actes de ces diverses personnes, il faut qu'il les ait expressément chargées d'agir ou qu'elles soient intervenues au contrat à l'occasion des fonctions auxquelles le débiteur les emploie. C'est ce que décide l'article 127 pour la responsabilité des actes illicites ; le Code suisse l'admet expressément en matière contractuelle : « Le débiteur est responsable quand il confie à des auxiliaires » le soin d'exécuter une obligation ou d'exercer un droit en dérivant ou non.

En définitive, le débiteur doit être responsable pour toutes les personnes qui agissent en son nom, qui le représentent :

- personnes vivant en commun avec lui ;
- personnes qui sont liées dans le bail par certains contrats : autres locataires, clients dans le contrat d'hôtellerie ;
- aides et préposés ;
- substituts ;
- représentant légal, tuteur.

On peut prendre la formule des articles 145 du Code des obligations de Tunisie et 233 du Code des obligations du Maroc, et dire : « Le débiteur répond du fait et de la faute de son représentant dont il se sert pour exécuter son obligation ».

La responsabilité contractuelle du débiteur en ce sens porte donc sur un domaine plus étendu qu'en

matière délictuelle. Dans ce cas, l'énumération légale des personnes dont on répond : enfants mineurs, élèves et apprentis, préposés et domestiques, est en effet limitative (article 125).

### PARAGRAPHE 3

#### ETENDUE ET FONDEMENT DE LA RESPONSABILITE CONTRACTUELLE POUR AUTRUI

Le débiteur doit être contractuellement responsable du fait d'autrui. Il s'agit maintenant de déterminer dans quelle mesure il sera tenu du dommage causé par le substitué ou créancier ? On peut concevoir plusieurs systèmes :

1° Le débiteur est toujours responsable, même si l'on ne peut relever de faute à la charge du substitué ; il ne pourra se libérer par aucun moyen. C'est dépasser le cadre de la responsabilité pour faute que d'admettre cette solution dans les cas où le débiteur a le droit de recourir à autrui pour exécuter son obligation.

2° Le débiteur va répondre des personnes substituées dans la même mesure qu'il répondrait de sa propre faute. Il faut donc que le tiers ait commis une faute contractuelle ; le débiteur peut se libérer comme pour sa responsabilité personnelle en rapportant la preuve d'un événement étranger non imputable au substitué.

3° Le débiteur n'est responsable que s'il ne peut prouver qu'il n'a pas commis de faute dans le choix ou la surveillance des personnes chargées d'exécuter à sa place. La présomption de faute tombera devant la preuve contraire.

Le premier système paraît être celui de l'article 101 du Code des obligations suisse : « Celui qui, même d'une manière licite, confie à des auxiliaires... le soin d'exécuter une obligation ou d'exercer un droit dérivant d'une obligation, est responsable envers l'autre partie du dommage qu'ils causent dans l'accomplissement de leur travail ». Aucune preuve libératoire ne semble possible, mais pour Von Tuhr <sup>(5)</sup>, il ne faut pas appliquer ce texte à la lettre et rendre le débiteur responsable même en dehors de toute faute de l'auxiliaire quand l'emploi de cet auxiliaire est licite.

Dans le Code libanais, certains textes décident expressément que le débiteur répond du fait et de la faute des personnes qu'il se substitue ou qu'il emploie comme de son propre fait ou de sa propre faute (art. 638, art. 697, art. 783).

Les autres textes disent que le débiteur est tenu non seulement de son fait ou de sa faute, mais aussi du fait ou de la faute des personnes dont il répond (art. 484, art. 579, art. 864).

Ce rapprochement de la faute personnelle du débiteur et de celle du substitué semble bien indiquer que la responsabilité pour la seconde doit s'entendre de la même manière que pour la première.

On peut donc dire qu'en principe, le droit libanais consacre une responsabilité pour autrui de même étendue que la responsabilité personnelle.

Presque toutes les législations reconnaissent une semblable responsabilité contractuelle pour autrui :

— le Code civil allemand, dans l'article 276 :  
« Le débiteur est tenu dans la même mesure que s'il s'agissait de sa faute personnelle » ;

— le Code polonais, dans l'article 241 : « Le débi-

(5) VON TUHR, t. II, p. 519 et suivantes.

teur répond des actions et abstentions de ces personnes comme de ses propres actions et abstentions » ;

— les codes des obligations du Maroc et de Tunisie, dans leurs articles 243 et 245 : « Le débiteur répond dans les mêmes conditions où il devrait répondre de sa propre faute ».

La responsabilité pour autrui n'est donc encourue que si le substitué est lui-même en faute ; c'était déjà ce que décidait l'article 780 du Medjellé pour le dépôt : le dépositaire peut faire garder la chose par quelqu'un de confiance ; si elle périt sans la faute de la personne, il n'est pas responsable. Cette faute doit alors s'apprécier de la même façon que celle du débiteur.

La question principale que peut soulever le degré de gravité de la faute du substitué est celle de savoir s'il faut appliquer les mêmes distinctions que pour la faute personnelle au sujet de l'assurance pour faute et des clauses de non-responsabilité. Nous avons examiné précédemment ces dernières. Quant à l'assurance, l'article 967 du Code est formel : « L'assureur est garant des pertes et dommages causés même par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ». Pour s'exonérer, le débiteur devra donc prouver comme pour sa propre responsabilité, soit que le tiers a agi avec la diligence requise lorsqu'une telle preuve est permise, soit que l'inexécution provient d'une cause étrangère à ce tiers : force majeure, faute du créancier, fait d'une autre personne, etc... Il faut rappeler que pour le dépôt, le dépositaire ne se libérera qu'en prouvant « que la chose eût également péri ou aurait été détériorée entre ses mains et sans sa faute » (article 698, alinéa 1).

Après avoir posé le principe précédent, le Code

a soin dans ses divers textes d'y apporter une exception et d'écarter la responsabilité pour autrui quand le recours à un tiers est licite. Ce recours est permis dans certaines hypothèses :

a) Le débiteur peut être *expressément autorisé* par le co-contractant à se substituer un tiers : dépositaire autorisé par le déposant (art. 697), mandataire qui a reçu un tel pouvoir du mandant (art. 782, al. 1) ;

b) Il peut y avoir *nécessité absolue* à cette substitution :

— locateur de services qui est dans « la nécessité par suite de la nature du travail de s'y faire assister » (art. 638) ;

— article 697, paragraphe 2, pour le dépôt : « s'il y a à cette substitution nécessité urgente et absolue » ;

— article 734 : « l'emprunteur ne peut, à moins de nécessité urgente, confier la garde de la chose à une autre personne » ;

— article 782, 2° : le pouvoir du mandataire de se substituer une autre personne pour l'exécution du mandat peut résulter « de la nature de l'affaire ou des circonstances ».

c) Enfin, *situation spéciale au mandat*, lorsque le mandat est général avec pleins pouvoirs, il comporte le droit pour le débiteur de faire exécuter par autrui, article 782, 3° (6).

Dans ces cas, où la substitution est expressément permise, la responsabilité du débiteur va disparaître s'il prouve :

1° Qu'il a fait toute diligence dans le choix et la

(6) Voir en ce sens arrêt *Cass. Syrie*, 15 janvier 1936. Bulletin de législation et de jurisprudence de Syrie et du Liban, 1-2-36, n° 3, p. 65 ; cet arrêt consacre la même solution en interprétant le code civil ottoman et reconnaît que le représentant de commerce a un mandat général qui lui confie « implicitement le pouvoir virtuel de le faire substituer ».

surveillance des personnes substituées, article 638. Il y aura manquement à cette diligence quand le débiteur aura choisi une personne n'ayant pas les qualités requises pour accomplir l'obligation envisagée (articles 698, 782). Et l'on reconnaît d'ordinaire qu'une personne n'a pas les qualités requises, lorsqu'elle est notoirement incapable ou insolvable. C'est du moins la solution expresse de l'article 1994 du Code civil français pour le mandat, et dans ce sens, l'arrêt précité de la Cour de Cassation de Syrie du 15 janvier 1936 exige, du représentant de commerce qui s'est substitué un tiers, « la garantie de choisir un remplaçant offrant toutes garanties de capacité et de solvabilité »,

Ou 2° : s'il prouve que « les instructions qu'il a données au substitué n'ont pas été la cause du dommage » (article 698, article 783), ou d'après l'article 638 « qu'il a fait, en ce qui le concernait, tout ce qui était possible afin d'empêcher l'inexécution de l'obligation et ses conséquences dommageables ».

Dans ces situations diverses où l'emploi d'un tiers est autorisé ou nécessaire, la responsabilité pour autrui se trouve donc très atténuée. On peut encore parler de responsabilité pour autrui parce que le débiteur sera tenu de la faute du tiers s'il ne peut prouver sa diligence dans le choix et la surveillance. On peut penser également que l'on retombe dans la faute personnelle puisque le débiteur, qui a fait tout ce qu'il devait, échappe à la responsabilité.

Plus exactement, ne peut-on dire qu'il y a à la charge du débiteur responsable pour autrui une présomption de faute basée sur le mauvais choix ou le défaut de surveillance (7).

(7) La situation du débiteur est alors semblable à celle des parents, instituteurs et artisans en matière délictuelle alors que les maîtres et commettants ne pourront se libérer en prouvant

Cette suppression de la responsabilité pour autrui, lorsque le recours à une tierce personne est autorisé, apporte en pratique une exception considérable au principe de la responsabilité du fait d'autrui dans la mesure de son propre fait.

Le Code libanais reprend, en cette matière, à peu près textuellement les dispositions du droit marocain : articles 739, 792, 901, 836.

Au contraire, les autres législations se montrent plus sévères et font répondre le débiteur de la faute du substitué comme de sa propre faute, même lorsque la substitution est licite (article 278 du Code civil allemand, article 241 du Code polonais, article 101 du Code des obligations suisse). Cependant, le droit suisse apporte pour le mandat des dispositions voisines de celles du droit libanais (article 399) ; mais pour les auteurs, principalement pour Von Tuhr, c'est là une règle exceptionnelle, spéciale au mandataire.

Les articles 1994 du Code civil français, et 1576 du projet franco-italien, appliquent aussi les mêmes règles pour le mandat.

Dans un sens plus large encore, il est intéressant de noter l'article 254 du Code civil soviétique, qui libère même le mandataire de la responsabilité du choix lorsque le débiteur est contraint de confier le mandat à une autre personne.

Nous pouvons en définitive résumer la question de l'étendue de la responsabilité contractuelle pour autrui dans les termes suivants :

— le débiteur est tenu, en principe, des personnes dont il répond dans la même mesure que pour sa

leur diligence dans le choix puisque la responsabilité pour les préposés leur est imposée « quand bien même ils ne les auraient pas librement choisis ».

faute personnelle quand le recours à ces personnes n'est pas spécialement autorisé, ce qui est le principe (article 697, article 782, article 864).

— à titre exceptionnel, dans certains contrats, le Code écarte cette responsabilité devant la preuve que le débiteur a pris toutes les mesures nécessaires pour la substitution lorsque celle-ci est permise.

On peut alors se demander sur quel principe se base une telle responsabilité ? La réponse dépendra certainement du principe admis en général comme fondement de toute responsabilité et l'on retrouve ici les partisans du risque et ceux de la faute <sup>(8)</sup>.

Le Code libanais, nous l'avons vu, fait reposer la responsabilité du débiteur sur une faute contractuelle; dans le domaine de la responsabilité pour autrui, c'est encore la faute qu'il consacre ; mais il faut remarquer avec M. Mazeaud que la théorie classique de la faute devient ici insuffisante ; il s'agit en effet de la responsabilité à la suite d'une faute, mais d'une faute commise par un tiers. Il faut ajouter à la faute l'idée de représentation. L'expression substitution l'indique nettement. Le débiteur pouvait exécuter lui-même, il préfère recourir à un tiers, ce tiers agit en son nom, à sa place ; c'est le représentant qui est censé commettre la faute.

Il est évident que le débiteur aura un recours contre le préposé ou substitué qui engage sa responsabilité.

De même la responsabilité pour autrui n'a pas pour effet de libérer le substitué à l'égard du créancier, il reste tenu directement envers lui.

(8) Voir H. et L. MAZEAUD, t. I, ESMEIN, *Revue trimestrielle de droit civil*, 1933, p. 627.

## TROISIEME PARTIE

### Effets et sanctions de la responsabilité contractuelle

Lorsque l'inexécution du débiteur est constatée et que, se trouvant dans les conditions jusqu'à présent examinées, il doit en répondre, il reste encore à déterminer les effets pratiques d'une telle inexécution. Il importe à cet égard de distinguer les deux situations qui peuvent se présenter :

L'exécution même de l'obligation peut être encore possible ; il ne s'agissait que d'un simple retard de la part du débiteur, retard dû à sa faute ou à un cas de force majeure, peu importe ; le créancier va avoir à sa disposition divers moyens de coercition pour arriver à obtenir la prestation qui lui est due (Chapitre I<sup>er</sup>).

Ou bien l'exécution n'est plus possible ; il s'agit d'une inexécution définitive que le débiteur a causé par sa faute. Il ne peut plus être question de l'obliger à s'exécuter. Mais il est alors tenu d'indemniser le créancier du dommage subi ; à l'exécution directe fait place une exécution en équivalent (Chapitre II).

Il faut ajouter que, s'il s'agit de contrats synallagmatiques, l'inexécution de l'un des contractants pro-

duira un effet spécial. Etant donné l'interdépendance des obligations des deux parties dans ces contrats, le fait par l'une de ne pas s'exécuter entraînera pour l'autre le droit de demander la résolution du contrat : article 241 (Chapitre III).

## CHAPITRE I<sup>er</sup>

### POURSUITE DE L'EXECUTION EN NATURE

Le principe de l'exécution en nature est nettement posé par le Code libanais. Le titre I<sup>er</sup> du livre « des effets des obligations » traite de cette exécution, et c'est seulement si elle est devenue impossible que le titre II vient régler l'exécution indirecte sous forme de dommages-intérêts.

L'article 249 s'exprime en ces termes : « Autant que possible l'exécution des obligations doit avoir lieu en nature, le créancier ayant un droit acquis à la prestation même qui forme l'objet du rapport obligatoire ». Et l'article 252 accentue encore cette supériorité de l'exécution en nature : « Le créancier a droit à des dommages-intérêts qui viennent se substituer, faute de mieux, à l'exécution directe de l'engagement. » Il n'y a donc aucun doute possible : le créancier a le droit de poursuivre l'exécution en nature chaque fois qu'il le peut.

Les articles 250 et suivants viennent justement préciser quand et comment le créancier demandera l'exécution de l'obligation promise. Cette règle est valable, dit l'article 250, « non seulement pour les obligations de donner, mais aussi pour les obligations de faire ou de ne pas faire ». Le législateur n'a pas voulu laisser place aux hésitations du droit français sur les cas où l'exécution forcée est permise. Pour quelques auteurs en effet, seules les obligations

de donner seraient susceptibles d'un tel procédé : « Nemo potest cogi ad factum », disent-ils, et ils interprètent littéralement l'article 1142 du Code civil français aux termes duquel : « Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts, en cas d'inexécution de la part du débiteur ». Mais la majorité de la doctrine contemporaine reconnaît au contraire que, dans bien des cas, rien ne s'oppose à ce que le créancier poursuive l'exécution forcée d'une obligation de faire : le débiteur devait construire un mur ; il n'y a rien d'impossible à ce que le créancier le fasse exécuter par une autre personne, aux dépens du débiteur défaillant ; c'est du reste la solution de l'article 1144 ; celle aussi de l'article 1143 pour les obligations de ne pas faire.

M. Capitant propose la formule suivante (1) : « En principe, le créancier a toujours le droit de réclamer l'exécution en nature, chaque fois qu'il y a possibilité de l'imposer, en recourant au besoin à la force publique ».

La jurisprudence paraît se rallier à cette opinion (2).

Toutes les législations modernes reconnaissent plus ou moins expressément cette poursuite en nature de l'exécution du contrat.

Un texte général est formulé par le Code civil allemand dans des termes un peu différents de l'article 250 du Code libanais, mais qui au fond signifie la même chose. C'est l'article 249 : « Quiconque est obligé à réparation de dommages doit rétablir l'état de choses qui aurait existé si la circonstance ayant donné lieu à l'obligation de réparation ne fût pas survenue ». Puis l'article 250 : « Le créancier peut

(1) C. et CAPITANT : Cours de droit civil, t. II, 8<sup>e</sup> édition, pages 91 et suivantes.

(2) Civ. 29 janvier 1926, D. 1926, p. 115.

fixer à l'obligé à réparation un délai convenable pour le rétablissement en nature ».

Le projet franco-italien (article 87) admet de même que des dommages et intérêts ne sont accordés qu'à défaut « d'une exécution incomplète de l'obligation ».

Le Code des obligations suisse (article 98), le Code polonais (article 247), les Codes marocain et tunisien (articles 259, 261, 262 du Code des obligations du Maroc ; articles 275, 276 du Code des obligations de Tunisie) contiennent, comme le Code civil français, diverses dispositions permettant au créancier d'obtenir la prestation qui lui est due.

Quels sont donc les moyens que le Code libanais met à la disposition du créancier pour poursuivre et obtenir l'exécution en nature de l'engagement du débiteur ?

#### PARAGRAPHE 1<sup>er</sup>

##### EXECUTION PAR LE CREANCIER LUI-MEME AUX DEPENS DU DEBITEUR

Le premier moyen consiste dans la possibilité donnée au créancier d'exécuter lui-même ou de faire exécuter par un tiers l'obligation promise et cela aux frais du débiteur inexact ; on peut supposer, par exemple, un entrepreneur qui ne construit pas l'édifice promis ; le maître s'adressera à un autre constructeur et fera payer par le premier cette nouvelle dépense.

Des conditions précises sont fixées par le Code pour une telle action personnelle du créancier :

1<sup>o</sup> Le créancier doit demander au Tribunal l'autorisation d'exécuter (article 250, al. 2). Il est évident

que, puisqu'il s'agit d'exécution forcée, le recours à une autorité s'impose ; on ne peut permettre au créancier d'être le propre juge de la situation.

2° L'action personnelle du créancier peut porter sur une obligation de faire comme sur une obligation de ne pas faire. L'article 250, alinéas 2 et 3, reprend les dispositions des articles 1143 et 1144 du Code civil français :

« Le créancier peut demander au Tribunal l'autorisation d'exécuter lui-même l'obligation de faire aux dépens du débiteur. Il a également le droit de demander que ce qui aurait été fait en violation d'un engagement de ne pas faire soit détruit aux dépens du débiteur <sup>(3)</sup> ».

L'obligation type de faire sera celle résultant d'un contrat de louage de services ou d'industrie : le débiteur n'a pas fourni à temps le travail promis ou ne l'a pas terminé. Le créancier demandera à une autre personne de reprendre la tâche inachevée ou de la faire entièrement.

Une application de cette intervention du créancier est faite dans le contrat de bail, par l'article 547, alinéa 2 : « Si le locateur est en demeure d'accomplir les réparations dont il a la charge, le preneur peut l'y contraindre judiciairement ; à défaut par le locateur de les accomplir, il peut se faire autoriser par justice à les faire exécuter lui-même et à les retenir sur le prix ». L'article 608 reprend la même solution pour les baux à ferme.

Pour les obligations de donner, il ne peut, à proprement parler, être question pour elles de l'action du créancier à la place du débiteur. Celui-ci s'est

(3) Comparer : articles 261 et 262 du code des obligations du Maroc, 275 et 276 du code des obligations de Tunisie, article 98 du code des obligations suisse, article 247 du code polonais, article 97 du projet franco-italien.

engagé en vertu de l'article 46, soit au paiement de sommes d'argent ou d'autres choses ayant le caractère de choses fongibles, soit à la constitution d'un droit réel. S'il s'agit d'un corps certain mobilier, la propriété est transférée de plein droit ; le créancier qui poursuit l'exécution en nature demandera donc aux juges de le mettre en possession de la chose. S'il s'agit d'un droit réel immobilier, le créancier demandera l'inscription d'office au registre foncier (article 48).

Quant aux obligations de restituer un objet déterminé (prêt, dépôt, louage de chose) le créancier pour obtenir l'exécution en nature aura recours aux saisies exécutoires, au droit de rétention, aux astreintes (article 271).

3° Il faut que l'exécution n'implique pas nécessairement l'intervention personnelle du débiteur (article 251). Ce sera le cas, lorsque le contrat avait été passé en considération de la personne du débiteur.

Il est évident que le créancier, qui a demandé à un artiste célèbre de faire son portrait, **ne pourra, en cas d'inexécution, poursuivre l'exécution forcée en nature, en le faisant faire par un tiers.** Il ne pourra non plus le contraindre matériellement à s'exécuter. Dans la jurisprudence française, la question s'est présentée au sujet d'un acteur de la Comédie-Française qui, malgré son contrat, jouait sur une scène rivale (Civ., 4 juin 1924, D. H., 1924-469). Dans ce cas, il faut alors trouver un autre moyen pour assurer l'exécution : c'est celui des astreintes.

Le Code n'impose pas d'autres conditions à l'action du créancier. Cependant, ne faudrait-il pas exiger qu'elle ne soit pas trop onéreuse pour le débiteur ? Les Codes marocain (art. 261) et tunisien (art. 275) fixent une limite qui paraît raisonnable ;

« Cette dépense ne peut excéder... ce qui est nécessaire pour l'exécution de l'obligation ». Il y a lieu, en effet, de craindre un abus de la part du créancier.

Il faut ajouter que s'il s'agit d'une exécution défectueuse, au lieu d'une inexécution totale, les mêmes principes doivent jouer ; l'article 252 n'autorise des dommages et intérêts que si « l'obligation n'est pas exactement et intégralement exécutée en nature ».

## PARAGRAPHE 2

### LE PROCEDE DES ASTREINTES

L'article 251 reconnaît le recours à ce moyen coercitif lorsque l'intervention personnelle du débiteur est nécessaire pour obtenir l'exécution : « Le créancier a alors la ressource de faire condamner celui-ci à une astreinte par jour, par semaine, par mois de retard ou par manquement commis, en vue d'exercer une pression sur la volonté du débiteur récalcitrant et de vaincre sa force d'inertie ».

On pourrait croire, à la lecture de ce texte, que ce moyen ne vise que les obligations comportant une prestation essentiellement personnelle de la part du débiteur. Il n'en est rien et le Code entend donner une portée générale à ce procédé ; il cite en effet les astreintes parmi les mesures exécutoires générales mises à la disposition de tout créancier dont le droit est actuel et exigible (article 271).

L'astreinte pourra donc jouer pour toutes les obligations : obligation de donner, obligation de livrer, obligation de faire ou de ne pas faire. La jurisprudence française l'a même admise en dehors du droit

des obligations proprement dit et l'applique aussi dans le droit de la famille (4).

La définition que donne de l'astreinte le Code libanais est la définition partout admise : c'est une condamnation pécuniaire à tant par jour, par mois de retard, dans le but d'obtenir du débiteur l'exécution de son obligation.

Nous allons préciser la nature de cette condamnation pour en déterminer ensuite les caractères.

### 1° NATURE JURIDIQUE DE L'ASTREINTE

Cette condamnation du débiteur au paiement d'une somme déterminée qui se renouvelle chaque fois que le débiteur laisse passer le délai fixé, peut se présenter théoriquement sous deux aspects :

— ou bien il s'agit d'une condamnation définitive, fixée une fois pour toutes par le juge pour réparer le dommage causé au créancier par le retard ; le juge évalue à l'avance le dommage, et au lieu d'en donner un montant global il le répartit sur chaque jour, semaine, ou mois de retard ; mais c'est toujours l'application de la théorie des dommages-intérêts ;

— ou bien il s'agit d'une condamnation provisoire, destinée à exercer une pression sur la volonté du débiteur, qui doit donc disparaître une fois le résultat atteint ; elle intervient alors comme une peine, ou selon l'expression habituelle, à titre « comminatoire ».

C'est sous ce double caractère que la jurisprudence

(4) Paris, 13 février 1877, S. 78-1-193, sous cassation, affaire de Beaufremont.

française a consacré l'astreinte. Dans les premiers arrêts reconnaissant le procédé (Cassation, 21 juin 1809 et 22 janvier 1812), il s'agissait d'un délai de grâce accordé au débiteur ; passé ce délai, s'il n'exécutait pas, il devait payer une certaine somme à titre de dommages-intérêts. La Cour de Cassation admit qu'il pouvait encore offrir l'exécution en nature après l'expiration du délai fixé.

Au cours du siècle dernier, les juges prirent l'habitude de fixer les dommages-intérêts dus par le débiteur à tant par jour de retard, avec possibilité toutefois de réduire le chiffre total, lorsque l'exécution avait eu lieu. Car en pratique pour arriver à un résultat certain, il faut que l'astreinte porte sur une somme considérable, afin d'amener le débiteur à exécuter le plus rapidement possible. Aussi les juges furent-ils amenés à faire de l'astreinte une condamnation souvent sans rapport avec le préjudice subi, condamnation dont le taux pouvait être augmenté si, après un certain temps, l'astreinte était restée inopérante.

Il s'agit cette fois d'un moyen de contrainte. Un arrêt de la Chambre des Requêtes du 1<sup>er</sup> décembre 1897 (S., 1899, I, 174) est caractéristique à ce sujet. Il s'agissait d'une contestation entre le propriétaire d'un hôtel de Paris et la Compagnie d'Electricité, au sujet du prix de l'électricité. Le propriétaire n'ayant pas payé, la Compagnie coupe l'éclairage. Le Tribunal de Commerce de la Seine avait d'abord condamné la compagnie à fournir l'électricité sous peine d'une astreinte de 100 francs par jour de retard ; la Cour d'Appel la porte à 10.000 francs et la Cour de Cassation reconnaît qu'elle en avait le droit. Et, d'après la Cour de Cassation, c'est aux juges du fond qu'il appartient de déterminer le caractère qu'ils ont entendu reconnaître à l'astreinte : « Il appartient

aux juges appelés à interpréter une de leurs décisions antérieures prononçant une astreinte... de décider que cette astreinte n'avait pas un caractère comminatoire, mais avait été prononcée à titre définitif comme réparation du préjudice fixé d'avance pour le cas de non-exécution dans le délai » (Cass. Req., 19 avril 1904) <sup>(5)</sup>.

Si c'est une condamnation à des dommages-intérêts, l'astreinte est définitive; si c'est une peine, les juges peuvent la modifier.

Il faut noter que toute cette théorie est en droit français purement jurisprudentielle. La plupart des auteurs sont d'accord pour reconnaître que, malgré son utilité incontestable, cette pratique n'est pas légale. La considère-t-on comme dommages-intérêts, elle n'est qu'une déformation de la théorie; l'évaluation du dommage est arbitraire; il s'agit d'un dommage incertain que la réparation accordée dépassera le plus souvent. La considère-t-on au contraire comme une peine, aucun texte n'y autorise; pas même l'article 1036 du Code de procédure civile qui permet bien aux juges de prononcer des « injonctions » mais seulement pour assurer la police de l'audience <sup>(6)</sup>.

La Cour de Cassation de Belgique partant de cette absence de texte se refuse à admettre le procédé; cependant la jurisprudence des Tribunaux admet la condamnation à tant par jour de retard à titre de dommages-intérêts. On peut citer, en ce sens, un arrêt de la Cour de Bruxelles du 1<sup>er</sup> mars 1909 (S., 1909, 4, 15) aux termes duquel : « Si en cas d'inexécution d'une obligation de faire ou de ne pas faire, les

(5) S. 1916-1-390, voir dans le même sens Req. 18 nov. 1907, D. 1908-1-23.

(6) Cf. LALOU, La responsabilité civile, pages 76 et suivantes; CAPITANT, Traité de droit civil, t. II, page 109 et suivantes.

Tribunaux peuvent allouer une somme déterminée par jour de retard, ce n'est qu'à titre d'indemnité à raison du dommage causé et non à titre de pure contrainte ». D'après M. Durand (7), la Cour de Cassation belge reconnaît aussi la validité de ces condamnations quand elle prononce la réparation d'un préjudice futur, mais certain. Il cite un arrêt de la Cour de Cassation du 24 janvier 1924 qui rejette définitivement l'astreinte : « Aucune loi ne permet au juge civil de sanctionner des injonctions par des condamnations pécuniaires à titre de pure contrainte ».

Dans l'article 251, le Code libanais se rallie à la théorie de l'astreinte, moyen de contrainte. C'est une menace qui pèse sur le débiteur, en vue, dit le texte, « d'exercer une pression sur sa volonté et de vaincre sa force d'inertie ». Il n'est plus question de réparation de dommage, il s'agit uniquement de forcer le débiteur à exécuter. C'est la solution la plus logique car l'astreinte-dommage fait, nous l'avons vu, échec aux règles essentielles de toute condamnation à des dommages-intérêts.

De cette nature de l'astreinte vont découler un certain nombre de conséquences.

## 2° CARACTÈRES DE L'ASTREINTE

1. L'astreinte est une condamnation provisoire. Le but à atteindre, c'est-à-dire l'exécution de l'obligation étant obtenu, sa raison d'être disparaît. « Lorsque l'exécution en nature est obtenue, le Tribunal a la faculté de rabattre l'astreinte », dit l'article 251, alinéa 2. De même il doit avoir la possibilité de l'augmenter pour assurer son efficacité, bien que le

(7) P. DURAND : « Le droit des obligations dans les jurisprudences française et belge ».

texte ne le précise pas; cela découle de ce que l'astreinte est un procédé de coercition.

2. L'astreinte est une condamnation indéterminée quant à sa durée; tant que le débiteur n'exécutera pas, l'astreinte jouera. Sa durée dépendra en pratique et de son taux et des ressources du débiteur.

3. L'astreinte est une condamnation sans rapport avec le préjudice. Plus la menace sera considérable, plus elle pèsera sur la détermination du débiteur; peu importe qu'elle dépasse le préjudice causé au créancier; il sera toujours temps, une fois l'exécution obtenue, de la ramener à des proportions plus équitables.

Dans ce cas, l'article 251 permet au juge de ne laisser subsister l'astreinte que dans la mesure où le créancier a subi un préjudice du fait de la résistance injuste du débiteur. En réalité, il ne s'agit plus vraiment de l'astreinte. Le but poursuivi, l'exécution du contrat est atteint; l'astreinte se transforme en dommages-intérêts moratoires; le juge va attribuer les sommes versées à cette indemnité due pour le retard injustifié, et il est normal que cette indemnité soit en rapport avec le préjudice subi.

4. L'astreinte peut se cumuler avec l'exécution. Le Tribunal a « la faculté » de la réduire ou de la transformer en dommages-intérêts; ce n'est pas pour lui une obligation.

5. L'astreinte peut être conventionnelle; l'article 266 y fait allusion au sujet de la clause pénale: « Le créancier ne peut demander en même temps le principal et la peine, à moins que celle-ci n'ait été stipulée que pour le simple retard ou à titre d'astreinte ».

Peu de législations se montrent aussi précises que le Code libanais au sujet des astreintes.

Nous avons vu la carence des Codes civil français

et belge ; il en est de même dans les Codes marocain et tunisien, dans le Code suisse. C'est qu'il s'agissait jusqu'à présent d'une pratique encore peu précise.

L'article 166 du projet franco-italien sur la clause pénale comprend la même allusion à l'astreinte que celle rencontrée dans l'article 266 du Code libanais : « Le créancier ne peut demander en même temps le principal et la peine à moins que celle-ci n'ait été stipulée pour le simple retard ou à titre d'astreinte ; le juge peut réduire l'astreinte lorsqu'elle lui paraît excessive ». Ce texte paraît bien consacrer la possibilité d'une astreinte, moyen de contrainte, à côté de la clause pénale, évaluation de dommages-intérêts.

Le Code civil allemand ne parle pas des astreintes ; mais, fait remarquer M. Demogue, on peut voir une sorte de sanction indirecte correspondant à la même idée dans les articles 250 et 326, textes qui permettent au créancier de fixer au débiteur un délai convenable pour le rétablissement en nature avec déclaration qu'il rejette le rétablissement, une fois le délai expiré.

## CHAPITRE II

### LES DOMMAGES-INTERETS OU EXECUTION EN EQUIVALENT

Lorsque l'exécution en nature est devenue impossible par suite d'une circonstance dont le débiteur est tenu, son obligation subsiste cependant. Mais elle va s'exécuter différemment. Le débiteur, au lieu de fournir la prestation déterminée par le contrat, doit donner au créancier un équivalent ; « des dommages-intérêts viennent se substituer faute de mieux à l'exécution directe » (article 252).

Il s'agit d'une compensation, de dommages-intérêts compensatoires de l'inexécution devenue définitive, qu'elle soit totale ou partielle. De ces dommages-intérêts compensatoires il faut distinguer avec l'article 252 les dommages-intérêts moratoires dus lorsqu'il y a simplement retard dans l'exécution.

Les règles qui s'appliquent à ces deux sortes de dommages sont dans l'ensemble les mêmes. Il faut toutefois remarquer que les dommages moratoires seront dus alors que l'exécution en nature est encore possible ; ils sont accessoires à la poursuite de cette exécution et peuvent se cumuler avec elle. De plus, il existe pour eux des règles spéciales lorsqu'ils sanctionnent le retard dans le paiement d'une dette d'une somme d'argent (article 265).

Les dommages-intérêts consistent dans l'attribution

d'une somme d'argent ; le Code parle d'indemnité (article 252) et de son montant (article 259).

A quelles règles est soumise l'évaluation des dommages-intérêts ? Trois situations différentes doivent être envisagées (article 259) :

- 1° L'évaluation par le juge.
- 2° L'évaluation par la loi.
- 3° L'évaluation conventionnelle par les parties.

## SECTION I

### L'ÉVALUATION JUDICIAIRE

C'est l'évaluation normale : « En principe, dit l'article 259, le montant des dommages-intérêts est déterminé par le juge ».

Pour fixer le montant de cette indemnité le juge doit prendre en considération le dommage causé au créancier par l'inexécution, et cela d'après les règles précises des articles 260 et suivants. L'existence d'un préjudice est en effet une des conditions de toute condamnation à des dommages-intérêts (article 253, alinéa 1). Tant que le créancier n'a pas à se plaindre d'un préjudice certain, il n'a pas le droit d'agir, l'obligation du débiteur fut-elle inexécutée : « Pas d'intérêt, pas d'action ».

Cette nécessité d'un dommage est la règle commune dans toutes les législations. L'article 1147 du Code civil français précise que le débiteur est condamné « s'il y a lieu » et l'on est d'accord pour entendre par là : « si l'inexécution a causé un dommage au créancier ».

L'article 97 du Code des obligations suisse déclare

le débiteur : « tenu de réparer le dommage »; de même l'article 249 du Code civil allemand parle de « réparation de dommages ».

Enfin l'article 239 du Code polonais rend le débiteur « responsable de tout le préjudice ».

Nous verrons cependant qu'une exception est faite dans certaines législations quand le montant des dommages-intérêts est fixé par une clause pénale. Dans ce cas, on admet que la clause jouera et que les dommages-intérêts seront alloués à la suite de l'inexécution, quand bien même le créancier n'aurait eu à subir aucun préjudice. Le droit français reconnaît aussi une autre exception dans l'article 1153, al. 2, pour les intérêts des obligations de sommes d'argent à la suite du retard dans l'exécution : « ces dommages et intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de justifier d'aucune perte ». L'article 265 du Code libanais reprend les dispositions de l'article 1153, al. 1, sur la fixation légale du taux des intérêts de sommes d'argent. Mais il ne spécifie pas que dans ce cas des intérêts sont dus, indépendamment de toute perte établie. Cela paraît évident; le fait même du retard dans le paiement d'une somme d'argent est dommageable pour le créancier qui perd les intérêts que la somme aurait pu produire.

C'est au créancier qu'incombe la charge de la preuve du dommage prétendu; cela en vertu même des règles du droit commun (article 362).

Mais une question se pose alors : la réparation ainsi réclamée au débiteur par le créancier doit-elle comprendre tout dommage, quel qu'il soit, dont ce dernier a eu à souffrir à la suite de l'inexécution du contrat? C'est ici qu'apparaît le rôle du juge : « les dommages-intérêts doivent correspondre exactement au préjudice éprouvé et au gain manqué », dit l'art. 260.

Le créancier avait exécuté l'obligation qui lui incombait; il ne reçoit pas sa contre-prestation; il en éprouve un préjudice certain et facilement appréciable; de plus, il avait fait des frais pour passer le contrat et peut-être même en prévision de l'exécution due par son co-contractant. D'autre part, en comptant sur la prestation promise, il a pu laisser passer une occasion plus intéressante de contracter : d'où un manque à gagner dont l'évaluation sera peut-être délicate, mais cependant possible.

Pour aider le juge dans cette évaluation parfois difficile de la réparation due, la loi précise l'étendue du dommage dont il doit tenir compte. Il est intéressant de rapprocher les solutions consacrées ici de celles admises pour les dommages-intérêts accordés à la suite d'actes illicites (articles 134 et suivants). Le Code libanais dans l'ensemble admet des règles semblables pour les deux sortes de responsabilité suivant en cela l'exemple du Code civil allemand, du Code des obligations suisse, du Code polonais.

Sur certains points, le droit français persiste, au contraire, à maintenir une différence entre la responsabilité délictuelle et la responsabilité contractuelle.

#### PARAGRAPHE 1<sup>er</sup>

##### DOMMAGE MATERIEL ET DOMMAGE MORAL

Le créancier auquel le débiteur n'a pas fourni la prestation promise ou la lui a fournie avec retard subit le plus souvent un préjudice matériel. Il se trouve lésé pécuniairement et subit « une diminution de patrimoine ».

Ce dommage matériel peut atteindre le créancier de diverses manières : par la perte effective d'une chose due (dépositaire qui ne restitue pas la chose confiée), d'une somme d'argent (emprunteur qui ne rembourse pas — frais d'exécution, etc...), par l'atteinte à un droit réel ou à un droit de créance.

A côté de ces droits patrimoniaux, il y a, dit M. Lalou, des droits extra-patrimoniaux : droits politiques, droits inhérents à la personnalité, droits de la famille, etc... « La distinction du dommage matériel et du dommage moral correspond à la division des droits » (1) ainsi faite. Lorsqu'une atteinte est portée à l'un de ces droits extra-patrimoniaux : atteinte à la considération, à l'honneur, à la santé, à la vie, à la liberté, on peut donc parler de dommage moral.

Les auteurs des divers pays sont unanimes sur ce contenu du dommage moral. Les rédacteurs du projet franco-italien en ont donné une définition semblable dans leur rapport : « c'est celui qui ne touche en aucune manière le patrimoine et cause seulement une douleur morale à la victime ».

Avec le préjudice moral apparaît une difficulté : comment évaluer en argent une souffrance de cette sorte ? — Et l'on peut se demander s'il faut en tenir compte dans la réparation, notamment dans la réparation due par le débiteur en faute ? L'article 263 du Code libanais se prononce nettement : « les dommages moraux sont à retenir comme les dommages matériels, pourvu que l'évaluation pécuniaire en soit raisonnablement possible ». L'article 184, paragraphe 2, consacre la même solution en matière délictuelle.

Le Code prend donc parti dans la controverse des auteurs et de la jurisprudence en France sur ce point. Si doctrine et jurisprudence sont d'accord

(1) LALOU, *op. cité*, p. 73 et suivantes.

pour reconnaître, en général, la réparation du dommage moral à la suite d'actes illicites, il n'en est pas de même pour les contrats. Certains auteurs, continuant la tradition de Pothier et de Domat se montrent toujours hostiles à l'admission du dommage moral; d'autres, au contraire, prétendent qu'il n'y a aucune raison de traiter différemment les deux ordres de responsabilité; parmi eux citons : MM. Demogue, Mazeaud, Lalou. Quant à la jurisprudence, les partisans de chaque thèse peuvent sans doute y trouver des décisions dans les deux sens. — Mais il faut reconnaître que, si nous n'avons pas d'arrêts de cassation très nets, les tribunaux inférieurs admettent très souvent la réparation du préjudice moral (2).

Le préjudice moral peut se trouver mêlé au préjudice matériel. Ce sera le plus souvent le cas des accidents dans le contrat de transport, par exemple. La personne blessée pourra demander à côté de la réparation du dommage matériel : remboursement des frais pour les soins, indemnité pour incapacité de travail, etc., la réparation du préjudice moral résultant de l'atteinte à la santé, des souffrances endurées et de la mutilation d'un membre, d'une blessure inesthétique, etc. Un autre exemple de cette juxtaposition des deux sortes de dommages nous est donné dans un arrêt de la Cour de Paris du 24 janvier 1928 (*G. T.*, 17 juillet 1928) : un entrepreneur de travaux, qui pendant près de dix ans, laisse inachevé un monument funéraire, cause un préjudice matériel et moral à la famille.

Le préjudice moral peut aussi être seul en question.

(2) Paris, 2 décembre 1897, D. 1898-2-465, *Tribunal commerce Saint-Etienne*, 26 avril 1901, S. 04-2-116.

Paris, 24 janvier 1928, *G. T.*, 17 juillet 1928.

Le Code libanais l'admet donc, mais à la condition que son évaluation pécuniaire soit « raisonnablement possible ». Nous n'avons malheureusement pas plus sur ce point que sur les autres de jurisprudence locale ; le Code a sans doute voulu supprimer par cette disposition des réparations arbitraires ; il faut que le préjudice en question soit certain et que, dans le milieu social actuel, on le considère comme susceptible de recevoir une réparation, du moins une compensation en argent.

Il faut encore ajouter une autre limite à la réparation du dommage moral. L'article 134, al. 3, en matière délictuelle, a soin de préciser que le juge peut faire état de l'intérêt d'affection, lorsqu'il se justifie par un lien de parenté légitime ou d'alliance.

Il semble que l'on puisse étendre ce texte aux contrats, puisque dans l'ensemble les solutions sont les mêmes pour les deux responsabilités au sujet de l'élément dommageable. C'est sans doute pour les délits que la limitation présente toute son importance ; mais il est des hypothèses dans lesquelles elle pourrait jouer dans un contrat. S'il s'agit d'atteinte aux sentiments d'affection, le préjudice moral ne sera retenu que s'il est éprouvé par un membre de la famille légitime ou alliée. Cette disposition ne permettra pas des hésitations semblables à celles de notre jurisprudence française en la matière.

Le Code des obligations suisse, dans son article 47, autorise également une indemnité « à la famille » ; le Code polonais (article 166) aux « membres les plus proches de la famille » ; ni l'un ni l'autre ne spécifient expressément, comme le fait le Code libanais, qu'il faut admettre aussi les alliés.

En prenant en considération le dommage moral le Code libanais suit l'exemple de la plupart des législations modernes.

Nous examinerons principalement le droit suisse et le nouveau droit polonais, car ils présentent tous deux des solutions particulièrement intéressantes.

Il faut dire aussi que le projet franco-italien dans son article 85 reconnaît la réparation du dommage moral, mais il ne le dit expressément qu'en matière d'actes illicites.

*Le Code des obligations suisse* consacre divers articles à l'atteinte aux intérêts personnels. L'article 99, al. 3, renvoie pour la réparation en général dans les contrats aux règles de la responsabilité délictuelle, c'est-à-dire aux articles 42 et suivants. Ce sont les articles 47 et 49 qui règlent la question du préjudice moral.

L'article 47 s'exprime ainsi : « le juge peut, en tenant compte de circonstances particulières, allouer à la victime des lésions corporelles, ou, en cas de mort d'homme, à la famille, une indemnité équitable à titre de réparation morale. » L'article 49 ajoute : « celui qui subit une atteinte dans ses intérêts personnels, peut réclamer en cas de faute des dommages-intérêts et en outre une somme d'argent, à titre de réparation morale, lorsque celle-ci est justifiée par la gravité particulière du préjudice subi et de la faute. Le juge peut substituer ou ajouter à l'allocation de cette indemnité un autre mode de réparation ».

Le Code suisse prend ainsi en considération le préjudice moral, l'atteinte aux sentiments d'affection. Il ne s'agirait pas là, d'après Von Tuhr, « d'un dommage au sens de la loi, tant que le patrimoine n'est pas touché; la somme d'argent versée de ce chef dans certains cas ne constitue pas un dédommagement; c'est une réparation morale ». Il part en effet de cette idée qu'une évaluation pécuniaire d'un dommage moral est impossible; la condamnation à

une somme d'argent n'est qu'une « satisfaction » personnelle pour le créancier. Pour accentuer ce caractère, Von Tuhr prétend que la créance de réparation morale ne doit pas se transmettre.

En pratique, c'est tout de même tenir compte du préjudice moral que d'en reconnaître la réparation, ne fût-elle que symbolique. En matière de dommage moral il est évident qu'elle ne peut être qu'approximative.

*Le Code polonais* contient des dispositions voisines. De même que dans le Code suisse, elles se trouvent au titre du délit (articles 157 et suivants) : elles sont valables aussi pour les contrats en vertu de l'article 242, 2<sup>o</sup> : « les dispositions relatives à la réparation du dommage causé par un acte illicite s'appliquent à défaut d'autres stipulations du contrat ou de la loi ». L'article 157, paragraphe 3, pose le principe de l'admission du dommage moral : « dans les cas prévus par la loi, on peut demander, indépendamment de la réparation du dommage matériel, une satisfaction pour le préjudice moral ». Les articles 165 et 166 viennent préciser ces cas et permettre au tribunal d'allouer à la victime ou à sa famille ou à une institution par elle désignée « une somme convenable à titre de satisfaction pour les souffrances physiques et pour le préjudice moral ».

A la lecture de ces textes, on constate tout d'abord que le code a accentué le caractère de satisfaction plutôt que de réparation de l'indemnité accordée à la suite d'un préjudice moral. Le montant des dommages pourra être donné à une institution charitable : c'est donc bien une condamnation à titre de principe, puisqu'elle ne profitera pas à la personne qui a subi le préjudice ; il n'y a pas à proprement parler de dédommagement. Le droit libanais, au contraire, en exigeant, pour l'admettre, que

le préjudice moral puisse être raisonnablement apprécié en argent semble maintenir une idée de réparation.

Cependant l'article 165, paragraphe 3, du Code polonais, a soin de préciser que le droit à la satisfaction se transmet aux héritiers sous certaines conditions : « lorsqu'il a été fixé du vivant de la victime par une convention ou par un jugement passé en force de chose jugée, ou lorsque l'action a été intentée du vivant de la victime ». C'est donc la solution contraire de celle préconisée en Suisse par Von Tuhr.

Il faut ici faire une place à part au droit allemand ; il repousse en principe la réparation de tout dommage moral : « pour un dommage qui n'est pas un dommage patrimonial, le dédommagement en argent ne peut être poursuivi que dans les cas fixés par la loi » (article 253).

Nous trouvons une exception formelle dans l'article 847 en matière délictuelle. Les auteurs reconnaissent qu'en fait des atténuations sont apportées au principe par le maintien de la réparation en nature tant qu'elle est possible et par la tendance à considérer comme ayant un caractère patrimonial certains éléments qui ne correspondent en réalité qu'à une satisfaction personnelle <sup>(3)</sup>.

Ajoutons que les Codes marocain et tunisien, reprenant la méthode de notre Code civil français, ne contiennent aucune disposition formelle sur le dommage moral. D'où la même diversité d'interprétation.

(3) Code civil allemand, note sous article 253.

## PARAGRAPHE 2

### DOMMAGE DIRECT ET DOMMAGE INDIRECT

A la suite de l'inexécution de son obligation par le débiteur, le créancier peut avoir à subir divers dommages, dont tous ne vont peut-être pas être la conséquence directe de la faute du débiteur.

Pour reprendre l'exemple classique de POTHIER <sup>(4)</sup>, lorsqu'un marchand vend un animal malade à un cultivateur et que cet animal communique sa maladie aux autres qui en meurent, le contractant subit un préjudice direct par la perte de son bétail. Mais la disparition de ces animaux empêche d'entreprendre toute culture ; il s'ensuit, préjudice indirect, la perte des récoltes. Le vendeur doit-il en répondre ? D'une manière plus générale, le débiteur est-il tenu de réparer le dommage indirect ?

L'article 261 du Code l'admet expressément, pour les contrats, de même que l'article 134, paragraphe 4, pour les délits. Mais une condition est mise à la responsabilité du débiteur pour un tel dommage ; les dommages indirects sont pris en considération « seulement s'ils peuvent être rattachés avec une complète certitude à l'inexécution de l'obligation ». C'est là évidemment le point délicat ; il ne faut pas, en admettant le dommage indirect, faire peser sur le débiteur une réparation pour des suites vraiment trop lointaines de son inexécution.

Prenons quelques exemples courants en la matière : le fourreur qui ne livre pas à temps le manteau promis à sa cliente et qui l'oblige par là à retarder

(4) Pothier (Bugnet, t. II, n° 167).

un voyage ne serait pas, aux termes du droit libanais, tenu de dommages-intérêts à la suite d'un accident survenu pendant le voyage, sous prétexte que, s'il avait livré à temps, sa cliente fût partie par un autre train et n'aurait pas été blessée. Par contre, il faudrait, semble-t-il, admettre la responsabilité du transporteur qui, par suite d'un retard excessif, fait manquer à un voyageur une affaire intéressante.

Le droit suisse reconnaît également que la responsabilité s'étend à toutes les suites de l'acte dommageable. L'article 99 ne reprend plus la distinction de l'ancien article 116, qui limitait au préjudice immédiat la réparation pour violation d'un contrat.

An contraire, le droit français, suivi sur ce point par les Codes marocain et tunisien (articles 264 et 278), n'admet pas la réparation du dommage indirect, même au cas de dol (article 1151) : « les dommages et intérêts ne doivent comprendre que ce qui est une suite immédiate et directe de l'inexécution de la convention ». C'était aussi la solution du droit ottoman avant le Code libanais (articles 109 et 110 du Code de procédure civile). Le dol avait cependant un effet particulier en matière de dommages ; il permettait la réparation pour gain manqué, alors qu'en l'absence de dol elle ne visait que la perte subie.

### PARAGRAPHE 3

#### DOMMAGE PREVU ET DOMMAGE IMPREVU

L'article 262 pose le principe suivant lequel la réparation ne doit comprendre que les dommages prévisibles lors de la formation du contrat, « du moins si le débiteur n'a pas commis de dol ». Le Code reprend ici la traditionnelle distinction de

notre article 1150 toujours consacrée par la jurisprudence. Le débiteur de mauvaise foi doit être tenu, même pour les conséquences imprévisibles de son inexécution ; on doit se montrer moins sévère à l'égard du débiteur qui n'a fait preuve d'aucune malice en n'exécutant pas. C'est une application de la formule : « *Fraus omnia corrumpit* ».

C'est le seul point où le droit libanais traite différemment le dommage contractuel et le dommage délictuel.

Faut-il assimiler la faute lourde au dol ? C'est une question d'ordre général qui présente ici un intérêt particulier ; nous l'avons déjà examinée, au sujet des clauses de non responsabilité.

En France, un arrêt de la Chambre civile de la Cour de Cassation du 3 août 1932 s'est prononcé contre cette assimilation <sup>(5)</sup> : « attendu que, hors le cas de dol, le débiteur n'est tenu que des dommages-intérêts qui ont été prévus lors du contrat ». Nous avons vu que cet arrêt est resté isolé et que la Chambre des Requêtes a toujours maintenu l'assimilation de la faute lourde au dol <sup>(6)</sup>.

En droit libanais la même hésitation est possible, le texte étant semblable. Pour les clauses de non responsabilité, il se prononce pour le maintien de l'assimilation.

Que faut-il entendre exactement par dommage prévu ? C'est là évidemment une question d'espèce, de circonstances ; on peut citer à titre d'exemple la jurisprudence française sur les indemnités dues par les Compagnies de chemins de fer pour les bijoux contenus dans les bagages perdus <sup>(7)</sup>. La Cour de Cassation estime que la réparation doit représenter

(5) Arrêt précité, Cassation civile, 3 août 1932, D. 1932-1-49 ;

(6) Req. 24 oct. 1932, D. h. 1932, p. 521.

(7) Cass. civ. 29 décembre 1919, D. 19-1-117.

la valeur moyenne des objets généralement contenus dans un colis semblable. La jurisprudence française décide aussi que l'article 1150 n'exige pas que le débiteur ait prévu la quotité du dommage <sup>(8)</sup>.

En résumé, on doit tenir compte de la prévision normale, moyenne, au moment du contrat.

Des solutions différentes se rencontrent en droit allemand, en droit suisse, dans le nouveau droit polonais ; elles rendent le débiteur responsable même des dommages imprévus. Cela résulte de l'article 249 du Code civil allemand qui impose à l'obligé : « de rétablir l'état de choses qui aurait existé si la circonstance ayant donné lieu à l'obligation de réparation ne fût pas survenue ». Il faut donc une réparation totale.

L'ancien article 116 du Code fédéral admettait, comme le droit libanais, seulement le dommage prévu dans les contrats ; l'article 99, al. 3, qui renvoie aux règles délictuelles, n'autorise plus à leur faire une situation spéciale.

Enfin le Code polonais exige la réparation de « tout le dommage », article 239.

#### PARAGRAPHE 4

#### DOMMAGE FUTUR

Le Code libanais admet la réparation du préjudice futur, tout au moins quand il présente certains caractères. Pour les contrats, l'article 264 renvoie aux conditions fixées à l'article 134, paragraphe 6, pour

(8) Cass. civ., 7 juillet 1924, S. 1925-1-321.

l'indemnité délictuelle. Après avoir posé « qu'en principe les dommages actuels, dès maintenant réalisés, entrent seuls en ligne de compte pour le calcul de la réparation », l'article 134, paragraphe 6, ajoute : « exceptionnellement le juge peut prendre en considération les dommages futurs, si d'une part leur réalisation est certaine et si en outre il possède les moyens d'en apprécier à l'avance l'importance exacte ». Ce sont là, en effet, les deux points qui peuvent faire hésiter à admettre la réparation du dommage futur.

Il est souvent difficile d'établir que tel préjudice se produira comme conséquence de l'inexécution ; puis, si l'on peut prouver sa venue certaine, comment évaluer un dommage qui ne se réalisera que dans des circonstances encore inconnues ? Il est évident qu'une fois ces deux conditions remplies, il n'y a plus aucune raison pour écarter le dommage futur. Le créancier aura à subir une perte certaine ; il doit en être dédommagé.

Longtemps, en France, doctrine et jurisprudence se sont refusées à admettre la réparation de ce dommage, exigeant toujours un dommage actuel. De nombreux auteurs, notamment MM. MAZEAUD, ont justement remarqué qu'une confusion était faite entre, d'une part, le dommage actuel et le dommage certain et, d'autre part, le dommage futur et le dommage éventuel. La pratique a prouvé que tout dommage futur n'était pas par cela même incertain. La Cour de Cassation, revenant à une solution plus équitable, a fini par reconnaître le préjudice futur comme élément des dommages-intérêts. On peut citer comme caractéristique un arrêt de la Chambre des Requêtes

du 1<sup>er</sup> juin 1932 <sup>(9)</sup> : « attendu que s'il n'est pas possible d'allouer des dommages-intérêts en réparation d'un préjudice purement éventuel, il en est autrement lorsque le préjudice, bien que futur, apparaît aux juges du fait comme la prolongation certaine et directe d'un état de choses actuel et comme étant susceptible d'estimation immédiate ».

Les autres Codes imposent en général au débiteur la charge du dommage futur, par le fait même qu'ils exigent une réparation complète : article 249 du Code civil allemand, article 239 du Code polonais.

Le Code suisse prend certaines mesures qui font place au dommage futur. D'abord le texte général de l'article 42 : « le juge doit tenir compte de tout le préjudice » ; puis l'article 46, al. 2, décide (il s'agit des dommages-intérêts à la suite de lésions corporelles) : « s'il n'est pas possible, lors du jugement, de déterminer avec une certitude suffisante les suites des lésions corporelles, le juge a le droit de réserver une révision du jugement pendant un délai de deux ans au plus à compter du jour où il a été prononcé ». Sans doute le juge attendra-t-il la réalisation du dommage pour l'évaluer ; mais cette possibilité même de reviser le montant de la réparation, pendant un certain délai, indique que le dommage futur est pris en considération.

Nous pouvons conclure que le Code libanais assure dans l'ensemble la réparation de tout le dommage :

(9) D. 1932-1-102. Il s'agissait en l'espèce d'une Compagnie d'énergie électrique condamnée à payer des dommages-intérêts à un propriétaire pour dépréciation de la propriété, due à la présence de conducteur d'énergie de haute tension. Le code a reconnu que la diminution de jouissance, la gêne occasionnée par le passage des préposés, constituent les conséquences certaines, bien que futures, de travaux de la Société.

seul le dommage imprévu est exclu s'il n'y a pas dol.

Certaines législations donnent au juge un plus grand pouvoir d'appréciation. Par exemple les articles 264 du Code des obligations du Maroc et 278 du Code des obligations de Tunisie, décident : « l'appréciation des circonstances spéciales de chaque espèce est remise à la prudence du Tribunal ; il doit évaluer différemment la mesure des dommages-intérêts selon qu'il s'agit de la faute du débiteur ou de son dol ». Le montant des dommages variera selon la gravité de la faute.

En ce sens aussi se prononce l'article 42 du Code des obligations suisse (auquel renvoie l'article 99, al. 3) : « le juge déterminera le mode ainsi que l'étendue de la réparation d'après les circonstances et la gravité de la faute ». De plus, l'article 44, paragraphe 2, permet au juge de tenir compte d'un autre élément : celui de la fortune du débiteur : « lorsque le préjudice n'a été causé ni intentionnellement, ni par l'effet d'une grave négligence ou imprudence et que sa réparation exposerait le débiteur à la gêne, le juge peut équitablement réduire les dommages-intérêts ».

Le Code libanais ne dit pas si la faute du cocontractant, qui a concouru au dommage, doit amener une diminution dans la réparation. Ce principe paraît certain, puisque la faute du contractant est une cause d'exonération lorsqu'elle a empêché l'exécution ; elle doit être une cause de réduction des dommages lorsqu'elle y a simplement contribué pour une part. Le Code l'admet formellement pour le contrat de travail, article 649, et aussi en matière délictuelle, article 135 (10).

(10) Cf. article 44, paragraphe 1, du code des obligations suisse.

## SECTION II

### L'ÉVALUATION LEGALE

Il s'agit d'une évaluation exceptionnelle des dommages-intérêts moratoires pour les dettes de sommes d'argent. Cette évaluation présente les caractères suivants :

1° C'est une fixation forfaitaire de l'indemnité au taux légal « en l'absence de clauses contraires dans la convention ou dans la loi ». Les parties sont donc libres de fixer un intérêt conventionnel, mais, précise l'article 767 au sujet du prêt à intérêt, le taux de l'intérêt stipulé doit être fixé par écrit lorsqu'il est supérieur à l'intérêt légal.

Les législations contiennent toutes une règle semblable ; seul le taux de l'intérêt varie (article 1153, al. 1, du Code civil français, article 104 du Code des obligations suisse, article 875 du Code des obligations du Maroc, article 288 du Code civil allemand).

2° Le débiteur peut, sous certaines conditions, obtenir des dommages-intérêts supplémentaires. L'article 265 du Code libanais reprend la solution de l'article 1153, al. 3 du Code civil français. C'est seulement au cas où le débiteur, par sa mauvaise foi dans sa résistance injustifiée, a causé un préjudice autre que celui résultant du retard que le créancier pourra obtenir des dommages-intérêts supplémentaires. Un arrêt de la Cour de Cassation libanaise est très net sur ce point <sup>(11)</sup>. Il casse une décision de la Cour de Beyrouth qui, sans établir la mauvaise foi du débiteur, avait accordé au créancier, en plus des dom-

(11) Cass. Liban, 17 juin 1935, *Bulletin législ. et jurispr. Syrie et Liban*, première année, n° 14, p. 326.

mages-intérêts moratoires, des dommages compensatoires représentant le préjudice pouvant résulter de la baisse de la livre égyptienne.

L'augmentation des intérêts légaux sera donc rare en pratique.

Certaines législations se sont montrées plus larges et ont admis que chaque fois que le dommage éprouvé par le créancier est supérieur à l'intérêt légal, le débiteur est tenu de le réparer (article 106 du Code des obligations suisse, article 102 du projet franco-italien, article 288 du Code civil allemand).

3° Les intérêts moratoires, pour produire eux-mêmes des intérêts, doivent obéir à certaines règles. Il ne suffit pas pour qu'ils courent que le créancier fasse sommation au débiteur de payer les intérêts dus. Les intérêts ne seront capitalisés :

1° qu'à la suite d'une demande en justice ;

2° qu'en exécution d'un contrat spécial postérieur à leur échéance. Les parties ne peuvent donc pas stipuler à l'avance que, si les intérêts ne sont pas payés aux échéances, ils produiront de plein droit intérêt. L'article 1154 du Code civil français parle aussi d'intérêts échus et les articles 314, al. 3 du Code des obligations suisse et 248 du Code civil allemand annulent toute convention de ce genre conclue à l'avance.

3° Il faut qu'il s'agisse d'intérêts dus au moins pour six mois. Le Code reprend la disposition de l'article 102 du projet franco-italien. On sait qu'en droit français, les intérêts doivent être dus pour un an (article 1154).

### SECTION III

## L'EVALUATION CONVENTIONNELLE DES DOMMAGES-INTERETS : LA CLAUSE PENALE

### PARAGRAPHE 1

#### NATURE JURIDIQUE DE LA CLAUSE PENALE

Après avoir fixé les règles qui président à la détermination des dommages-intérêts par le juge et par la loi, le Code libanais consacre une section à leur détermination conventionnelle <sup>(12)</sup>. « Les parties peuvent fixer à l'avance dans le contrat ou par acte postérieur, le montant des dommages-intérêts pour le cas d'inexécution totale ou partielle des obligations incombant au débiteur » (article 266). C'est la clause pénale.

Cette fixation à l'avance dans le contrat d'une certaine somme à payer par le débiteur s'il n'exécute pas peut également apparaître comme un moyen de contrainte à son égard pour le forcer à exécuter, surtout s'il s'agit d'une somme élevée. La clause pénale jouerait alors, ainsi que son nom paraît l'indiquer, le rôle d'une peine.

S'agit-il de dommages-intérêts conventionnels ou d'une peine ? Telle est la question essentielle qui se pose pour fixer la nature de la clause pénale.

Le droit comparé nous fournit d'utiles renseignements ; c'est pourquoi il n'est pas sans intérêt, avant

(12) D'autres codes font des obligations avec clause pénale une modalité de l'obligation (code civil français, projet franco-italien, code des obligations suisse).

d'examiner plus à fond la solution adoptée par le Code libanais, de jeter un coup d'œil sur les principaux systèmes législatifs.

### DROIT FRANÇAIS

Le Code civil français traite de la clause pénale avec les diverses espèces d'obligations (articles 1226 à 1234) ; cependant un texte, l'article 1154, en règle les effets au sujet de la détermination des dommages-intérêts.

Le Code n'en donne pas de définition précise, mais dit simplement que « la clause pénale est celle par laquelle une personne, pour assurer l'exécution d'une convention, s'engage à quelque chose en cas d'inexécution (article 1226) et l'article 1229 précise d'autre part : « la clause pénale est la compensation des dommages-intérêts que le créancier souffre de l'inexécution de l'obligation principale ».

Aussi, en droit français, les avis sont-ils partagés. On présente le plus souvent la clause pénale comme une évaluation forfaitaire des dommages-intérêts ; cependant, pour bon nombre d'auteurs, elle a une autre fonction : celle d'être un moyen de contrainte pour assurer l'exécution <sup>(13)</sup>. Pour quelques-uns enfin, elle ne doit avoir que ce caractère de peine.

### DROIT SUISSE

Les articles 160 à 163 du Code des obligations suisse règlent dans le détail les conditions de validité et d'exigibilité de la clause pénale, ainsi que le pouvoir du juge à son égard. Nous reviendrons sur ces

(13) DEMOGUE : Traité des Obligations, t. VI, n° 484.

solutions. Mais pas plus qu'en droit français un texte précis n'autorise à reconnaître à cette clause le caractère de dommages-intérêts plutôt que celui de peine. Dans le projet de 1905, il y avait une définition de la clause pénale : « on peut concevoir accessoirement à un contrat qu'en cas d'inexécution, le débiteur fournira au créancier une certaine prestation à titre de peine ou de dommage ». C'était reconnaître la possibilité pour la clause pénale de jouer l'un ou l'autre rôle. La question fut discutée au cours des travaux préparatoires, puis devant le Parlement ; et finalement le Code ne donna aucune définition.

D'après M. NIBOYET <sup>(14)</sup>, la jurisprudence adopterait plutôt le caractère pénal ; c'est aussi en faveur de ce caractère que se prononce OSER. Certaines solutions admises par le Code paraissent être la consécration de cette idée : révision de la clause par le juge ; disproportion possible entre la peine et le dommage, pas de nécessité d'un dommage.

#### DROIT ALLEMAND

M. SALEILLES <sup>(15)</sup> constatait que le premier projet de Code civil allemand envisageait la clause pénale, sous le double point de vue de la contrainte et de l'estimation forfaitaire des dommages-intérêts. Il y aurait, dit-il, une sorte d'alternative portant sur la peine et sur l'objet de la dette ; le créancier aurait le choix ou d'exiger la peine ou de poursuivre l'exécution. C'est seulement dans ce cas, si l'exécution devient impossible, qu'apparaît le second rôle de la

(14) J. P. NIBOYET : La théorie des obligations en droit suisse et en droit français ; Cours de Doctorat, année 1932, 1933.

(15) R. SALEILLES : Etude sur la théorie générale de l'obligation d'après le premier projet du code civil allemand.

clause pénale ; elle fixe le montant des dommages-intérêts.

Les articles 339 et suivants du Code civil allemand paraissent avoir consacré ce double rôle et cette alternative. Citons seulement l'article 340 : « lorsque le débiteur a promis la peine pour le cas qu'il n'exécutât pas son engagement, le créancier peut, au lieu de l'exécution, exiger la peine encourue. Si le créancier fait déclaration au débiteur portant qu'il exige la peine, la prétention à exécution se trouve exclue ». C'est la première situation, le créancier a choisi la peine.

S'il a demandé l'exécution et qu'il ne l'ait pas obtenue, l'article 340 continue : « lorsqu'il appartient au créancier de faire valoir une prétention de dommage pour inexécution, il peut exiger la peine encourue comme représentant un taux minimum de dommage. Il n'est pas déchu du droit de faire valoir un dommage supérieur ». Puisqu'il s'agit alors de dommages-intérêts, il faut en effet qu'ils correspondent au préjudice subi.

#### DROIT POLONAIS

Le Code des obligations de Pologne, dans ses articles 82 et suivants, fait de la clause pénale essentiellement un procédé de détermination des dommages-intérêts : « lorsque le débiteur s'est obligé, en cas d'inexécution de l'obligation à payer une somme d'argent déterminée ou à effectuer une autre prestation, le paiement de la somme ou l'exécution de la prestation tient lieu de dommages-intérêts » (article 82).

#### DROIT LIBANAIS

Le Code libanais reproduit textuellement, dans son article 266, les articles 165 et suivants du projet

franco-italien ; aussi les solutions que nous allons examiner valent-elles pour ce dernier.

L'article 266 du Code libanais admet, sans aucun doute possible, que la clause pénale est un procédé de détermination des dommages-intérêts. Cela résulte déjà de la place même de ce texte ; et l'article 266 déclare dans son alinéa 2 : « la clause pénale constitue la réparation des dommages que le créancier souffre de l'inexécution de l'obligation (article 166, al. 1. du projet franco-italien) ; on retrouve ici l'influence de l'article 1229 du Code civil français : « la clause pénale est la compensation des dommages ».

De cette nature de dommages-intérêts conventionnels, doivent découler certains caractères de la clause pénale. En examinant les conditions requises tant pour la validité que pour l'exigibilité de la clause pénale, ainsi que ses effets, nous verrons si le Code libanais a consacré toutes les conséquences logiques du caractère de fixation de dommage qu'il reconnaît à cette clause.

## PARAGRAPHE 2

### CONDITIONS D'APPLICATION DE LA CLAUSE PENALE

#### A. — CONDITIONS DE VALIDITÉ

1° La clause peut être insérée dans le contrat lui-même ou dans un acte postérieur (article 266).

Le Code traitant de la clause pénale au sujet de l'inexécution des contrats n'envisage pas l'hypothèse d'une clause pénale sanctionnant une obligation autre

qu'une obligation contractuelle. La question s'est posée en droit comparé ; en droit français, notamment, il ne paraît pas possible d'admettre la validité d'une clause en dehors des contrats, l'article 1226 parlant de « l'exécution d'une convention ».

2° « La clause pénale est valable alors même qu'elle équivaldrait, en fait, à une clause de non responsabilité, mais réserve faite du dol du débiteur » (article 267). Le Code reconnaît ainsi la validité de la clause pénale, même si par son montant restreint elle aboutit pratiquement à la suppression de la responsabilité du débiteur. Cela cadre avec la reconnaissance des clauses de non responsabilité par le code ; la clause pénale est alors une clause limitative de responsabilité ; les exceptions que nous avons vu précédemment pour ces dernières devront jouer de même ici.

Le droit français reconnaît également la validité de la clause pénale tant qu'elle ne tourne pas la prohibition des clauses de non responsabilité, c'est-à-dire tant qu'il n'y a pas exonération de la faute lourde ou du dol, ou certaines interdictions légales<sup>(16)</sup>.

3° La clause pénale, fixation de dommages-intérêts, porte sur une somme d'argent ; l'article 266 parle du « montant » des dommages-intérêts. Le Code libanais n'emploie pas l'expression plus générale de l'article 1226 du Code civil français, aux termes duquel, par la clause pénale, le débiteur « s'engage à quelque chose », ce qui vise toute prestation pécuniaire, ou de faire, ou de ne pas faire.

4° Il est évident que l'objet de la clause pénale

(16) Cour Paris, 21 novembre 1921. Une Agence de voyage avait prévu une peine de 300 francs par bagage perdu ; la Cour reconnaît le caractère illusoire de la peine.

doit être licite, conformément au principe général de l'article 192 (17).

La difficulté qui s'est présentée à ce sujet en droit français concerne les clauses pénales qui auraient pour résultat une atteinte à la liberté individuelle : par exemple dans un contrat de non concurrence. La jurisprudence les valide (18), car il ne s'agit là que d'une limitation temporaire de la liberté ; de même en est-il de toutes les clauses pénales contenues dans les conventions collectives de travail.

Comme pour l'objet de la convention elle-même, il faudra recourir pour la clause pénale en droit libanais, à l'article 192 : « les choses qui ne sont pas dans le commerce ne peuvent donner lieu à obligation. Toutefois, on doit tenir compte, pour l'application de cette règle, de la relativité de la notion du commerce, certains biens répugnant à certaines opérations, alors qu'ils se prêtent parfaitement à d'autres ».

## B. — CONDITIONS D'EXIGIBILITÉ

La clause pénale, évaluation conventionnelle des dommages-intérêts, doit, pour pouvoir être invoquée, remplir les conditions ordinaires de toute condamnation à des dommages-intérêts.

1° Il faut que l'obligation soit inexécutée. La clause pénale fixe le montant des dommages-intérêts « pour le cas d'inexécution totale ou partielle des obligations du débiteur » (article 266, al. 1<sup>er</sup>).

L'article 1228 du Code civil français exige que le débiteur soit en demeure ; de même l'article 339 du

(17) Article 163, al. 2 code des obligations suisse : « la peine ne peut être exigée lorsqu'elle a pour but de sanctionner une obligation illicite ou commerciale ».

(18) Paris, 18 décembre 1930, G. P. 11 février 1931.

Code civil allemand ; le Code libanais ne le dit pas expressément pour la clause pénale, mais cela résulte du principe général d'après lequel la mise en demeure est la constatation de la défaillance du débiteur. Les parties pourront cependant stipuler le contraire.

La clause pénale peut viser la mauvaise exécution comme l'inexécution définitive (article 266, al. 1<sup>er</sup>).

2° Il faut que le débiteur soit en faute. Le débiteur ne peut être tenu que dans les conditions du droit commun ; il sera libéré en prouvant l'impossibilité d'exécution ; cela paraît évident. Un arrêt de la Cour de Cassation libanaise reconnaît le principe (15 mars 1936, *Bulletin de législation et de jurisprudence* n° 6, page 139). Il s'agissait de la rupture d'un contrat de vente immobilière. Il avait été reconnu que les torts étaient réciproques ; la Cour ne tient pas compte de la clause pénale.

C'est la solution du droit français, du droit suisse, qui précise dans son article 163, alinéa 2, que la peine ne peut être exigée lorsque « l'obligation est devenue impossible par l'effet d'une circonstance dont le débiteur n'est pas responsable ».

En droit allemand, la question est discutée au sujet d'une distinction possible entre les obligations de faire ou de ne pas faire. L'article 339, aux dires de certains auteurs, consacrerait la possibilité pour le créancier d'obtenir la clause pénale par le seul fait de la contravention à une obligation de ne pas faire « si la prestation due consiste en une abstention, elle (la clause pénale) est encourue au moment où il est contrevenu à cette abstention » (19).

3° Il faut un préjudice.

(19) En droit suisse, ROSSEL admet une distinction semblable par interprétation de l'art. 98, alinéa 2.

a) *Existence d'un préjudice*

Cette condition paraît nécessaire dans une législation qui reconnaît à la clause pénale le caractère de dommages et intérêts conventionnels.

Cependant, en droit français, la question reste douteuse ; il est vrai que l'on n'est pas certain de la nature même de la clause. Presque toujours la jurisprudence décide que le créancier, pour obtenir la clause pénale, n'a pas à rapporter la preuve du préjudice subi <sup>(20)</sup>.

Dans le Code libanais, rien n'est spécifié sur la nécessité d'un dommage ; cela résulte des principes généraux du droit ; une jurisprudence voisine, celle des Tribunaux mixtes égyptiens, à laquelle s'était rallié le Tribunal de commerce de Beyrouth avant le Code, exige toujours un préjudice. « L'existence dans un contrat d'une clause pénale, dit un arrêt de la Cour d'Alexandrie <sup>(21)</sup>, ne crée pas une présomption de préjudice qu'il incombe à l'adversaire de dissiper ; il incombe au juge de rechercher si, du chef de non exécution du contrat, le créancier a subi un préjudice ».

An contraire, la Cour de Cassation de Syrie s'est plusieurs fois prononcée pour l'exigibilité de la clause pénale en dehors de tout dommage <sup>(22)</sup>.

Le Code polonais admet aussi, nous l'avons vu, la clause pénale, fixation de dommage. Et cependant, dans son article 84, paragraphe 1, il décide : « les dommages-intérêts conventionnels sont dus au créancier sans que celui-ci ait à prouver aucun dommage ». Cela paraît contradictoire ; mais il ne s'agit là que

(20) Req. 26 jun 1923, G. T. 1923-1-286.

(21) Cour d'appel d'Alexandrie, 8 mars 1925 ; *Bulletin de législation et de jurisprudence*, XVII, p. 285.

(22) Cass. Syrie, 17 septembre 1931, *Gazette des tribunaux libano-syriens*, 6<sup>e</sup> année, p. 207 ; 20 avril 1929, *Gazette des tribunaux libano-syriens*, 6<sup>e</sup> année, p. 23.

d'une présomption simple de dommage ; car, dit l'article 85, le débiteur peut demander la réduction des dommages-intérêts conventionnels spécialement quand il prouve que le créancier n'a subi aucun préjudice. En définitive, il n'y aura lieu à réparation par la clause pénale que si « le créancier a subi un préjudice » ; mais la preuve est déplacée (23).

La jurisprudence suisse ne paraît pas non plus exiger la preuve d'un dommage.

*b) Proportion entre le préjudice et le montant  
de la clause pénale*

Il peut arriver que la peine prévue par les parties pour le cas d'inexécution du contrat soit en définitive disproportionnée au préjudice réellement souffert par le créancier. Elle peut être très élevée comme au contraire trop faible ; il s'agit alors de savoir si les cocontractants vont pouvoir obtenir une modification. C'est la question de la révision de la clause pénale.

Que l'on reconnaisse à cette clause le caractère de dommages-intérêts ou le caractère de peine, une intervention du juge se conçoit dans les deux hypothèses. Si elle est une fixation de dommages-intérêts, ces derniers doivent toujours correspondre au préjudice, d'où la nécessité d'une révision s'ils sont trop élevés. Si elle est une peine, il n'est pas nécessaire qu'elle dépasse le but à atteindre. Le Code civil français (article 1152) s'oppose à une révision de la clause pénale. En partant de l'idée qu'il s'agit d'une convention qui fait la loi des parties, le juge ne peut y toucher.

Que décide le Code libanais sur ce point ?

L'article 266 permet expressément une réduction

(23) En droit français au contraire la présomption de dommages est une présomption irréfragable puisque le débiteur ne peut obtenir de diminution de la peine (article 1152).

de la peine par le juge : « si l'obligation principale a été exécutée en partie ». Pour les autres cas, la réponse paraît discutable.

D'après M. Ch. CARDAHI, le juge aurait le pouvoir de restreindre la clause pénale <sup>(24)</sup>. Le Code accorde bien au juge un certain pouvoir de réduction dans l'article 266 ; mais il s'agit des astreintes ; « le créancier ne peut demander en même temps le principal et la peine, à moins que celle-ci n'ait été stipulée pour le simple retard ou à titre d'astreinte. Le juge peut réduire l'astreinte, lorsqu'elle lui paraît excessive ». Le législateur paraît bien distinguer entre la peine due à la suite de l'inexécution et l'astreinte. Il s'agirait ici d'une astreinte conventionnelle.

Dans le sens de cette interprétation, on peut invoquer le projet franco-italien. L'article 166 contient la même formule que l'article 266 du Code libanais ; et il ne peut être question dans le projet de reconnaître par ce texte le droit du juge de diminuer la clause pénale excessive, puisque l'article 101 dispose expressément : « lorsque le contrat porte que celui qui manquera de l'exécuter devra payer une certaine somme à titre de dommages-intérêts, il ne peut être alloué à l'autre partie une somme plus forte, ni moindre » <sup>(25)</sup>.

Il semble donc que d'après la rédaction actuelle de l'article 266, une révision de la clause pénale par le juge ne soit pas permise ; le législateur a suivi l'exemple du droit français, du projet franco-italien, du Code marocain. C'était aussi la solution de l'article 41 du Code de procédure ottoman <sup>(26)</sup>.

(24) Ch. CARDAHI. Le projet de code des obligations du Liban. *Bulletin soc. législ. comp.*, 1931, p. 611.

(25) En ce sens, P. L. RIVIÈRE : Le projet de code franco-italien des obligations et des contrats. *Bulletin soc. législ. comp.*, 1934, p. 458.

(26) Voir Cassation Syrie, 20 avril 1929 ; *Gazette des tribunaux libano-syriens*, 6<sup>e</sup> année, p. 23.

Cependant toute possibilité de réduction de la clause pénale ne doit pas être écartée dans le droit libanais. Celui-ci consacre en effet la lésion entre majeurs : « lorsqu'elle présente cette double particularité d'être choquante et anormale eu égard aux usages courants, puis de s'expliquer de la part de son bénéficiaire, par la volonté d'exploiter la gêne, la légèreté ou l'inexpérience de sa victime » (article 214). Chaque fois que la clause pénale excessive pourra être considérée comme une application de la lésion, le juge pourra intervenir <sup>(27)</sup>. Mais la lésion suppose des conditions précises ; il aurait été plus logique que le législateur autorise expressément le juge à réduire le montant de la clause pénale excessive, comme le font le droit suisse, le droit allemand, le droit polonais, afin d'assurer une proportion équitable entre la réparation et le préjudice.

Le Code des obligations suisse, dans l'article 163, al. 3, dispose en effet : « le juge doit réduire les peines qu'il estime excessives ». Il ne s'agit donc pas là d'une simple possibilité pour le juge, mais d'une obligation. Le caractère excessif de la peine est laissé à sa liberté d'appréciation. Le Tribunal fédéral s'est prononcé dans des espèces variées et nombreuses <sup>(28)</sup>. Il paraît reviser chaque fois qu'il y a, selon l'expression de M. Niboyet <sup>(29)</sup>, « un malentendu entre le montant de la clause pénale et l'intérêt du créancier ».

L'article 345 du Code civil allemand fixe en ces termes le pouvoir du juge : « si l'élévation de la peine encourue est hors de toute proportion, elle peut, sur requête du débiteur, être réduite par jugement au taux convenable ». A la différence du droit suisse, il

(27) En ce sens B. TABBA : Du heurt à l'harmonie des droits. Thèse Lyon, 1935.

(28) A. T. F. 13 mai 1914, t. 40, p. 496 ; 8 mars 1912, t. 38, p. 94.

(29) NIBOYET : cours de doctorat.

s'agit d'une simple faculté pour le juge. Et le code précise quand la clause doit être considérée comme excessive : « pour l'appréciation de ce qui est convenable, on devra prendre en considération tout intérêt légitime du créancier et non seulement l'intérêt patrimonial ».

Enfin l'article 85, paragraphe 1, du Code polonais admet que « si les dommages-intérêts conventionnels sont manifestement excessifs ou si le contrat a été exécuté en partie, le débiteur peut demander la réduction des dits dommages-intérêts conventionnels ».

A côté de la réduction de la clause pénale, se pose le problème de son augmentation, autrement dit du cumul possible de la peine avec des dommages-intérêts supplémentaires. Le Code libanais est muet sur ce point. Il faudrait, pour que la question se pose, que les parties n'aient pas entendu faire de la clause pénale, dont le montant très faible est sans rapport avec le préjudice, une clause de non responsabilité (article 267).

Le Code civil français, ainsi que le projet franco-italien interdisent au juge aussi bien d'augmenter que de réduire la clause pénale. Au contraire, les législations que nous avons vu reconnaître au juge un droit de réduction, lui donnent aussi la faculté d'accorder des dommages-intérêts supplémentaires ; article 163 du Code des obligations suisse : « le créancier dont le dommage dépasse le montant de la peine, ne peut réclamer une indemnité supérieure qu'en établissant une faute à la charge du débiteur ».

De même l'article 340, al. 2, du Code civil allemand : « il (le créancier) n'est pas déchu du droit de faire valoir un dommage supérieur ». Le créancier devra donc, dans ces cas, faire la preuve du dommage subi.

### PARAGRAPHE 3

#### LES EFFETS DE LA CLAUSE PENALE

La clause pénale est un procédé d'exécution en équivalent. Les parties, en la stipulant, ont entendu remplacer l'évaluation judiciaire des dommages par la fixation à l'avance de leur montant pour le cas où l'un d'eux n'exécuterait pas. D'où certains effets :

1° La clause pénale ne supprime pas l'obligation principale, elle n'en est que l'accessoire. Le créancier conserve le droit de poursuivre l'exécution : « le créancier ne peut demander, en même temps, le principal et la peine » (article 266). Il peut donc toujours poursuivre le principal, et cela en vertu de la règle générale d'après laquelle l'exécution en nature doit être demandée tant qu'elle est possible (article 249).

L'article 1228 du Code civil français permet également au créancier de poursuivre l'exécution de l'obligation <sup>(30)</sup>.

Puisque l'obligation subsiste, il faut admettre que le créancier peut utiliser la résolution judiciaire s'il s'agit d'un contrat synallagmatique (article 241).

Pourrait-il choisir entre la clause pénale et des dommages-intérêts judiciaires ? Rien ne semble s'y opposer ; en droit français, la jurisprudence l'admet <sup>(31)</sup>.

Accessoire de l'obligation principale, la clause pé-

(30) Voir en ce sens Aix, 31 mai 1922, S. 22-2-64.

(31) S. 57-1-358 ; S. 25-1-168, aussi l'article 84, paragraphe 2 du code polonais : « le créancier peut, conformément aux principes généraux, réclamer des dommages-intérêts supérieurs à ceux qui ont été convenus, s'il renonce à ces derniers ».

nale doit en suivre le sort ; la nullité de cette obligation entraîne celle de la clause.

2° La peine ne peut se cumuler avec le principal, à moins qu'elle n'ait été stipulée que pour le simple retard ou à titre d'astreinte (article 266, al. 2). C'est l'application des règles générales en matière de dommages-intérêts. Lorsque la clause pénale n'a pour but que de compenser le préjudice résultant du retard, elle fixe des dommages-intérêts moratoires. Ceux-ci, de droit commun, peuvent être accordés à côté de l'exécution en nature (article 252). Quant à l'astreinte, nous avons vu que sa diminution ou sa suppression était une simple faculté pour le juge.

### CHAPITRE III

## LA RESOLUTION A LA SUITE DE L'INEXECUTION IMPUTABLE AU DEBITEUR

Cette sanction de l'inexécution de l'obligation est spéciale aux contrats synallagmatiques.

Le Code en traite à la suite de la résolution de plein droit du contrat dans lequel est insérée une condition résolutoire (article 240). « La condition résolutoire est sous-entendue, sauf exception inscrite dans la loi, dit l'article 241, al. 1<sup>er</sup>, dans tous les contrats synallagmatiques, pour le cas où l'une des parties ne remplirait pas ses engagements et alors qu'elle n'est pas à même d'invoquer l'impossibilité d'exécution ». Le Code consacre donc, en y apportant toutefois certaines précisions, le principe traditionnel cependant assez discuté de l'article 1184 du Code civil français (1).

Il s'agit d'une condition résolutoire sous-entendue selon l'article 239 « en vertu de la volonté présumée des parties ». Mais, objecte-t-on d'ordinaire, c'est faire une fausse interprétation de la volonté des parties, car, si elles prévoyaient l'inexécution, elles ne contracteraient pas.

(1) L'art. 259 du code marocain autorise également cette résolution judiciaire des contrats avec dommages-intérêts.

D'après certains auteurs, surtout pour M. CAPITANT, il faut considérer la résolution du contrat à la suite d'inexécution comme une application de la théorie de la cause. Dans les contrats synallagmatiques, dit-il, l'exécution de l'obligation d'une des parties constitue la cause de l'autre ; du moment que l'une des parties n'exécute pas, l'obligation de l'autre devient sans cause et le contrat doit tomber. Ce serait alors une annulation par le juge plutôt qu'une résolution.

En tout cas, cette résolution est une règle d'équité ; dans les contrats synallagmatiques, où les obligations des deux parties sont interdépendantes, on doit permettre à l'une de se libérer lorsque, par sa faute, l'autre n'exécute pas ; on peut voir ici une application du principe du droit allemand de l'exécution « trait pour trait ».

Il faut examiner :

- le domaine de cette résolution ;
- ses conditions ;
- ses effets.

## PARAGRAPHE 1

### DOMAINE DE LA CONDITION RESOLUTOIRE TACITE DE L'ARTICLE 241

1° Elle n'existe que dans les contrats synallagmatiques. Le Code en fait une application très nette à la vente dans l'article 437 au cas où l'acquéreur est évincé d'une partie de la chose (article 1636 du Code civil français), mais d'une telle importance que l'acquéreur n'eût point acheté sans la partie dont il a été évincé ; dans l'article 439 : quand l'immeuble vendu se trouve grevé de servitudes non apparentes, de telle importance « qu'il y ait lieu de présumer que

l'acquéreur n'aurait pas acheté s'il en avait été instruit ». De même les articles 660, 661, 665, dans le contrat d'entreprise, autorisent la résolution du contrat soit par le locatèur, soit par le maître, quand l'un d'eux manque à ses obligations.

La doctrine française admet qu'il faut étendre cette résolution aux contrats synallagmatiques, dits imparfaits : prêt à usage, gage, dépôt.

2° La condition résolutoire tacite ne joue que si le débiteur ne peut invoquer une impossibilité d'exécution. Autrement dit, il faut que l'inexécution lui soit imputable.

Le Code libanais distingue en effet nettement les deux situations. L'article 243 régit spécialement les effets de l'extinction d'une obligation devenue impossible, en dehors du fait du débiteur. Nous sortons alors du domaine de la responsabilité contractuelle proprement dite, puisque le débiteur n'a pas à répondre de l'inexécution. Il s'agit alors des risques (articles 243, 244).

La distinction est également très précise dans le droit allemand : article 323 pour l'impossibilité « par suite d'une circonstance dont ni l'une ni l'autre parties n'ait à répondre » ; article 325 : pour l'impossibilité par suite d'une circonstance dont une des parties doit répondre.

En droit français, bien que la théorie des risques aboutisse, comme dans l'article 243 du Code libanais, à une résolution de plein droit du contrat, la jurisprudence étend les règles de la résolution judiciaire de l'article 1184 au cas d'une inexécution provenant de la force majeure (2).

3° La condition résolutoire ne joue que si le créancier le demande. Il existe en effet, comme en droit

(2) Cass. civ., 6 décembre 1909, D. 10-1-281.

français, une option pour ce dernier. « La partie dont les droits demeurent en souffrance a le choix entre l'exécution forcée sous une forme ou sous une autre et la dissolution du contrat avec des dommages-intérêts ». C'est toujours le même principe de la poursuite de l'exécution en nature tant qu'elle est possible.

Une option est également donnée au créancier, en droit allemand. Il peut, aux termes de l'article 325, demander la réparation du dommage ou la résiliation du contrat.

De même, l'article 107 du Code des obligations suisse permet au créancier « de réclamer des dommages-intérêts pour cause d'inexécution ou de se départir du contrat ». Mais en principe le créancier a dû auparavant, en vertu de ce même texte, fixer ou faire fixer au débiteur un délai convenable pour s'exécuter. Dans les cas exceptionnels visés par l'article 108, la résiliation pourra cependant être immédiate : « la fixation d'un délai n'est pas nécessaire : 1° lorsqu'il ressort de l'attitude du débiteur que cette mesure serait sans effet; 2° lorsque, par suite de la demeure du débiteur, l'exécution est devenue sans utilité pour le créancier; 3° lorsqu'aux termes du contrat, l'exécution doit avoir lieu exactement à un terme fixé ou dans un délai déterminé.

## PARAGRAPHE 2

### LES CONDITIONS DE LA RESOLUTION

1° L'obligation doit être inexécutée par l'une des parties et cette inexécution doit lui être imputable.

Le procédé normal de la constatation de l'inexécution, la mise en demeure, est nécessaire. Cette exi-

gence résulte de l'article 241, al. 4, a contrario. Cet article décide que même si les parties ont convenu que le contrat sera résolu de plein droit, cette clause laisse subsister la nécessité d'une sommation. C'est le sens aussi de l'article 661 dans le contrat d'entreprise, qui permet la résolution « après sommation ».

Le Code autorise toutefois une stipulation contraire : « on peut convenir cependant que cette formalité ne sera pas obligatoire ». Mais une telle dispense doit être conçue « en termes formels et exprès » (article 241 in fine). En droit français, la question de la nécessité d'une mise en demeure est discutée. La jurisprudence dans certains arrêts a déclaré que l'assignation du débiteur suffisait à constater l'inexécution lorsque le débiteur n'exécute pas immédiatement (Requête 10 mai 1922, D. 1923, 1, 22).

2° La résolution doit être prononcée par le juge : « le contrat n'est point résolu de plein droit ; en principe, cette résolution ne peut être prononcée que par le juge » (article 241, al. 3). Le Code libanais reconnaît au juge un certain pouvoir d'appréciation, pouvoir qui varie selon que l'on se trouve en présence d'une inexécution totale ou partielle. L'inexécution est-elle simplement partielle, le juge doit rechercher « si le manquement est suffisamment grave pour justifier la dissolution du contrat ». S'il estime que l'inexécution est vraiment peu grave, il pourrait donc se contenter de condamner aux dommages-intérêts sans prononcer la résolution.

La jurisprudence de la Cour de Cassation de Syrie admet des solutions identiques en interprétation des articles 2 et 82 du Medjellé. Après avoir posé le principe que la condition résolutoire doit toujours être sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, la Cour ajoute : « dans le cas d'un simple retard... ce retard n'entraîne pas nécessairement la résolution

de la convention, les juges du fond disposant à cet égard d'un large pouvoir d'appréciation » (3). Si l'inexécution est totale, le juge perd ce pouvoir d'appréciation, mais il peut (et cela est valable à plus forte raison pour l'inexécution partielle) accorder au débiteur un ou plusieurs délais successifs en considération de sa bonne foi.

Une faveur semblable est accordée au défendeur dans l'article 1184, alinéa 3, du Code civil français ; on arrive ainsi à une solution voisine de l'article 107 du Code des obligations suisse, mais plus favorable encore au créancier.

Les parties sont libres de convenir que le contrat sera résolu de plein droit, sans intervention de la justice, dès que l'une d'elles n'exécutera pas (article 241, al. 4). Toujours sous la même réserve d'une clause expresse et formelle. L'article 468 reconnaît ce droit dans le contrat de vente : « s'il a été stipulé que la vente serait résolue, faute de paiement du prix, le contrat est résolu de plein droit, par le seul fait du non paiement dans le délai convenu ». Il y a même, dans ce cas, dispense de mise en demeure.

### PARAGRAPHE 3

## LES EFFETS DE LA RESOLUTION

1° « La résolution pour inexécution des obligations produit les mêmes effets que celle qui intervient en exécution d'une condition résolutoire expresse » (article 242).

C'est donc à l'article 240 qu'il faut se reporter. C'est

(3) Cass. Syrie, 11 déc. 1935, *Bul. de Législ. et Jurispr., Syrie et Liban*, 1<sup>er</sup> fév. 1936, n° 3, p. 54.

une résolution : elle produit un effet rétroactif ; le Code la distingue de la résiliation qui ne produit effet que pour l'avenir.

Le Code libanais consacre en effet pour la condition résolutoire le principe de la rétroactivité dans l'article 99, avec toutefois une limitation précise pour les actes d'administration. C'est en définitive le système du droit français où la majorité de la doctrine, bien que le Code ne le dise pas, est d'avis de maintenir aussi les actes d'administration.

En dehors de ces actes, dit l'article 240, « les choses doivent être remises en l'état où elles seraient si le contrat aujourd'hui résolu n'était jamais intervenu ». Cette remise en état ne peut se concevoir pour les contrats successifs, par exemple le louage ; on ne peut, pour lui, effacer certaines situations créées par le contrat ; dans ces contrats, on ne peut parler que de résiliation.

Le projet franco-italien, dans son article 110, tout en maintenant lui aussi la rétroactivité de la condition, y apporte une limite plus grande : « la condition accomplie rétroagit au temps où l'obligation a été formée, à moins que les effets de l'obligation ou sa résolution ne doivent être, par la volonté des parties ou par la nature de l'acte, reportés à un temps différent ».

Le Code civil allemand admet une solution opposée ; il ne s'agit pas, au profit du créancier, d'une condition résolutoire tacite, mais d'une résiliation (article 325). C'est dire que les effets ne se produiront que pour l'avenir.

Le Code des obligations suisse emploie l'expression « se départir du contrat » ; pour beaucoup d'auteurs ce serait également une résiliation. Pour VON TUHR, il s'agirait d'une résolution produisant un effet « extunc », non pas parce qu'il s'agit d'une condition, car

le droit suisse ignore la rétroactivité de la condition (article 154), mais parce que les parties entendent dénoncer le rapport contractuel.

2° La résolution pour inexécution peut se cumuler avec les dommages-intérêts ; le créancier **peut demander** « la dissolution du contrat avec des dommages-intérêts » (article 241, al. 2). C'est la formule même de l'article 1184 du Code civil français, celle aussi de l'article 109 du Code des obligations suisse, aux termes duquel le créancier qui se départ du contrat peut en outre « demander la réparation du dommage résultant de la caducité du contrat, si le débiteur ne prouve qu'aucune faute ne lui est imputable ».

En droit libanais, la faute du débiteur est établie par le fait même que le créancier demande la résolution, puisque celle-ci ne joue que dans les cas où l'impossibilité d'exécuter est imputable au débiteur. Sur ce terrain, la situation du créancier apparaît meilleure qu'en droit allemand, où le cumul ne paraît pas possible entre la résiliation et le droit à indemnité <sup>(4)</sup>, aux termes mêmes de l'article 325 qui donne à la partie lésée le droit d'exiger réparation de dommage pour inexécution ou de résilier le contrat.

(4) Code civil allemand, note sous article 325.

## CONCLUSION

L'étude de la responsabilité contractuelle nous a montré de quelle manière et dans quel sens le législateur libanais a réglementé un des principaux problèmes du droit des obligations.

Maintien de la faute à la base de la responsabilité, avec toutefois une ~~tendance~~ tendance très nette dans le sens d'une aggravation de la situation du débiteur, tendance qui se manifeste par la prise en considération de la faute très légère, par l'extension aussi des cas où le débiteur s'engage à garantir la sécurité de son cocontractant ; telles semblent être les caractéristiques du droit libanais sur ce point. Nous avons pu constater que dans l'ensemble la législation a maintenu les principes de base du droit français, principes qui sont aussi ceux des diverses législations d'influence latine : nous l'avons vu imposer, pour que la responsabilité contractuelle soit encourue, les conditions partout exigées : demeure du débiteur, imputabilité, dommage, et lui faire produire les effets habituels.

Dans l'application de ces principes, certains points avaient donné et donnent encore lieu, en droit comparé, à des controverses et des hésitations, en doctrine comme en jurisprudence. Le Code libanais adopte pour la plupart de ces situations les solutions de la jurisprudence française, en les précisant parfois : c'est ainsi qu'il reconnaît la responsabilité

contractuelle du transporteur, en lui imposant une obligation de garantie vis-à-vis du voyageur, la nécessité d'une impossibilité absolue et définitive d'exécuter pour libérer le débiteur, certains cas de responsabilité contractuelle pour autrui, le procédé de l'astreinte, etc...

Il emprunte quelquefois aussi certaines dispositions intéressantes au droit allemand ou au droit suisse : la sécurité dans le contrat de travail, la réparation du dommage moral, du dommage indirect ou du dommage futur, par exemple.

En dehors de la responsabilité contractuelle, d'autres exemples, dont nous avons signalé les principaux au début de cette étude, nous montreraient qu'il s'agit là de la méthode générale suivie par le législateur libanais. L'examen d'une application précise nous permet à présent de la mieux juger.

Il est quelques solutions traditionnelles du droit français, reprises par le Code, qui sont très discutées de nos jours, et qu'il aurait été sans doute préférable de voir transformées dans un Code faisant œuvre nouvelle : il suffit de rappeler, à titre d'exemple, les textes sur la clause pénale qui ne paraissent pas autoriser une révision par le juge, le fondement de la résolution des contrats synallagmatiques reproduisant l'article 1184 du Code civil français.

D'autre part, certains textes laissent encore trop de place à des divergences possibles d'interprétation ou omettent de se prononcer sur plusieurs questions cependant importantes : responsabilité contractuelle pour autrui, conventions d'irresponsabilité, assimilation de la faute lourde au dol, pour nous en tenir au domaine de la responsabilité dans les contrats.

La jurisprudence de la Cour de Cassation française, que suit le Code libanais donne, la plupart du

temps, des principes généraux du droit l'interprétation la plus rationnelle et la mieux adaptée aux nécessités de la pratique. Cependant certaines de ses décisions, encore incertaines, sont loin d'être unanimement approuvées par la doctrine. Les textes du Code qui les consacrent pourront soulever les mêmes critiques. Et de plus on peut se demander ici si les solutions de la jurisprudence française, nées des besoins sociaux actuels de notre pays, correspondront au Liban à des besoins identiques.

Le droit ne doit-il pas en effet être issu de la vie même du peuple qu'il est destiné à régir ?

Pour reprendre l'expression de M. E. LAMBERT, le Code a « transplanté » le droit moderne européen ; ne peut-on justement craindre que cette transplantation ne soit parfois un peu trop nette dans une législation destinée à remplacer le Medjellé ?

Nous avons, il est vrai, l'exemple de la Turquie empruntant de toutes pièces sa législation aux Codes suisses. Nous avons aussi les Codes marocain et tunisien, législations d'inspiration européenne succédant au droit musulman.

Puis, au Liban, l'adoption d'un droit européen était préparée ; avec la perspective de l'avenir politique et économique du pays, il lui fallait un Code moderne. N'eût-il pas cependant fallu adapter davantage encore nos solutions françaises aux nécessités et possibilités locales ? Les réactions de la pratique devant le droit nouveau indiqueront au législateur les réformes nécessaires.

Ces quelques considérations mises à part, le Code libanais se présente comme une œuvre intéressante de codification moderne. L'autorité et la compétence de M. JOSSERAND lui assurent sa place parmi les législations contemporaines.

Il est un exemple de plus de l'unité du droit des obligations et dans la tendance actuelle à l'unification de cette partie du droit, il apporte un élément nouveau dont il faudra tenir compte.

*Vu :*

LE DOYEN,  
E. ALLIX

*Vu :*

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE  
J.-P. NIBOYET.

*Vu et permis d'imprimer :*

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE DE PARIS,  
S. CHARLÉTY.

## BIBLIOGRAPHIE

### DROIT FRANÇAIS

#### OUVRAGES GÉNÉRAUX

- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, t. IV, t. V, t. VI. Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 5<sup>e</sup> édition, 1902-1920.
- CAPITANT. — Cours de droit civil. Paris, Dalloz, 8<sup>me</sup> édit. 1935.
- DEMOGUE (R.). — Traité des obligations en général, t. V, t. VI. Paris, Rousseau, 1931.
- JOSSERAND. — Cours de droit civil positif français, t. II. Paris, Sirey, 2<sup>e</sup> édition, 1933.
- LALOU (H.). — La responsabilité civile. Principes élémentaires et applications pratiques. Paris, Dalloz, 2<sup>e</sup> édition, 1932.
- MAZEAUD (H. et L.). — Traité théorique et pratique de la responsabilité civile délictuelle et contractuelle, 3 vol. Paris, Sirey, 2<sup>e</sup> édition, 1934.
- PLANIOL (M.). — Traité élémentaire de droit civil, t. II. Paris, Librairie générale de droit, 12<sup>e</sup> édition, 1932.
- PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique de droit civil français, t. VI, t. VII, t. X. Paris, Librairie générale de droit, 1930-1932.
- RIPERT. — La règle morale dans les obligations civiles. Paris, 3<sup>e</sup> édition, 1935.
- SAINCTELETTE. — De la responsabilité et de la garantie.

#### OUVRAGES SPÉCIAUX ET ARTICLES DE REVUES

- BECCUE. — Responsabilité du fait d'autrui en matière contractuelle. *Revue trimestr. de droit civil*, 1914, p. 263.

- CAPITANT (H.). — Les effets des obligations. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1932, p. 721.
- CHAUVEAU (M.). — Essai synthétique des questions de responsabilité civile. *Revue critique de législation et de jurispr.*, 1933, p. 306.
- ESMEIN (A.). — L'origine et la logique de la jurisprudence en matière d'astreinte. *Revue trimestr. de droit civil*, 1903, p. 5 et ss.
- ESMEIN (P.). — Le fondement de la responsabilité contractuelle rapprochée de la responsabilité délictuelle. *Revue trimestr. de droit civil*, 1933, p. 627.
- ESMEIN (P.). — Trois problèmes de responsabilité civile. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1934, p. 317.
- MAZEAUD (H.). — Responsabilité délictuelle et responsabilité contractuelle. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1929, p. 551.
- MEIGNIÉ. — Responsabilité et contrat. *Thèse Lille*, 1924.
- WIGNY (P.). — Responsabilité contractuelle et force majeure. *Revue trimestrielle de droit civil*, 1935, p. 19.

#### CHRONIQUES ET NOTES DE JURISPRUDENCE

- ESMEIN (P.). — La cause étrangère et la théorie du risque dans la responsabilité civile. *Dalloz hebdomadaire. Chronique*, 1934, p. 53.
- JOSSERAND. — Force majeure et cas fortuits. *Dalloz hebdomadaire. Chronique*, 1934, p. 25.
- Note sous Cassation civ., 29 juin et 3 août 1932. *D.*, 1933, 1, 49.
- LALOU. — Contrats comportant pour l'une des parties l'obligation de rendre le contractant sain et sauf. *D. hebdomadaire. Chronique*, 1931, p. 37.
- MAZEAUD (L.). — L'assimilation de la faute lourde au dol. *D. hebdomadaire. Chronique*, 1933, p. 49.
- MAZEAUD. — Note sous Cas. Req., 1<sup>re</sup> juin 1932. *S.*, 1933, 1, 49.

## DROIT LIBANAIS ET DROIT MUSULMAN

Avant-propos au Code libanais des obligations et des contrats dans *Gazette des Tribunaux libano-syriens*, 7<sup>e</sup> année, p. 33.

*Bulletin de législation et de jurisprudence de Syrie et du Liban.*

CARDAHI (Ch). — Le droit des pays sous-mandat français en Orient. *Bulletin soc. législ. comp.*, 1925, p. 263.

— Un événement législatif dans le proche Orient. *Revue de l'Université de Lyon*, 1931, p. 215, fasc. 4.

— Le projet de Code des obligations du Liban. *Bulletin Soc. législ. comp.*, 1931, p. 611.

Exposé des motifs du projet de Code des obligations. *Gazette des Trib. libano-syriens*, 4<sup>e</sup> année, p. 190. *Gazette des Tribunaux libano-syriens.*

NICOLAÏDES. — Code civil ottoman dans « Législation ottomane », t. VI et VII. Constantinople, 1881.

PIAT (Th.). — Code de Commerce ottoman. Beyrouth, 1876.

*Recueil des Actes administratifs du Haut-Commissaire en Syrie et au Liban*, 1919-1932.

TABBA (Bichara). — Du heurt à l'harmonie des droits. *Thèse Lyon*, 1935.

VAN DER BERG. — Principes de droit musulman (traduction : R. de France de Tersaut), Alger, 1896.

## DROIT COMPARE

### OUVRAGES GÉNÉRAUX

CARPENTIER (P.). — Code de commerce allemand. Paris, Chevalier Marescq, 1901.

CODE CIVIL ALLEMAND. — Collection des principaux Codes étrangers, t. I et II, Paris, 1904.

- FUNK. — Commentaire du Code fédéral des obligations.  
Paris : Sirey, Neuchâtel : Delachaux et Nestlé,  
1930.
- LARCHER (E.). — Code marocain des obligations et des  
contrats (dans « les Codes marocains »), Alger,  
1914.
- Code tunisien des obligations et des contrats.  
Alger, 1907.
- MORRE (M.). — Les Codes marocains annotés. Casablan-  
ca. « Argus du Maroc », 1935.
- PACE (Umberto). — Code civil mixte égyptien dans :  
« Les Codes mixtes d'Egypte ». Alexandrie, « Au  
bon Livre », 1932.
- PAGE (H. de). — Traité élémentaire de droit civil belge,  
t. II. Bruxelles-Paris, 1934.
- PATOUILLET (J.). — Traduction des Codes de la Russie  
soviétique, t. I et II. Paris, Giard, 1925-1926.
- Projet de Code franco-italien des obligations et des  
contrats (Texte de la Commission française d'étu-  
des). Paris, 1929.
- RIVIÈRE (P.-L.). — Précis de législation marocaine.  
Paris, Sirey, 1927.
- ROSSEL (V.). — Manuel de droit fédéral des obligations,  
t. I et II. Lausanne-Genève, 4<sup>e</sup> édit., 1920-1926.
- SALEILLES (R.). — Etude sur la théorie générale de  
l'obligation, d'après le premier projet de Code  
civil pour l'Empire allemand. Paris, 3<sup>e</sup> édition,  
1925.
- SCHNEIDER et FICK. — Commentaire du Code fédéral  
des obligations. Neuchâtel, 1915.
- SIECZKOWSKI et WASILKOWSKI. — Traduction du Code  
des obligations de la République de Pologne.  
Paris, Sirey, 1935.
- VON TUHR. — Partie générale du Code fédéral des obli-  
gations, 2 vol. Lausanne, 2<sup>e</sup> édition, 1934.
- VUILLET. — Code marocain des obligations et des con-  
trats. Casablanca, édition A. Moynier, 1934.

OUVRAGES SPÉCIAUX ET ARTICLES DE REVUES

DURAND (P.-J.). — Le droit des obligations dans les jurisprudences française et belge. Paris, Sirey, 1933.

JARRA (E.). — Les dommages moraux dans le Code des obligations de la République de Pologne. *Bulletin Soc. lég. comp.*, 1935, p. 371.

KOSCHEMBACKI-LYSKOWSKI (I. D.). — Quelques dispositions générales d'un projet de Code polonais. *Revue trim. de droit civil*, 1928, p. 551.

NIBOYET (J.-P.). — La théorie de l'obligation en droit suisse et en droit français. Cours de doctorat, année 1932-1933.

RIVIÈRE (P.-L.). — A travers les législations nouvelles. Paris, Edit. intern., 1935.

— Le projet de Code franco-italien des obligations et des contrats. *Bulletin soc. légis. comp.*, 1934, p. 438.



## TABLE DES MATIERES

|                                                                                                                                                     |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| INTRODUCTION . . . . .                                                                                                                              | 1  |
| PREMIÈRE PARTIE. — LA DETERMINATION DE LA<br>FAUTE CONTRACTUELLE PAR LA RECHERCHE<br>DE L'ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ CON-<br>TRACTUELLE . . . . . | 13 |
| <i>Chapitre I.</i> — Le principe de la responsabilité con-<br>tractuelle : la faute . . . . .                                                       | 15 |
| <i>Chapitre II.</i> — L'étendue de la responsabilité dans<br>les principaux contrats . . . . .                                                      | 21 |
| § 1. La vente . . . . .                                                                                                                             | 21 |
| § 2. Le louage des choses . . . . .                                                                                                                 | 24 |
| § 3. Le louage de services et le contrat d'entreprise . . . . .                                                                                     | 33 |
| § 4. Le contrat de transport . . . . .                                                                                                              | 44 |
| § 5. Le dépôt et le séquestre . . . . .                                                                                                             | 51 |
| § 6. Le prêt à usage ou commodat . . . . .                                                                                                          | 55 |
| § 7. Le mandat . . . . .                                                                                                                            | 58 |
| § 8. La communauté ou quasi-société. La société . . . . .                                                                                           | 63 |
| § 9. Le gage . . . . .                                                                                                                              | 65 |
| <i>Chapitre III.</i> — Essai d'une théorie de la faute con-<br>tractuelle . . . . .                                                                 | 67 |
| § 1. La classification des obligations d'après l'idée<br>d'avantage tiré du contrat . . . . .                                                       | 68 |
| § 2. La classification des obligations d'après leur<br>nature. La gradation des fautes . . . . .                                                    | 70 |
| § 3. Faute contractuelle et faute délictuelle . . . . .                                                                                             | 72 |

|                                                                                                                                           |            |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| DEUXIÈME PARTIE. — LA MISE EN ŒUVRE DE LA<br>RESPONSABILITE CONTRACTUELLE .....                                                           | 75         |
| <i>Chapitre I. — La mise en demeure.....</i>                                                                                              | <i>77</i>  |
| § 1. Principe de la nécessité d'une mise en demeure. Formes et domaine.....                                                               | 79         |
| I. Interpellation du débiteur .....                                                                                                       | 80         |
| II. Formes de l'interpellation .....                                                                                                      | 80         |
| III. Domaine d'application .....                                                                                                          | 81         |
| § 2. Cas exceptionnels de demeure de plein droit                                                                                          | 83         |
| § 3. Les effets de la mise en demeure.....                                                                                                | 87         |
| § 4. La demeure du créancier .....                                                                                                        | 89         |
| I. Conditions . . . . .                                                                                                                   | 91         |
| II. Effets . . . . .                                                                                                                      | 91         |
| <i>Chapitre II. — La libération du débiteur à la suite<br/>d'une impossibilité d'exécution .....</i>                                      | <i>95</i>  |
| § 1. Conditions que doit présenter l'impossibilité<br>d'exécution pour être libératoire .....                                             | 97         |
| I. La force majeure doit être imprévisible..                                                                                              | 98         |
| II. La force majeure doit être générale.....                                                                                              | 100        |
| III. La force majeure doit être absolue et définitive . . . . .                                                                           | 101        |
| IV. La force majeure doit être exclusive de toute<br>faute du débiteur .....                                                              | 104        |
| § 2. Les principaux cas d'impossibilité d'exécution                                                                                       | 106        |
| § 3. Les effets de l'impossibilité d'exécution.....                                                                                       | 110        |
| <i>Chapitre III. — Les modifications conventionnelles<br/>de la responsabilité .....</i>                                                  | <i>113</i> |
| § 1. Les diverses clauses atténuant la responsabilité . . . . .                                                                           | 114        |
| § 2. Principe de la licéité des clauses exclusives<br>ou restrictives de la responsabilité contrac-<br>tuelle dans le Code libanais ..... | 116        |
| § 3. Limites à la validité des clauses de non-responsabilité . . . . .                                                                    | 120        |
| § 4. Les clauses de non responsabilité du fait<br>d'autrui . . . . .                                                                      | 126        |

|                                                                                                    |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <i>Chapitre IV. — La charge de la preuve.....</i>                                                  | 129 |
| § 1. Le droit commun .....                                                                         | 129 |
| I. Preuve de l'existence de l'obligation .....                                                     | 129 |
| II. Preuve de l'inexécution de l'obligation ....                                                   | 130 |
| III. Preuve de l'impossibilité d'exécution .....                                                   | 131 |
| § 2. Les exceptions au principe de la présomption<br>de faute : l'article 255 .....                | 132 |
| I. Les applications précises de l'art. 255 dans<br>le Code .....                                   | 132 |
| II. Faut-il donner à l'art. 255 une portée générale                                                | 134 |
| <i>Chapitre V. — La responsabilité contractuelle pour<br/>    autrui .</i>                         | 137 |
| § 1. Les textes .....                                                                              | 139 |
| § 2. Personnes dont le débiteur répond .....                                                       | 144 |
| § 3. Etendue et fondement de la responsabilité<br>contractuelle pour autrui .....                  | 146 |
| <br>TROISIÈME PARTIE. — LES EFFETS ET LES SANC-<br>TIONS DE LA RESPONSABILITE CONTRAC-<br>TUELLE . | 153 |
| <i>Chapitre I. — Poursuite de l'exécution en nature..</i>                                          | 155 |
| § 1. Exécution par le créancier lui-même aux<br>dépens du débiteur .....                           | 157 |
| § 2. Le procédé des astreintes .....                                                               | 160 |
| I. Nature juridique de l'astreinte .....                                                           | 161 |
| II. Caractères de l'astreinte .....                                                                | 164 |
| <i>Chapitre II. — Les dommages-intérêts ou exécution<br/>    en équivalent .....</i>               | 167 |
| Section I. — L'évaluation judiciaire .....                                                         | 168 |
| § 1. Dommage matériel et dommage moral .....                                                       | 170 |
| § 2. Dommage direct et dommage indirect.....                                                       | 177 |
| § 3. Dommage prévu et dommage imprévu.....                                                         | 178 |
| § 4. Dommage futur .....                                                                           | 180 |
| Section II. — L'évaluation légale.....                                                             | 184 |
| Section III. — L'évaluation conventionnelle : la<br>clause pénale .....                            | 186 |

|                                                                                              |            |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| § 1. Nature juridique de la clause pénale.....                                               | 186        |
| § 2. Conditions d'application de la clause pénale                                            | 190        |
| A. Conditions de validité .....                                                              | 190        |
| B. Conditions d'exigibilité .....                                                            | 192        |
| § 3. Les effets de la clause pénale .....                                                    | 199        |
| <i>Chapitre III. — La résolution à la suite de l'inexécution imputable au débiteur .....</i> | <i>201</i> |
| § 1. Domaine de la condition résolutoire tacite de l'art. 241 .....                          | 202        |
| § 2. Les conditions de la résolution .....                                                   | 204        |
| § 3. Les effets de la résolution .....                                                       | 206        |
| CONCLUSION . .....                                                                           | 209        |
| BIBLIOGRAPHIE . .....                                                                        | 213        |

---

---

IMPRIMERIE DE LA LIBRAIRIE GÉNÉRALE  
-:- DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE -:-  
· · · · · PARIS · · · · ·

---

---





